

COURANT ALTERNATIF
courant
alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 312 | ÉTÉ 2021 | 3€

- ▶ **DOSSIER CORONAVIRUS**
- ▶ **PAYS BASQUE**
SOUTIEN AUX MIGRANTS
- ▶ **PAYS NANTAIS : CONTRE LES SABLERS**
ET LES MARAÎCHERS INDUSTRIELS
- ▶ **MEXIQUE : UN DÉSASTRE SOCIAL** (3e partie)

Vivement la vague...



... révolutionnaire

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

SOMMAIRE



ÉDITO ▶ PAGE 3

SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS

▶ PAGES 4 6 Pays Basque ; actions solidaires avec les migrant.es

INTERNATIONAL

▶ PAGE 7 L'Algérie au temps du Hirak : quelles perspectives pour les révolutionnaires

SANS FRONTIÈRES ▶ PAGES 8-9

INTERNATIONAL

▶ PAGES 10 14 A quel moment le Mexique a-t-il été foutu ? (fin)

LIRE ▶ PAGE 15

VERTEMENT ÉCOLO ▶ PAGES 16-17

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

▶ PAGES 18-19 Soulèvement de la terre, contre les sabliers et les maraîchers industriels

RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY ▶ PAGES 20-21

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ▶ PAGE 22

DOSSIER CORONAVIRUS

De l'épidémie de pneumonie au spectacle épidémique

▶ PAGES 23 25 Les débuts de l'épidémie : un casse-tête chinois

▶ PAGES 25-26 Les réponses initiales : entre modération et précipitation

▶ PAGES 26 28 Ce coronavirus, d'où pourrait-il bien venir ?

▶ PAGES 29-30 Pas de traitement, vraiment ?

▶ PAGE 31 Les mensonges officiels plus contagieux que le virus ?

BIG BROTHER ▶ PAGES 32-33

DOSSIER CORONAVIRUS (suite)

▶ PAGE 34 36 Les chiffres on leur fait dire ce qu'on veut !

▶ PAGE 36 38 Des masques, pour empêcher la diffusion... de la contestation ?

▶ PAGE 38 40 Le virus, un coupable idéalpermaculture

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ce numéro a été préparé à Lyon

La maquette dans le Poitou

La CJ du numéro d'octobre aura lieu aux rencontres libertaires début juillet

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE

oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex lamouette.enragee@wanadoo.fr

• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif" c/o Maison del'écologie 4 rue Bodin 69001 Lyon ocl-lyon@laposte.net
• Valence : ocl-valence@riseup.net

CONTACTS

Figeac, passer par oclibertaire@hotmail.com

CORRESPONDANCE

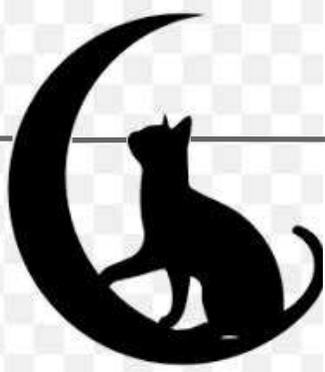
OCL c/o Egégore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF
n° 321 été 2021
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0625 G 86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé



La solidarité est l'arme des prolétaires

Les contraintes sanitaires s'atténuent enfin après une année difficile. Il faut bien que les gens respirent un peu, et fassent tourner l'économie touristique qui en France est très importante. Les personnels soignants, notamment, vont pouvoir souffler ; mais il n'est toujours pas prévu de donner aux services de Santé les moyens de travailler dans de bonnes conditions... Alors que les experts internationaux ne savent pas trop si la vague du dernier variant aura lieu en Juillet ou en Août – les prévisions étant toujours faites au doigt mouillé – on nous prépare déjà à de nouvelles restrictions à la rentrée, à moins que ce ne soit une vaccination obligatoire. Une nouvelle vague sera de toute façon probable, étant donné que la pollution atmosphérique et les conditions de sécheresse de l'intersaison continueront à exister ; fragilisant et agressant nos poumons déjà mis à mal par nos conditions de vie et la dégradation de la nature.

Mais il n'y a pas que les soignants qui sont mal lotis, l'ensemble des travailleurs vont être affectés par les mesures anti-sociales à venir, et la situation économique qui s'aggrave. La réforme des retraites sera bientôt remise sur le tapis, et la résorption des services publics – à commencer par l'éducation – n'est pas prête de s'arrêter. La crise économique, bien présente depuis 2018 mais encore masquée par l'injection permanente d'argent dans les banques et les entreprises, pourrait se révéler brutalement. Les prix de nombreux produits risquent d'augmenter fortement, en particulier la nourriture. Le covid fera un bon bouc émissaire, mais il serait bon de se rappeler que le réchauffement climatique, et les dérèglements qui l'accompagnent, sont un facteur important de déstabilisation de la production agricole.

Comme toujours, la solidarité est une arme pour les prolétaires. Plus divisés que jamais par la crise sanitaire et le repli sur soi qu'elle entraîne, ainsi que les vagues de mensonges des autorités dont l'un des buts est visiblement de fragmenter le corps social ; c'est pourtant par la construction de mobilisations collectives que nous arriverons à reprendre du pouvoir sur nos vies.

Pendant ce temps, les dirigeants et leurs experts sont obnubilés par la réussite des campagnes de vaccination. Et ce, malgré le fait que les pays déjà beaucoup vaccinés – comme Israël, le Chili ou le Royaume-Uni – ne sont pas dans des situations plus enviables : les maladies respiratoires continuent d'être présentes et de

nouvelles restrictions sont mises en place. Maniant la carotte et le bâton, les autorités sanitaires essaient de convaincre hésitants et récalcitrants de recevoir ce vaccin, « pas obligatoire mais presque », les jeunes étant visiblement la prochaine cible.

Et si le fait de payer systématiquement les gens qui se font vacciner n'a pas été retenu, l'idée d'utiliser une certaine « pression sociale » a fait son chemin. Elle s'est traduite par la mise en scène de la vaccination des célébrités et personnalités, et l'incitation à mettre en avant son statut vaccinal – quand ce n'est pas l'entreprise qui force à le faire, telle Amazon aux Etats-Unis. Généralement, ce sont plutôt les cadeaux en tout genre qui ont été mis en avant pour motiver la population. Coupons de réduction en Chine, glace plombière en Russie, bijoux en or en Inde, pizzas ou plats traditionnels en Israël, tout est bon pour « vendre » le vaccin.

Mais ce n'est rien à côté de ce qui a été fait aux Etats-Unis. Des soignants ont reçu des primes de 500\$ à 1000\$ pour se faire vacciner ; sans doute fallait-il les « convaincre » après que certains d'entre eux soient décédés suite à leur injection). Si à Chicago on a droit à une séance en salon de coiffure ou de beauté, à New-York on peut demander en cadeau un « joint » de marijuana pour son vaccin. Et tandis que la Virginie de l'ouest offre 100\$ aux jeunes adultes vaccinés, en Alaska une sorte de loterie permet de gagner des tickets d'avion, des bons de 500\$ ou des voitures tout terrain. L'enseigne de pâtisserie Krispy Kreome offre chaque jour un donut gratuit à quiconque peut montrer un certificat de vaccination. Enfin, des Etats sont rentrés dans la danse, mettant en place des loteries avec un gros lot d'un million de dollars : Oregon, Californie, Ohio (qui a offert deux fois le million). Au passage, on ne sait pas si les héritiers récupèrent le million dans le cas où la personne « gagnante » décéderait suite à sa vaccination... Que d'argent dépensé pour injecter tout le monde, alors que dans le même temps les banques alimentaires américaines tirent la sonnette d'alarme et sont obligées de rationner ce qu'elles donnent !

Il est grand temps d'en finir avec ce monde capitaliste-autoritaire, pour que les humains puissent vivre libres et égaux entre eux ; l'un n'allant pas sans l'autre !

OCL-Lyon

PAYS BASQUE

Actions solidaires avec les migrant.es

Le capitalisme et ses nuisances et destructions ne sont pas près de finir (guerres, exploitation, régimes de plus en plus autoritaires, développement des inégalités provoquant la misère, dérèglements climatiques dont les pays occidentaux sont en grande partie responsables...), et la mobilité humaine va continuer à s'accroître, donnant aux mouvements des populations un poids de plus en plus important dans les relations sociales, et nécessitant d'accentuer les dispositifs d'accueil et d'insertion des migrant.es au sein des communautés locales.

Le Pays Basque connaît cette situation et ce d'autant plus qu'il est devenu en quelques années une zone de transit et d'accueil importante.

1- La politique de l'enfermement se renforce avec 434 places supplémentaires prévues par la construction et l'agrandissement de quatre à six centres de rétention administrative supplémentaires en France. Rappelons que déjà, chaque année, environ 50 000 personnes sans papiers sont enfermées dans les CRA.

Les jalons sont déjà bien posés pour baliser le chemin de la régression tous azimuts des droits des personnes migrantes, droits sans cesse grignotés, réduits à peau de chagrin, affaiblis par des textes de loi toujours plus liberticides, quand ils ne sont pas tout simplement bafoués sans vergogne. C'est une politique qui copie depuis belle lurette les principes de l'extrême droite et, par là-même, l'alimente et l'encourage.

Répression et régression des droits des personnes migrantes

Les migrant.es qui accèdent au territoire français par Hendaye sont pour la

plupart originaires d'Afrique subsaharienne francophone, plus rarement du Maghreb. Ils.elles viennent depuis plusieurs mois par les Iles Canaries, puis par le Maroc. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce sont 25 000 personnes qui ont débarqué à bord de bateaux de fortune sur l'archipel espagnol en 2020. Ils.elles traversent ensuite l'Espagne et sont de plus en plus nombreux, depuis début mars, à tenter de franchir la frontière dans la partie occidentale des Pyrénées. Des mesures pour fermer la moitié des points de passage de cette frontière ont été prises par le gouvernement français sous prétexte de «menace terroriste», selon l'amalgame odieux et bien vivace fait entre migrants et terrorisme.

Cette fermeture de la frontière s'accompagne d'une augmentation des contrôles par des policiers dont les effectifs ont été doublés : 150 agents de la PAF -police des airs et frontières- secondés par une compagnie de CRS. Très nombreuses sont les interpellations ; les cas de refoulement de ces exilé.es repoussés vers Irun (ville du Pays basque sud à la frontière) se comptent par milliers. Entre novembre 2020 et mars 2021, il y a eu 16 000 renvois à la frontière espagnole, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Ceci, au mépris de la légalité et des droits les plus élémentaires : contrôles au faciès, refoulements de mineurs à qui est refusée la prise en charge immédiate qui leur est due par la loi ; renvoi d'adultes auxquels est refusée une possibilité d'asile en France ;

renvoi de familles ou de femmes seules avec enfant(s)...

Malgré ces obstacles, ils.elles essaient de passer, une fois, deux fois, trois fois, dans un absurde et cruel jeu du chat et de la souris avec les policiers français. Les restrictions ne font que déplacer le problème et mettre des vies en danger. Ils.elles prennent plus de risques pour tenter la traversée de la frontière, comme en témoignent le drame survenu le 22 mai dernier lorsque un jeune Ivoirien s'est noyé dans la Bidassoa et l'autre drame, un mois plus tôt, celui d'un jeune Erythréen qui s'est suicidé au bord de ce fleuve frontalier. En conséquence, de nouveaux itinéraires s'ouvrent et s'organisent plus à l'intérieur du Pays Basque, par la montagne.

Le CRA (centre de rétention administrative) d'Hendaye est plein, comme les autres sur le territoire hexagonal (1) et on ne compte plus les doubles peines : après 90 jours passés derrière les barreaux, de nombreuses personnes sont arrêtées de nouveau et remises en cellule, sans autre logique que celle de harceler et criminaliser.

Les cas de ceux qui refusent d'être expulsés et qui, par là, refusent le test PCR réclamé par le pays d'origine, sont de plus en plus nombreux ; la justice prononce, pour ce non-délit (aucune loi n'oblige à passer un test de nature médicale), des dizaines de peines de prison de 2 ou 4 mois ferme, et les emprisonnés sont à leur sortie à nouveau enfermés au CRA ...

Au delà des obstacles innombrables que les migrant.es rencontrent bien avant de passer la frontière et lorsqu'ils.elles la franchissent, une fois qu'ils.elles sont sur place, les conditions d'accueil et d'hébergement qui leur sont faites par les autorités et les institutions sont indignes, contraires au respect des droits humains au logement, à l'éducation, à la santé, à la liberté de circuler. Ce sont les associations et les bénévoles qui se retrouvent alors en première ligne pour tâcher de pallier les failles du système.

Solidarité des deux côtés de la frontière

La solidarité s'est organisée des deux côtés de la Bidassoa, dans la zone frontalière, une frontière qui, pour beaucoup au Pays Basque, et en tout cas pour les



Benvenue aux réfugiés

abertzale (autonomistes ou indépendantistes), est de fait totalement illégitime.

A Irun, un collectif de 200 citoyen.nes a répondu aux premiers besoins, relayé par un centre de la Croix-Rouge qui a proposé 70 places et par un hôpital, pour 25 places. Dans chacun des deux lieux, les migrant.es peuvent rester cinq jours. Plus récemment, les municipalités d'Irun et de Hondarribia (Fontarrabie) ont de leur côté ouvert des lieux d'accueil temporaire pour répondre aux besoins immédiats, de plus en plus importants ; les associations d'entraide y assurent l'accompagnement.

Mais il s'agit de dispositifs de transit, très restrictif.

A Bayonne aussi, l'improvisation a prévalu. Le réseau d'hébergeurs solidaires mis en place depuis 2016 n'était pas adapté à la situation d'urgence de personnes qui n'avaient besoin que d'une ou deux nuits à l'abri avant de tenter d'aller plus au nord. Chaque soir, des maraudes de bénévoles étaient organisées avec distribution de repas et de vêtements, certain.es proposaient de loger les plus vulnérables. Sous la pression de plusieurs collectifs et associations, la municipalité a ouvert, fin 2018, un centre d'accueil temporaire, Pausa (= la pause). Il permet de mettre à l'abri pendant 3 jours et 3 nuits des migrant.es en transit et peut en accueillir 130. D'abord géré entre associatifs et la CAPB (communauté d'agglomération Pays Basque), ce centre est, depuis décembre 2020, suite à des désaccords et des tensions entre associatifs et mairie, sous la responsabilité de la seule commune de Bayonne. Y travaillent 6 permanent.es et son financement est pris en charge par les 158 communes du Pays Basque nord ; il a bénéficié en outre de 250 000 euros d'un fonds abondé par Olivier Grain, ancien industriel devenu mécène.

A l'automne 2015, un collectif s'est créé, en Pays Basque nord, Solidarité migrants-Etorkinekin (= avec les arrivant.es), impulsé au départ par quelques militantes de la Cimade, et autour de structures associatives, syndicales et politiques. Avec quatre objectifs : informer sur les politiques migratoires de l'Europe et de la France et en dénoncer les conséquences néfastes pour les migrant.es ; sensibiliser l'opinion publique à la situation des migrant.es et lutter contre les représentations et les discours xénophobes ; faire pression sur les institutions pour un accueil des migrant.es dans le respect de leurs droits fondamentaux ; contribuer en tant que citoyen.nes à l'accueil des migrant.es.

Au départ, le Collectif a principalement organisé des actions de sensibili-



Manifestation Hendaye-Irun le 29 mai

sation sur la situation des migrant.es et de dénonciation des politiques migratoires française et européenne. L'accompagnement des migrant.es était alors assuré par quelques personnes ou par des groupes locaux. Les Groupes locaux - déclarés en associations -, se sont petit à petit multipliés. Ils se sont constitués autour de personnes qui adhéraient aux mêmes valeurs et objectifs que ceux du Collectif et/ou pour répondre à des demandes urgentes d'aide ou d'hébergement. La plupart sont devenus partie prenante du Collectif Etorkinekin, tout en gardant leur autonomie. Le Collectif a poursuivi ses actions de sensibilisation et de dénonciation autour d'une «commission Action Citoyenne» et avec l'implication des Groupes locaux. Il a par ailleurs développé un partenariat avec des réseaux français et du Pays Basque Sud, en organisant des actions communes de mobilisation, de sensibilisation et de dénonciation. Le Collectif et ses Groupes locaux ont bénéficié de dons (de particuliers, d'associations de partenaires divers dont un mécène), de l'aide financière d'établissements scolaires et de subventions publiques (municipalités).

Depuis 2018, le contexte local a beaucoup changé. Le nombre de migrant.es accueilli.e.s a considérablement augmenté, conséquence du changement de route migratoire qui passe maintenant davantage par l'Espagne. Les publics hébergés et accompagnés se sont diversifiés : en situation régulière ou irrégulière, familles, femmes ou hommes arrivé.e.s seul.e.s, mineur.e.s isolé.e.s non accompagné.e.s....

En 2018, s'est développée la mise en réseau du Collectif Etorkinekin et des associations Cimade, Diakite et Les Bascos, elles-mêmes engagées dans l'accompagnement des migrant.es. Diakite apporte appui humain, matériel et sani-

taire aux migrant.es à proximité du centre de transit de Pausa, à Bayonne ; l'association Les Bascos accueille, héberge et accompagne plus spécifiquement les migrant.es fuyant la répression de leur pays pour leur orientation sexuelle LGTB. Enfin, une coordination territoriale composée d'organisations et des collectivités locales impliquées (Mairie de Bayonne/CAPB) s'est mise en place en 2019/2020. Parallèlement, au même moment, un réseau des associations «accueillantes» s'est constitué à l'échelle de l'État français.

Etorkinekin = Faire un bilan et tenter de mieux avancer

Au début de cette année 2021, Le Collectif Etorkinekin s'est transformé en association qui, tout en poursuivant son travail et ses objectifs d'accueil et d'actions publiques, s'est engagé dans une réflexion collective. Le but : aboutir à la production d'un projet associatif, avant l'automne, destiné à répondre aux questions, et à surmonter les difficultés et obstacles rencontrés au cours d'une pratique de six années.

Dans cette pratique, il y a deux dimensions : celle humaine, matérielle et pragmatique de l'accueil/ hébergement/accompagnement. Et la dimension politique : celle de l'intervention collective sous forme de rassemblements, de manifs, d'occupations de lieux de pouvoir, de conférences-débats, d'interventions dans la rue et sur les places, dans les établissements scolaires etc., propres à dénoncer la «politique migratoire» des Etats, le racisme, la xénophobie et à en révéler les causes réelles (cf. encart).

C'est pourquoi l'objectif des actions d'Etorkinekin est double : contribuer à faciliter la vie des migrant.es à leur arrivée, et pour plusieurs années, en appuyant leurs projets et en essayant de

solidarité avec les migrants

QUELQUES RÉSISTANCES ET ACTIONS COLLECTIVES PUBLIQUES

Le 29 mai, les associations Etorkinekin, Diakite, la Cimade et Irungo Harrera Sarea (réseau d'accueil d'Irun) ont organisé, en solidarité avec des personnes migrantes, une manifestation nombreuse et dynamique, faisant se rejoindre deux cortèges d'Hendaye et d'Irun. De nombreux.ses migrant.es y ont participé, surtout du côté sud de la frontière. Beaucoup de pancartes et de slogans : refus de la chasse à la personne, de la mort comme issue de la trajectoire migratoire ; refus des murs et des frontières ainsi que des politiques racistes, répressives et meurtrières ; les mêmes droits pour tous.tes ; le racisme tue ; vouloir chercher une vie meilleure n'est pas un délit ; circulation et installation libres pour tous ; Euskal Herria (Pays Basque) = pays d'accueil ...

Le 5 juin, près de 5000 personnes ont manifesté dans Nice, à l'appel de «Toutes aux frontières» lancé par des féministes européennes. Y ont participé des militantes venues du Pays Basque au nom d'Etorkinekin (PB Nord), Ongi Etorri Errefuxiatuak (= Réfugiés, soyez les bienvenus) (PB Sud) et Zutik (= Debout, collectif féministe du PB Nord). A Nice, ville stratégique pour la gestion de la frontière Vintimille-Menton, il s'agissait de faire entendre la voix des migrantes, invisibilisées et pourtant représentant plus de la moitié des migrations vers l'Europe, et subissant des violences de toutes sortes durant leur parcours migratoire. Malgré la forte présence policière et celle des identitaires de l'extrême droite, cette manifestation transnationale a été dynamique, colorée, déterminée. Elle marque le début d'un grand rassemblement des féministes contre l'Europe forteresse, patriarcale et capitaliste... dont il est espéré une seconde édition.

Le 19 juin, veille de la Journée mondiale des réfugié.es, des rassemblements de plusieurs dizaines de personnes ont été organisés simultanément à l'appel d'Etorkinekin, devant les mairies de 5 villes du Pays Basque nord.

Début juillet, est prévue la mise en place d'une action collective d'observations des pratiques administratives à la frontière, du côté d'Hendaye, en partenariat avec d'autres associations locales du Pays Basque nord et sud. Cette observation collective devrait permettre de faire le point sur les pratiques des forces de l'ordre, de recueillir les témoignages des personnes refoulées qui le souhaitent afin d'alimenter ensuite d'autres formes d'actions.

les faire aboutir, et, dans le même temps, dénoncer les autorités et les institutions qui les traquent, les harcèlent, leur mettent sans arrêt plus d'obstacles sur la route vers la régularisation. Dénoncer, cela est possible et faisable ; ce qui est beaucoup plus difficile, c'est d'arriver à peser réellement, à créer un rapport de force.

De plus, réussir à prendre en compte les deux dimensions indissociables de la lutte n'est pas non plus chose aisée et cela suscite de nombreux questionnements. Comment éviter que l'accueil des migrant.es ne se transforme en leur «prise en charge» assistancielle, étouffant leur autonomie sous une bonne volonté paternaliste/maternaliste ? Comment éviter que cet accueil ne devienne l'activité prépondérante, voire quasi exclusive, d'individus ou de collectifs locaux, au risque qu'ils se noient dans la seule action caritative/humanitaire ? Avec, pour conséquence, de perdre de vue la di-

mension politique et globale du problème des migrations.

De plus, dans ce combat, il y a la place, essentielle, que tiennent les migrant.s eux.elles-mêmes.

Il leur est difficile, quand ils.elles sont mineurs ou bien jeunes majeurs, ou même adultes, de devenir acteurs.trices de leur destin, de s'auto-organiser pour lutter collectivement. Ils.elles sont empêchés de travailler, sinon clandestinement et dans la plus grande précarité ; ils.elles sont hantés par les parcours pleins d'embûches et de violences par lesquels ils ont dû passer pour accéder au territoire français ; ils.elles sont absorbés par les démarches à faire pour obtenir un titre de séjour, ou le droit d'asile, autre parcours complètement kafkaïen ; ils.elles n'ont pas de place fixe, d'ancrage suffisamment durable pour organiser des initiatives ou actions communes.

Et même quand ils ont la possibilité d'avoir un toit pour plusieurs mois, voire plusieurs années, beaucoup d'obstacles perdurent : la barrière de la langue, la crainte des contrôles de flics, celle des comportements racistes, la difficulté à trouver des sources de financement ce qui les rend dépendants des associations caritatives, l'isolement quand ils.elles se retrouvent en zone rurale...

En revanche, ce sont les enfants qui s'adaptent très vite à leur nouvelle vie, à une nouvelle langue, par le biais de la socialisation par l'école. Et qui feront, espérons-le, changer les rapports de force dans quelques années.

C'est un vaste chantier plein de contradictions et d'embûches dans le-

quel s'est engagée l'association pour tenter d'améliorer son efficacité en faveur des migrant.es. Il s'agit de résoudre des problèmes d'organisation, de communication interne et externe ; de mutualiser des moyens matériels, des ressources juridiques, des informations ; de dépasser la difficulté à mener aussi bien les actions de nature humanitaire et les actions politiques, les premières exigeant un engagement en temps et en énergie tel qu'elles prennent le pas le plus souvent sur les secondes ; de clarifier les objectifs et les modalités de l'accueil et de l'accompagnement, de renforcer la place et l'implication des migrant.es dans les actions menées ; d'organiser des réseaux et partenariats plus larges et solides, aux niveaux local et hexagonal, pour accroître le rapport de forces face aux autorités ; de faire que les actions menées ne soient pas simples palliatifs aux graves manques des pouvoirs en place mais contestent ces derniers le plus radicalement possible.

En définitive, c'est le principe même de solidarité qui est interrogé : celle-ci ne doit pas être assistance à personnes vulnérables mais être porteuse d'un regard structurel sur les causes des situations précaires et d'une lutte qui cherche à s'attaquer aux racines.

Le 19 juin, Pays Basque

Contact :

Maison des associations,
11 allée de Glain, 64100 Baiona



Centre de transit à Bayonne

L'Algérie au temps du hirak : quelles perspectives pour les révolutionnaires ?



Suite aux élections législatives marquées par une abstention record et la victoire des partis liés à l'administration, *Les Echos* constataient, le 16 juin, qu'un élément manquait à l'opération des autorités visant à restaurer l'ordre antérieur au 22 février 2019 : «la participation populaire à sa contre-révolution». Deux jours plus tard, *L'Express* employait l'expression caricaturale de «révolution du sourire» pour désigner le hirak et allait jusqu'à présenter les contestataires algériens comme autant de «révolutionnaires».

Si l'on peut, sans grandes difficultés, caractériser les mesures répressives du régime militaro-policié de «contre-révolutionnaires», il est en revanche plus douteux, au sujet du mouvement populaire, de prendre des vessies réformistes pour des lanternes révolutionnaires, sans pour autant remettre en cause le courage ou la persévérance de nombreux hirakistes privés d'alternative – faute d'articulation saisissable entre les aspirations à la liberté et les exigences d'égalité.

Cela étant, il existe assurément des révolutionnaires en Algérie, comme dans tous les

pays. Or, en l'absence d'organisation et d'intervention conséquentes, leur poids politique a été réduit pratiquement à néant au cours des deux dernières années, laissant le champ libre aux forces démocrates-libérales et aux réactionnaires de tout poil, alimentant chaque jour davantage un désarroi mortifère.

Sans doute existe-t-il des causes liées à l'histoire récente du pays permettant de comprendre l'autolimitation du hirak. Par conséquent, un bilan du mouvement populaire bridé par les illusions petites bourgeoises de ses porte-paroles autoproclamés ne saurait éviter d'interroger les ressorts de la fragmentation durable de la société, ainsi que la dépolitisation profonde des classes laborieuses.

De la même manière, toutes les questions qui fâchent devront être abordées, à commencer par celle-ci : une révolution sociale est-elle concevable lorsque des pans entiers de la population préfèrent risquer leur vie sur des embarcations de fortune pour traverser la Méditerranée au lieu de se confronter aux forces d'oppression et de répression de leur pays ?

Evidemment, il ne s'agit pas de poser le problème en des termes moraux mais de saisir les implications sociales et politiques de l'émigration de masse – sur laquelle comptent les autorités, trop heureuses de voir partir de potentiels contestataires –, tout comme la difficulté de nombreux Algériens à se projeter dans leur propre société et à en envisager la transformation, sans oublier qu'entre 1962 et 1989 le régime se disait «socialiste».

Parmi les tâches de l'heure, une critique des rares groupes se réclamant du socialisme en Algérie s'impose, non pas pour alimenter une polémique stérile, mais pour comprendre pourquoi ces formations n'ont pas réussi à constituer des points d'appui au cours de la dernière période.

Dans un article publié le 18 avril, le groupe Révolution permanente pointait les manquements du Parti socialiste des travailleurs (PST) et de la Voie ouvrière pour le socialisme (VOS). Au premier – parti frère du Nouveau parti anticapitaliste en France –, il était reproché sa «compromission avec la mouvance libérale-démocratique dans le cadre du Pacte de l'Alternative Démocratique

(PAD)». Quant au second – scission ouvriériste du PST –, sa «démarcation du hirak et de ceux qui l'ont conduit vers l'isolement» ainsi que son appel du 28 mars à «la formation de listes portant un programme démocratique, social et anti-impérialiste» à l'occasion des législatives étaient dénoncés.

La direction du PST a commis une faute en s'associant à des formations bourgeoises dans le cadre du PAD, confirmant de la sorte son réformisme – sans que cela ne remette en cause la sincérité et la combativité de ses militants, notamment à Bejaïa. De son côté, VOS a eu le mérite de refuser les fronts interclassistes et de rejeter les mots d'ordre portés par l'opposition libérale du type «transition démocratique» ou «processus constituant».

Mais ce groupe trotskiste est limité par le formalisme de ses animateurs qui ont impulsé un Front ouvrier et populaire – réplique de «gauche» au PAD – dont l'aspect positif – à savoir la tentative de rendre visible l'expression propre des travailleurs – a été gâché par la propension de ses dirigeants à préférer les jeux d'appareils à la fédération d'éléments révolutionnaires – sur une base autonome –, ce qui a conduit à enfermer cette potentialité subversive dans une perspective para-syndicale. Néanmoins, l'erreur la plus incompréhensible aura été de s'engager dans la voie électorale.

Les révolutionnaires devront tirer toutes les leçons de ces errements et combattre les illusions entretenues par les courants libéraux, islamistes ou socialistes. La tâche est énorme, les moyens sont modestes mais la solution ne passera ni par les élections ni par la «construction du parti».

Nedjib SIDI MOUSSA

Sans fro

Cette rubrique souhaite faire un tour d'horizon mensuel de ce qui se passe au sujet des sans-papiers, des migrants, des réfugiés en France et ailleurs. L'objectif est double : celui d'informer sur les diverses situations migratoires, la plupart du temps dramatiques mais au delà de cet aspect humanitaire, il s'agit aussi et surtout d'évoquer les luttes en cours et de tenter de faire ressortir des leviers qui peuvent réinstaurer un rapport de force avec un État et consorts (partis, médias, opinion publique) de plus en plus xénophobes.

4 CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE SUPPLÉMENTAIRES

La manifestation a eu lieu le 5 juin à Nice et a rassemblé entre 2 000 et 3 000 personnes, essentiellement des femmes autour des questions du genre et de la migration. Souvent invisibilisées, les femmes représentent 48 % des personnes migrantes dans le monde et plus de 50 % en Europe (chiffres de l'ONU). Ce sont aussi les personnes les plus fragilisées car souvent victimes de violences sexistes et patriarcales dans le pays d'origine mais aussi dans le pays d'arrivée et sur la route migratoire : viols, mariages forcés, prostitution, manque de liberté et d'initiative, la liste est malheureusement encore longue. A cela, il faut rajouter le sort des lesbiennes et des trans qui sont menacés physiquement dans de nombreux pays. Cette journée de mobilisation a été une réussite internationale, tous les continents ont été représentés et les prises de paroles ont été offensives comme celle de la réfugiée turque Pinar Selek – accusée de terrorisme pro-kurde par le gouvernement Erdogan – qui explique que : «le féminisme ce n'est pas simplement le droit des femmes. Tous les milieux ont besoin du féminisme, car c'est grâce au féminisme qu'on peut approfondir toutes les critiques antinationalistes, anti-frontières ou antimilitaristes». En effet, la nation cloisonnée dans sa frontière et défendue par ses soldats est un des domaines-roi du patriarcat qui, combiné au capitalisme, ferment les frontières mais dans un même mouvement contradictoire poussent des millions de personnes sur la route de l'exil. Côté répression du mouvement, des italiennes ont été bloquées à la frontière et des arrestations ont eu lieu avant et pendant la manifestation pour des collages ou de la peinture. Toutes les personnes ont été libérées mais deux femmes sont convoquées au tribunal de Nice en septembre pour dégradation. Autre provocation, celle de quelques identitaires qui ont brandi des pancartes sur lesquelles le migrant est assimilé à un

violenceur – slogans largement repris sur internet par la fachosphère. Or, rappelons que la majorité des agressions sexuelles ont lieu dans la cellule familiale tant défendue par cette extrême droite traditionaliste. Dans tous les cas, cet incident n'a pas terni cette belle journée de lutte qui en appelle d'autres. Rappelons que l'appel (repris dans le CA de juin) vient de la Marche Mondiale des Femmes qui est un réseau européen féministe de résistances et de luttes. D'autres choses sont déjà organisées comme par exemple avec le réseau espagnol Caravana Abriendo Fronteras qui, du 17 au 24 juillet, organisera un campement militant sur l'île de Gran Canaria (les îles Canaries) qui connaît depuis plusieurs mois une arrivée massive de migrant-es que le gouvernement espagnol parque dans des camps.

Source : blog de Toutes aux frontières + radio zinzine

EXPULSION DE RÉSIDENTS ÂGÉS DANS LES FOYERS DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

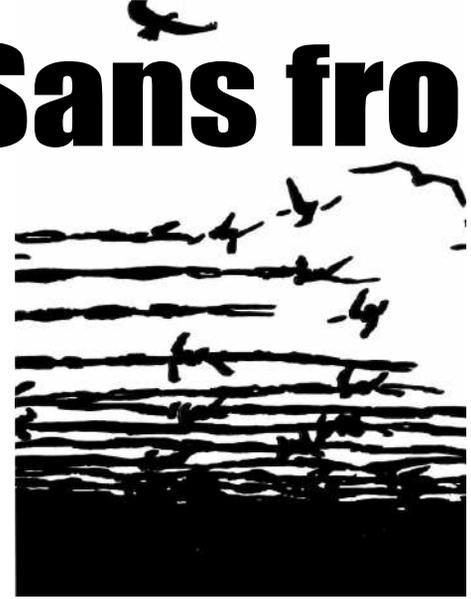
Les bailleurs sociaux comme ADOMA continuent leur politique de «ménage» profitant de la restructuration administrative en cours qui voit les foyers disparaître au profit de «résidences sociales» qui sont beaucoup plus fliquées et individualisantes : fin des espaces communs, surveillance des échanges avec le pays d'origine, etc. Ainsi à Pierrefitte, en région parisienne, 4 résidents âgés ont été expulsés. Ce sont des retraités qui font des allers-retours réguliers entre leur pays et le foyer où ils gardent des impératifs comme la perception de droits sociaux (qui nécessite une domiciliation fixe) ou le besoin de suivre des soins à l'hôpital. Ces chibanis – mot arabe pour désigner les anciens travailleurs immigrés originaires d'Afrique – sont d'ailleurs souvent en mauvaise santé à cause de l'exploitation dont ils ont été victimes dans le BTP, le nettoyage, etc. Mais les gestionnaires sont implacables et font respecter leur nouveau règlement. On est loin de l'accompagnement social que promettent les brochures

ADOMA et qui est facturé 20 euros par résident.

Source : collectif COPAF

LUTTE À DEMI-VICTORIEUSE DES RÉSIDENTS DU FOYER ADEF DE VITRY

Ils bloquaient, depuis le 6 avril, l'entrée d'un des foyers – le foyer Manouchian – pour s'opposer aux modalités de relogement que voulait leur imposer le gestionnaire ADEF. Relogement prévu dans le cadre du plan de rénovation des foyers et surtout leur changement de statut (voir plus haut). Au centre des oppositions, on trouve le cas des «remplaçants» c'est-à-dire des personnes logées par le titulaire du logement qui est retourné temporairement dans son pays. C'est une pratique courante et anciennement acceptée où les solidarités de village et/ou de communauté priment sur l'avis du gestionnaire. Oui mais voilà, aujourd'hui, les règles se resserrent et l'ADEF refusait de prendre en compte ces remplaçants dans le relogement. C'est de là que la lutte s'est construite depuis quasiment un an et nous nous en sommes déjà fait le relais dans ces colonnes. Cela a commencé en septembre 2020, une pétition et des demandes de rendez-vous auprès des collectivités territoriales ont été faites mais elles sont restées sans réponse. C'est quand la mobilisation est devenue «présentielle», pour reprendre un mot à la mode, que les choses ont commencé à bouger. En janvier 2021, le collectif de lutte naît véritablement. Autour des résidents s'associent au départ le COPAF (Collectif pour l'avenir des foyers), le collectif de travailleurs sans-papiers de Vitry et la Marche des Solidarités qui sont ensuite rejoints par des élus France Insoumise de la commune, la LDH, le MRAP et le syndicat Solidaires. Des manifestations vont être organisées devant la mairie – qui va soutenir en partie le mouvement et devenir médiatrice – et le siège social de l'ADEF qui, eux, envoient les flics. En avril, une tonnelle est installée pour bloquer une entrée du foyer. Le bras de fer commence avec le



gestionnaire qui coupe la distribution du courrier et aussi les services techniques. En parallèle des élus sont invités par les résidents à constater la vétusté du lieu, en l'occurrence la présence d'une fosse sceptique à ciel ouvert. Des tractations entre résidents, ADEF et mairie débutent. Le point d'orgue sera la manifestation du 28 mai dernier qui rassemble des centaines de personnes. Finalement un accord est trouvé : les remplaçants sont pris en compte dans les relogements, les personnes pourront déménager sans contrôle ni filtrage mais la victoire n'est pas totale car quelques relogements sont encore en suspens et surtout le nouveau règlement de la résidence sociale n'a pas pu être annulé notamment l'article 7 qui permet au gestionnaire d'expulser un résident sans passer par la justice. Ces nouveaux statuts marquent un réel recul dans le droit des travailleurs étrangers. Au nom d'un confort individuel annoncé, c'est la disparition des espaces collectifs et le renforcement de la surveillance «sociale». De l'autre côté, c'est un marché de gros sous pour les gestionnaires et les constructeurs. En effet, parmi les dirigeants de l'ADEF (officiellement association 1901 sans but lucratif)

Frontières



on trouve d'anciens membres du syndicat patronal de la métallurgie et des travaux publics. Les intérêts se croisent !

Source : communiqués du COPAF sur la lutte

LES HOTSPOTS GRECS RENDENT FOUS ET SOURD !

Officiellement, ce sont des centres de tri pour les migrants. Oups, pardon ! de traitement des situation et d'étude des demandes d'asile... Ils ont été créés en 2015 et la plupart sont gérés en sous-traitance avec des subventions européennes. On les trouve avant ou après les «portes d'entrée de l'Europe» notamment dans les îles grecques qui ont l'immense avantage d'être isolées et isolables car, dans les faits, ces hotspots sont de véritables prisons. Un rapport de Médecins sans Frontières - dénommé Constructing Crisis at Europe's Border - le confirme et il a la particularité de faire un bilan médical précis des 5 ans d'intervention de l'ONG dans les camps grecs. Les problèmes soulevés sont accablants : les besoins primaires surtout d'eau et aussi de nourriture ne sont pas ga-

rantis, MSF a d'ailleurs dû trouver des camions citerne pour réapprovisionner le camp de Vathy sur l'île de Samos ; la précarité est partout notamment dans le logement qui se fait dans des conteneurs mal isolés, trop petits ; des familles sont séparées et surtout la peur de l'expulsion est partout, nourrie par des temps d'attente et de réponse à la demande d'asile extrêmement longs. Conséquence de tout cela, MSF doit traiter de nombreux problèmes mentaux comme les dépressions, les angoisses et les stress post-traumatique. Rien qu'entre 2019 et 2020, il y a eu 200 automutilations ou tentatives de suicide dont deux tiers concernaient des enfants. Mais aucune autorité ne semble vouloir réagir et à l'inverse la militarisation de la frontière se poursuit.

Pour preuve, le gouvernement grec - de droite - a décidé la construction d'un mur d'acier de 40 kilomètres de long, au niveau du fleuve Evros qui fait la frontière avec la Turquie. Autre arme anti-migrant, des canons sonores ! Ceux-ci sont montés sur des véhicules blindés et peuvent diriger un son de même niveau que celui d'un moteur à réaction. Ceci provoque un étourdissement, des nausées voire des problèmes auditifs à long terme. Cette arme, qui appartient à la nouvelle catégorie «non létale» des Long Range Acoustic Device (LARD) est déjà utilisée aux États-Unis, Canada et en Grande Bretagne

Source : Le Monde, Secours rouge

BAB AL-MANDAD : UN AUTRE DÉTROIT MEURTRIER

Souvent concentré sur la situation en Méditerranée - qui reste la mer la plus meurtrière pour les migrants - on en oublie les autres passages dangereux sur la planète. Il s'agit ici du bras de mer qui sépare Djibouti du Yémen de seulement 25 kms pour l'endroit le plus étroit. Ces derniers mois, des dizaines de migrants s'y sont noyés et, à la mi-juin, nous étions sans nouvelle d'une embarcation de 200 personnes partie d'Afrique. En effet, ce sont surtout des africains - dont des éthiopiens en majorité - qui tentent la traversée pour rejoindre les états du golfe arabe, demandeurs de main d'œuvre nombreuse pour les délirs capitalistes que sont ces villes verticales au milieu du désert. Selon l'OIM (organisation interna-

tionale des migrations), le Yémen compte plus de 32 000 migrants africains mais à cause de la guerre civile, qui dure depuis déjà 6 ans et qui est une des pires catastrophes humanitaires de ces dernières années selon l'ONU, beaucoup sont coincés et rebroussent chemin, multipliant ainsi les risques de naufrages.

Source : Le Monde

QUAND LE MIGRANT DEVIENT ACCEPTABLE ...

Une rencontre avec la police C'est tout le temps pour des intérêts économiques puisque le capitalisme ne peut se passer de main d'œuvre, quoiqu'en pensent certains sur la virtualisation du travail. Or, d'après le Center for Global Development - un think tank américain fondé par des économistes et plutôt progressistes selon le nouveau découpage politique importé des États-Unis - l'Europe aurait en 2050 un déficit de 95 millions de travailleurs par rapport à 2015. La cause : une baisse de la natalité et le vieillissement de la population, une situation similaire à ce qui se passe actuellement au Japon. D'ailleurs, cette situation relance déjà les discours natalistes et familialistes du Vatican et de l'Italie qui annoncent des aides pécuniaires et spirituelles pour les futures mères. Mais l'Église, ce n'est plus ce que c'était pour encadrer la reproduction, la fécondité reste en dessous de 2 enfants par femme, ce qui ne permet pas le remplacement de la population. Le capitalisme ne pourra pas s'en satisfaire et d'après les chiffres annoncés, le manque va devenir béant en Allemagne qui manquerait entre 11 et 14 millions de personnes à l'horizon 2050 tandis que la France (qui est un des champions de la natalité en Europe) manquerait entre 5 à 8 millions de travailleurs. Outre les mesures natalistes, les États essaient de pallier au manque avec les réformes dites libérales en cours : prolongement de l'âge de la retraite, l'automatisation des tâches, l'externalisation des postes. Mais toujours d'après les auteurs du rapport, rien n'y fait, il faudra avoir recours à l'immigration pour subvenir aux besoins économiques. Les secteurs déjà en forte demande sont : l'agriculture, l'agroalimentaire, la restauration, l'hôtellerie, les transports et les services de nettoyage. La santé devient aussi un secteur demandeur comme par

exemple au Royaume Uni où déjà 100 000 postes d'infirmiers et de médecins sont vacants selon les propres dires du secrétaire d'État à la santé britannique. Derniers espaces en demande, les espaces ruraux qui sont délaissés par la main d'œuvre nationale. Après le curé de campagne d'origine étrangère, il y a besoin de boulangers, de mécaniciens, etc. L'Europe devrait alors se tourner vers l'Afrique dont la population en 2019 avait une moyenne d'âge de 19 ans (chiffres de l'ONU) mais une autre dynamique est en cours sur le continent africain. Avec des croissances économiques importantes, plus de 80% des migrants africains préfèrent s'installer dans un autre pays subsaharien qu'ailleurs dans le monde (chiffres de l'OIM). En parallèle, on sait l'Union Européenne arc-boutée contre la migration africaine mais à moyen terme, selon des chiffres là encore onusiens, si rien ne change au niveau des politiques migratoires, les travailleurs immigrés ne combleront qu'entre 23 % et 30% - dont un quart d'Africains - du manque total de travailleurs en Europe en 2050. Tout cela reste bien entendu de la prospective mais semble souligner une relative contradiction entre les besoins économiques et les politiques xénophobes menées actuellement par les états.

Source : Infomigrants

DES AFFRONTEMENTS ENTRE POLICE ET MIGRANTS À MÉLILA

Un mois après l'arrivée massive de migrants, téléguidée par les autorités marocaines (voir notre dernière rubrique) la situation reste très tendue entre le Maroc et les enclaves espagnoles. Même si les relations entre les états se sont apaisées et que le Maroc est en train de reposer des barbelés dits accordéons à la frontière sud de Ceuta, la pression migratoire reste très forte notamment à Méliila. Le 15 juin, près de 150 migrants ont tenté de contourner cette frontière. Munis de bâtons et de pierre, ils ont fait le carton avec la police espagnole qui gardait la jetée qui fait la démarcation entre les deux pays. Les affrontements ont été importants et il y a eu des blessés des deux côtés.

Source : Infomigrants

A quel moment le Mexique a-t-il été foutu ?

(Fin)

Les deux premières parties de ce texte, parues dans les CA de mai et de juin, ont rappelé les origines du désastre économique et social en cours au Mexique, puis présenté un panorama des violences liées au trafic de drogue, ainsi que des féminicides, avec une critique de la politique suivie par le gouvernement de López Obrador sur ces questions. Dans cette dernière partie, les auteurs, qui vivent à Mexico, examinent les raisons de la crise que connaissent actuellement les mouvements sociaux au Mexique.

À la mémoire de Marc Tomsin (1950-2021), un ami cher et un interlocuteur incontournable

RÉSISTANCES

Le Mexique n'est pas seulement l'endroit dans le monde où se produisent les ravages environnementaux, les massacres, les exécutions extrajudiciaires, le commerce du sexe, la corruption, les disparitions forcées et les féminicides de la manière terrible que nous avons essayé de résumer. C'est aussi un avertissement et un rappel : si nous, les humains, ne décidons pas de changer de cap, la catastrophe à venir sera d'une ampleur biblique. Mais le Mexique est bien plus que cela. Comme des écrivains, des poètes et des voyageurs l'ont observé, et comme

autres habitants le savent, c'est également un laboratoire de résistance, un lieu particulier où se rencontrent les utopies les plus diverses qui, de temps en temps, provoquent des explosions et des secousses sociales.

Dans ce panorama bigarré, les peuples autochtones occupent une place de choix. Rappelons que les luttes qu'ils ont menées pour préserver leurs modes de vie contre différentes formes d'exploitation, d'oppression et de domination ont toujours tourné autour de deux axes : des revendications légales pour faire valoir leurs droits et des rébellions armées périodiques. D'une certaine manière, l'histoire du dernier demi-siècle reproduit ce schéma à plus grande échelle.

À partir de 1968, des secteurs urbains, principalement les étudiants, les enseignants et les classes moyennes, ainsi que les ouvriers, les indigènes et les paysans se sont battus contre la dictature du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) par différents moyens. Une partie d'entre eux a rejoint les mouvements insurrectionnels dont certains sont encore actifs aujourd'hui, comme l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) et l'Armée révolutionnaire populaire (EPR). D'autres ont participé à différentes luttes (dans l'enseignement, rurales, de quartier, environnementales, féministes...) toujours réprimées avec une grande violence, tant dans les campagnes que dans les villes. D'autres encore ont participé à la lutte électorale,

en cultivant l'espoir d'une «transition» pacifique vers la démocratie représentative. Il s'agissait, en réalité, de différentes modalités d'une même lutte et il y avait plusieurs vases communicants.

La «guerre sale» a suscité des réactions différentes. En 1977, le Comité pour la défense des prisonniers persécutés, des disparus et des exilés politiques du Mexique, mieux connu sous le nom de Comité Eureka, a été fondé par l'infatigable Rosario Ibarra de Piedra, mère de Jesús Piedra, un militant disparu de la Ligue communiste du 23 septembre. Surnommées affectueusement «las doñas» [les dames], les mères, épouses, filles, sœurs, proches des victimes ont gardé le doigt sur la plaie pendant plus de quarante ans, faisant de la mémoire un étendard de lutte – la mémoire des disparus et aussi la mémoire de ceux qui les ont fait disparaître.

Il faut ajouter que cette lutte n'est pas terminée : «Crime d'État !» et «Ni pardon ni oubli !», ont crié les membres de divers collectifs le 10 juin, au plus fort de la pandémie, en manifestant devant la maison de l'ancien Président Luis Echeverría (aujourd'hui âgé de 99 ans), l'un des principaux responsables de la guerre sale.

Au milieu des années 80, la lutte pour le suffrage effectif et le respect du vote a commencé à prendre de l'ampleur. Le PRI avait toujours commis des fraudes, mais, sauf en de rares occasions, il s'agissait de traficotages locaux avec peu d'impact sur le plan national. La vague de

mouvements qui a surgi après le tremblement de terre de 1985 à Mexico a radicalement changé la donne. En 1986 est apparu, au sein du parti officiel, un courant qui a réclamé la transparence, la démocratie et le retour aux bases militantes dans la désignation des candidats aux élections qui devaient avoir lieu deux ans plus tard. Conçu par Porfirio Muñoz Ledo et dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas (fils de Lázaro Cárdenas, le Président le plus populaire des cent dernières années), l'autoproclamé «courant national démocratique» a remis en question de l'intérieur le caractère autoritaire et antidémocratique du PRI et a ouvert une brèche dans ses rangs. Les revendications ont abouti à l'expulsion de militants et à la formation du Front démocratique national (FDN), avec les restes du Parti communiste et d'autres petites organisations politiques. À la présidentielle de 1988, le candidat du FDN, Cuauhtémoc Cárdenas, l'a emporté, mais la victoire lui a été arrachée par Carlos Salinas de Gortari, le candidat du PRI, qui est devenu le Président le plus emblématique du néolibéralisme mexicain et, finalement, le plus détesté.

L'élection de 1988 a été la première d'une série de fraudes massives qu'il a fallu avaler au cours des décennies suivantes, tant pour les présidentielles que pour les scrutins locaux et d'État, créant une sorte de traumatisme dans l'imaginaire du peuple mexicain. Ce furent les années de l'effondrement du bloc soviétique et de la crise des guérillas d'Amérique centrale. Le Parti de la révolution démocratique (PRD), apparu à la suite du Front démocratique national, a été une formation extrêmement hétérogène dans laquelle, dès le début, d'authentiques militants sociaux ont coexisté avec des



Affiche du rassemblement intergalactique pour l'invasion zapatiste à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes

stalinien et des membres recyclés du PRI. La vérité est que l'on a cru à la viabilité de la lutte électorale pacifique, une croyance qui a entraîné l'assassinat de centaines de personnes et la disparition de nombreuses autres parce que le PRI n'était pas disposé à partager le pouvoir.

Le panorama a de nouveau changé radicalement le 1^{er} janvier 1994. Ce jour-là, alors que les milieux de la haute finance célébraient l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), la mégamachine capitaliste a été confrontée à l'une des difficultés que lui cause périodiquement cet ennuyeux facteur humain. Des milliers d'indigènes mayas, hommes et femmes portant des passe-montagnes et armés de fusils rudimentaires, ont fait irruption sur la scène politique mexicaine et dans le monde entier. Marginalisés de l'univers consumériste, absents des statistiques, admis dans la conscience nationale uniquement comme vestiges archéologiques ou attraction touristique, les Mayas organisés au sein de l'EZLN, alors inconnue, se sont levés pour dire : «Trop, c'est trop !» Assez de misère, assez d'injustice, assez d'aveuglement, assez de silence.

Le Président Salinas a lancé une opération militaire de grande envergure pour anéantir les rebelles, tout en déclarant qu'il s'agissait juste d'une révolte d'indigènes «monolingues», limitée à quelques communes de l'État du Chiapas. Cependant, des centaines de milliers d'entre nous se sont mobilisés pour la paix dans tout le pays, et le gouvernement a dû cesser le feu unilatéralement. Puis, par un paradoxe typique du monde d'aujourd'hui, ces hommes et ces femmes rebelles sont rapidement devenus le miroir non seulement du Mexique, mais de la Terre entière. Armés tout à la fois d'ironie et d'un esprit visionnaire, les Mayas ont brandi la bannière d'une nouvelle démocratie pour tous qu'ils n'ont pas tardé à appeler «intergalactique».

Apparue au plus fort du néolibéralisme, la rébellion indigène du Mexique a anti-

cipé les mouvements anti-mondialisation du nouveau millénaire et, en cherchant à rénover l'action politique depuis ses fondations, elle a acquis une importance d'envergure nationale et internationale. Avec près de trois décennies d'activité publique à leur actif, la contribution des zapatistes à la création d'un monde moins injuste et à l'émancipation des peuples autochtones est indéniable. Des textes tels que la «Déclaration de la forêt Lacandone», «De quoi vont-ils nous pardonner ? » (tous deux publiés en 1994) et bien d'autres (1) font partie des grands documents du XX^e siècle avec, par exemple, «J'ai fait un rêve» de Martin Luther King.

C'est précisément pour cette raison que le mouvement a subi une forte attrition et les attaques d'une guerre de basse intensité qui reproduit les schémas de la guerre sale des années 70. Une guerre menée par l'armée régulière, mais aussi par des groupes paramilitaires qui ont commis des massacres aussi cruels que celui d'Acteal (1997) et qui continuent aujourd'hui à agir en toute impunité – comme en ce qui concerne les habitants d'Aldama qui subissent les agressions de la police locale et d'un groupe paramilitaire armé de Santa Martha, dans la municipalité de Chenalhó. Il est admirable que, malgré cela, les zapatistes aient réussi à résister, à convoquer à des rencontres internationales et à générer leurs propres systèmes de gouvernement, d'éducation et de santé qui ont gagné la sympathie et la solidarité du monde entier.

La crise de l'EZLN

Cela dit, comme en Russie en 1917, comme en Espagne en 1936, et au Rojava aujourd'hui, la critique libertaire ne peut s'arrêter au seuil de la solidarité. Le grand problème de l'EZLN est qu'elle a élaboré un discours libertaire attractif qui ne coïncide pas toujours avec la pratique, ce que l'on peut observer tant dans sa dynamique interne que dans ses relations avec les collectifs de solidarité au Mexique et en Europe.



«Pas une disparue, pas une assassinée de plus. Halte à l'impunité !»

Dans les années 90, certains d'entre nous ont pris l'engagement de forger cette «internationale de l'espoir» à laquelle nous étions invités. L'objectif était d'ouvrir des espaces qui incluraient et n'excluraient pas, où nous apprendrions tous, où nos aspirations et nos espoirs accompagneraient l'action, où tout serait pour toutes et tous (Déclaration de Berlin, juin 1996). De leur côté, les zapatistes (Deuxième déclaration de la réalité, août 1996) nous ont appelé à construire un réseau de résistance, de luttes et d'actions contre le néolibéralisme, dernier avatar mortel du monstre capitaliste.

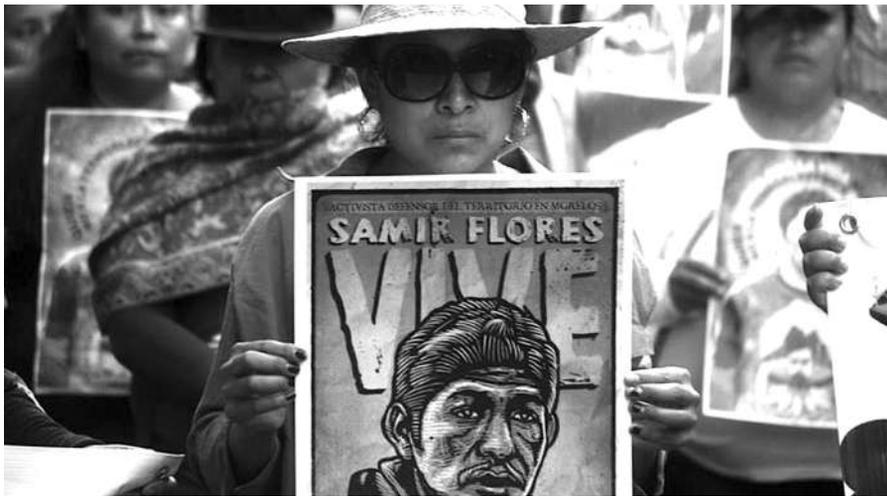
Nous étions animés par des sentiments de solidarité, mais nous ne voulions pas reproduire les vieilles pratiques d'assistanat si courantes à gauche, où l'idéalisation de l'«Indien» était l'autre visage du racisme et où «donner» signifiait annihiler l'autre, le confiner dans une situation de perpétuelle impuissance. En assurant la liaison entre des communautés libres s'exprimant par des assemblées souveraines enrichies d'un arc-en-ciel d'échanges et de nomadisme, les réseaux agiraient en dehors et contre la politique traditionnelle.

Les fondements de l'action seraient déterminés à partir de la pratique elle-

même («en marchant on demande») et dans le jeu de la construction d'un «droit commun». Avec ces armes, nous pourrions rediriger les décisions vers le seul niveau susceptible d'être contrôlé, le niveau local. En bref, il ne s'agissait pas seulement de «solidarité», mais de soutien mutuel, d'un va-et-vient intense d'idées, de personnes et de synergies qui finiraient par nous enrichir toutes et tous. Le trajet et la façon de marcher, disait-on, étaient aussi importants que le but. Ce principe était particulièrement important car il séparerait la nouvelle façon de faire de la politique au bon sens du terme de la politique politicienne.

Un quart de siècle plus tard, le bilan n'est pas entièrement positif. Un exemple parmi d'autres est la rupture de l'EZLN avec le Collectif de Solidarité avec la Rebelión Zapatista (CSRZ) de Barcelone, le même collectif qui, après le massacre d'Acteal, avait été le principal promoteur de la Commission civile internationale pour l'observation des droits de l'homme (CCIODH), l'un des organismes les plus efficaces contre la guerre sale au Mexique. Le 15 janvier 2009, le CSRZ a annoncé publiquement son auto-dissolution parce que l'EZLN lui avait notifié «la perte de confiance dans la relation fraternelle que nous avons maintenue

1. Voir sur le site du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte.



Manifestation contre le projet Morelos Integral (PIM) dans les États de Morelos, Puebla et Tlaxcala.

pendant quinze ans». Tout aussi regrettable a été le silence des collectifs impliqués dans la solidarité qui connaissaient parfaitement la loyauté des camarades du CSRZ à la cause zapatiste. En conséquence, le CCIODH a cessé d'exister.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Au fil des ans, de multiples témoignages indiquent que les commandants de l'EZLN prennent des décisions politiques importantes en dehors des assemblées et du peuple. Javi Herrac, un camarade anarchiste qui a participé pendant plus de dix ans à la construction de l'éducation autonome zapatiste dans les hauts plateaux du Chiapas, souligne que, dans les communautés, il y a un haut et un bas (2). Ceux qui sont au sommet sont les commandants politico-militaires qui ont le dernier mot dans les décisions importantes, évaluent les projets et décident si le travail d'éducation, de santé, de justice, de gouvernance, etc., se déroule bien ou mal. Selon M. Herrac, il n'y a pas de discussion fraternelle, pas de dialogue, pas de réflexion commune, pas d'assemblées où une proposition ou une décision politique est discutée. Ce qu'il y a, c'est une autonomie autoritaire où certains commandent et d'autres obéissent.

Giuseppe «Cippi» Martinielli est l'auteur d'un livre attachant (3) sur son expérience de plus de vingt ans comme médecin au service de l'EZLN, dans lequel il ne fait qu'exprimer son enthousiasme et son admiration pour la lutte des communautés zapatistes, sans cesser de

formuler quelques (timides) critiques, lorsqu'il le juge nécessaire. Malgré cela, il a été «suspendu» de la clinique d'Oventic parce que le commandement n'approuvait pas son témoignage. Résultat : la clinique est fermée depuis 2018 et les communautés ont perdu un soutien précieux. Et puis il y a la voix du commandant insurgé Germán (Fernando Yáñez Muñoz), vétérinaire fondateur des Forces de libération nationale (FLN), le groupe qui a donné naissance à l'EZLN, qui dénonce des calomnies, des agressions et le déplacement forcé des communautés liées à son groupe par les milices zapatistes.

En plus de ce qui précède, le message des derniers communiqués est loin du caractère épique d'antan. Ce que l'on peut apprécier, c'est plutôt un récit à la limite de la frivolité qui évite de mettre les vrais problèmes sur la table. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la dernière initiative, le voyage en voilier d'une délégation zapatiste d'Isla Mujeres (dans le Quintana Roo) à Vigo, en Galice, puis à Madrid et dans d'autres villes d'Europe.

Les élections législatives de mi-mandat qui ont eu lieu au Mexique le 6 juin 2021 constituent un autre exemple de la crise du zapatisme. Alors qu'à Cherán et dans d'autres régions indigènes du Michoacán aucun scrutin n'a eu lieu car les communautés n'ont pas permis l'installation de bureaux de vote, le taux de participation dans les zones où se trouvent les communautés de l'EZLN a été de plus de 70 % – bien supérieur à la moyenne nationale de

52 % – et le parti au pouvoir a remporté une victoire éclatante.

Il faut ajouter que la politique électorale du commandement a été plutôt erratique : lors de la Convention nationale démocratique d'août 1994, il a soutenu la candidature présidentielle de Cuauhtémoc Cárdenas. En 2000, il a continué à soutenir Cárdenas, sauf pour accorder le bénéfice du doute au vainqueur de la compétition, Vicente Fox, du parti de droite Action nationale (PAN).

En juin 2005, l'EZLN a publié la Sixième déclaration de la forêt Lacandone dans laquelle elle propose un plan national de lutte, une nouvelle Constitution, et se distancie d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), le candidat du PRD. Au cours des mois suivants, tandis que Televisa – la principale entreprise de communication du Mexique – menait la guerre médiatique contre AMLO, la caravane de l'Autre Campagne a parcouru les 32 États du pays escortée par la police fédérale préventive. Le 9 mai 2006, quelques semaines avant l'élection au cours de laquelle Felipe Calderón, du PAN, a volé la présidence grâce à une énième fraude, le sous-commandant Marcos (aujourd'hui Galeano) a donné une interview en prime-time à cette même chaîne Televisa (4). Par la suite, il a précisé que l'Autre Campagne ne participerait pas aux mobilisations contre la fraude.

En 2012, lorsqu'une autre fraude a été consommée, cette fois médiatique, en faveur du candidat du PRI, Peña Nieto, Marcos a gardé un silence prudent. Cependant, en 2018, l'EZLN et le Congrès national indigène ont décidé de participer à l'élection présidentielle avec une candidate indépendante, María de Jesús Patricia Martínez, «Marichuy», qui n'a pas pu figurer sur les bulletins de vote car elle n'a obtenu que 281 955 signatures de soutien, soit quelque 600 000 de moins que le nombre nécessaire. Rappelons, en revanche, qu'en 2001 la Marche de la couleur de la terre pour exiger la reconnaissance des droits des peuples indigènes – un événe-

ment épique, comparable à la Marche sur Washington pour l'emploi et la liberté de 1963 – a attiré un million de personnes dans la seule ville de Mexico.

Les contradictions de Morena

Et que dire de ceux qui, il y a des années, avaient opté pour la lutte électorale et la prétendue transition vers la démocratie représentative ? Le PRD, désormais réduit à néant (3,6 % aux dernières élections), est depuis longtemps devenu une imitation du PRI. Mais il semble que le Mouvement de régénération nationale (Morena), le parti créé en 2014 par l'actuel Président Andrés Manuel López Obrador, un ancien membre de ces deux partis, suit les mêmes traces.

En 2018, López Obrador a obtenu une avalanche de voix qui a fait de lui le Président le mieux élu de l'histoire contemporaine du Mexique. Son élection a représenté l'aboutissement des luttes du peuple mexicain contre les fraudes électorales et non, comme l'a prétendu de manière absurde le sous-commandant Moisés de l'EZLN, le résultat de «30 millions de personnes qui ne comprennent pas le castillan (5)». Ce fut aussi la cristallisation de l'espoir de ces personnes qui voyaient en lui quelqu'un d'honnête capable de laisser derrière lui le chemin du pillage et de la corruption emprunté par les gouvernements précédents et de ramener le pays sur la voie d'une plus grande équité et justice sociale. Aujourd'hui, trois ans plus tard, la popularité personnelle de López Obrador continue d'être proche de 60 % et les élections de mi-mandat du 6 juin 2021, décrites comme les plus importantes de l'histoire en raison du nombre de gouvernorats, de municipalités et de sièges au Congrès qui ont été élus, ont réaffirmé que, malgré une érosion évidente, le parti au pouvoir continue d'être la principale force politique.

Il y a cependant eu une véritable débâcle de Morena dans son principal bastion : la ville de Mexico. En plus d'être l'épicentre politique et

2. «Dalla rivolta all'autonomia autoritaria», A Rivista anarchica, n° 439.

3. Eternamente straniero. Un medico napoletano nella selva Lacandona, prefazione di Claudio Albertani, BFS edizioni Pisa, 2018.

4. Voir sur <https://www.youtube.com/watch?v=irLRubI3qpc>

5. Voir sur <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/01/01/palabras-de-la-comandancia-general-del-ejercito-zapatista-de-liberacion-nacional-dirigidas-a-los-pueblos-zapatistas/>

la vitrine nationale par excellence, Mexico fait figure de pionnière dans plusieurs domaines. Elle a été, depuis le début des années 80, l'espace où de grands mouvements ont pris forme : les grèves universitaires, les mobilisations des victimes du tremblement de terre, le Mouvement populaire urbain, les batailles pour la légalisation de l'avortement et pour le mariage des homosexuel-le-s. Elle a également été le berceau d'innombrables organisations de défense des droits humains et l'épicentre de débats sociaux, culturels et politiques. Pour toutes ces raisons, les partis de gauche (d'abord le PRD, puis Morena) ont réussi à gouverner la ville au cours des vingt-quatre dernières années.

Cependant, le 6 juin, la présence du parti officiel a été réduite de moitié : dans les 16 mairies qui composent la ville, Morena est passé de 14 à seulement 7. Les discours du Président, loin de refléter une quelconque auto-critique, ont été basés sur la stigmatisation d'une classe moyenne supposée égoïste qui se laisse manipuler par les campagnes sales de la droite. Il est clair que de nombreux électeurs d'AMLO en 2018 ne se sont pas sentis représentés en 2021 par ses candidats, plusieurs d'entre eux étant des recyclés non présentables, et qu'ils n'ont pas non plus approuvé la gestion des maires sortants. La ville qui a obtenu d'importantes conquêtes et droits sociaux pendant vingt-quatre ans a fini par être kidnappée par des tribus clientélistes sans vocation ni principes et se retrouve aujourd'hui entre les mains d'une droite encore pire.

Au niveau national, le gouvernement actuel a concentré ses efforts sur la lutte contre la corruption et pour la justice sociale. La vérité est que l'économie va mal depuis bien avant la pandémie. Les pauvres sont désormais plus pauvres et les riches plus riches. Selon les chiffres officiels, le nombre de Mexicains dont les revenus sont inférieurs à la valeur du panier alimentaire de base est passé de 35,6 % à

39,4 %. Cela signifie que 50,1 millions de personnes n'ont pas assez d'argent pour couvrir leurs besoins fondamentaux. De l'autre côté du spectre, 6 pesos sur 10 de la richesse nationale sont entre les mains de 1 % de la population. Les 13 hommes d'affaires les plus puissants du pays, dont Slim, Salinas Pliego, Larrea et Ballères – c'est-à-dire ceux qui se sont enrichis sous l'administration Salinas –, ont augmenté leur fortune, malgré ou peut-être grâce à la pandémie.

D'autre part, bien que la politique du gouvernement cherche à bénéficier aux populations vulnérables, la vérité est qu'elle affecte les pensions de ceux qui ont cotisé pendant des décennies. Et de plus, malgré sa véhémence rhétorique anti-néolibérale, le gouvernement moreniste a recouru à l'austérité monétariste la plus éculée puisqu'il a continué à réduire les investissements publics dans la santé, l'éducation et les infrastructures. Dans le même temps, il augmente le montant des subventions aux pauvres, ce qui, exactement comme à l'époque du PRI, n'est qu'un simple palliatif.

Avec la création en 2019 de la Garde nationale – héritière des anciens corps répressifs, comme la défunte Police fédérale préventive –, le gouvernement d'AMLO a légalisé la permanence de l'armée dans les rues, à laquelle il avait promis de mettre fin lorsqu'il était dans l'opposition. Plus de 90 000 agents en uniforme patrouillent désormais dans les rues du pays et, en outre, le secrétariat à la Défense nationale (Sedena) est devenu une puissance économique de premier ordre. En plus de posséder des banques et d'être responsable de plusieurs projets de construction, il sera propriétaire du «train maya», le mégaprojet touristique que les communautés indigènes de Campeche, du Yucatan et de Quintana Roo remettent en question, ainsi que du nouvel aéroport Felipe Angeles à Santa Lucia, dans la proche banlieue de Mexico.

Il est important de rappeler que, comme nous l'avons

déjà souligné, l'armée mexicaine, en plus d'être répressive, est impliquée dans toutes sortes de scandales : corruption, torture, disparitions et, bien sûr, trafic de drogue. Néanmoins, sous la menace de créer un scandale diplomatique, le gouvernement AMLO a choisi de sauver des oubliettes américaines le général Cienfuegos susmentionné et de le disculper de toute accusation.

D'autre part, davantage de mégaprojets écocides ont été promus, comme par exemple le corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec et la raffinerie de Dos Bocas, qui sont tous deux contestés par les habitants et les groupes environnementaux. Certains de ces projets ont déjà fait des victimes. Samir Flores, opposant notoire au projet Morelos Integral (PIM) – une centrale thermoélectrique, un gazoduc qui traverse plus de 60 communautés paysannes dans les États de Morelos, Puebla et Tlaxcala, et un aqueduc pour transporter 50 millions de litres d'eau par jour depuis la rivière Cuautla qui appartiennent aux ejidatarios d'Ayala (la ville d'Emiliano Zapata) –, a été assassiné le 20 février 2019, sans que les coupables aient été trouvés à ce jour.

D'autres défenseurs des forêts et du patrimoine écologique du Mexique ont péri depuis lors. Parmi eux, citons Fidel Heras Cruz, opposant aux barrages hydroélectriques de Paso de la Reina et

de Río Verde (Oaxaca), abattu le 21 janvier ; Marco Antonio Arcos Fuentes, commissaire municipal de Jaleaca de Catalán (Guerrero), exécuté le 21 mai ; les dirigeants Yaqui Agustín El Roque Valdez, Tomás Rojo Valencia et Luis Urbano Domínguez Mendoza, qui luttent pour la défense de l'eau dans l'État septentrional de Sonora, tués à des dates différentes en mai et juin, et José Ascensión Carrillo Vázquez, qui dirigeait les manifestations contre la mine d'or à ciel ouvert de Peñasquito – la plus grande d'Amérique latine, propriété du consortium américain Newmont –, retrouvé mort et portant des traces de torture, avec huit autres personnes, le 5 juin.

Dans le domaine du droit d'asile, deux événements inquiétants méritent d'être mentionnés. Le 9 octobre 2020, César Montes, 77 ans, l'un des chefs historiques de la guérilla au Guatemala, a été arrêté à Acapulco et remis aux autorités guatémaltèques. En juin 2021, des agents de l'Institut national des migrations du Mexique ont arrêté à Tijuana Christopher Doyon, hacker bien connu et collaborateur de WikiLeaks et d'Anonymous, et l'ont remis aux autorités américaines pour qu'il réponde de charges qui pourraient le maintenir en prison pendant des décennies. Tous deux avaient demandé l'asile au gouvernement mexicain en tant que réfugiés politiques.



Mobilisation contre le projet des centrales hydroélectriques Paso de la Reina et Río Verde à Oaxaca.

En guise de conclusion

De notre point de vue, le principal problème auquel est confronté le Mexique est que les multiples voies sur lesquelles les luttes sociales marchaient depuis des décennies ont déraillé. S'il est vrai que la résistance se poursuit et même s'accroît dans différents domaines de la vie politique et sociale, il est également vrai qu'il n'y a pas assez de communication, et encore moins d'interaction.

Que reste-t-il au peuple mexicain ? À abandonner la croyance en d'improbables rédempteurs et à parier sur l'autonomie individuelle et collective. Le pays touche le fond, mais tout n'est pas perdu. L'EZLN demeure un pôle de résistance, et si elle décide d'abandonner ses pratiques autoritaires et d'exclusion, elle pourra à nouveau jouer le rôle unificateur qu'elle a eu par le passé.

Actuellement, plusieurs mouvements sociaux font preuve d'une grande vitalité. Nous en mentionnerons ici trois. Premièrement, il y a les réseaux de collectifs féministes et anarcho-féministes qui, comme nous l'avons vu, continuent à causer des maux de tête au gouvernement et qui, à l'avenir, pourraient, selon nous, élargir leurs horizons vers des perspectives plus de classe.

Le mouvement étudiant pour la défense des écoles normales rurales qui résistent dans les régions indigènes du pays est également très important. Au cours des mois de mai et juin, les étudiants de l'école rurale de Mactumactzá, à Tuxtla Gutiérrez (Chiapas), ont été durement réprimés et 195 d'entre eux ont été emprisonnés par le gouvernement moreniste de l'État. À l'heure où nous mettons sous presse, ils

sont en liberté conditionnelle, mais doivent répondre de graves chefs d'inculpation : émeute, vol avec violence, dommages matériels, violation de la paix et appartenance à un gang. Dans une interview accordée au journal *La Jornada*, leurs porte-parole ont déclaré qu'au Chiapas il est plus dangereux d'être normalien que narco-trafiquant.

Enfin, il y a le Comité national de coordination des travailleurs de l'éducation (CNTE), la dissidence des enseignants qui, depuis plus de quatre décennies, constitue l'opposition la mieux organisée du pays. Rappelons qu'en 2006 la section 22 du CNTE, par le biais de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), a été le protagoniste de la révolte urbaine la plus importante de ces dernières décennies en Amérique latine : le gouvernement local a dû

fuir et, pendant des mois, Oaxaca est resté aux mains du mouvement social. Bien que le CNTE soit divisé parce qu'une partie de lui soutient Lopez Obrador, la dissidence des enseignants continue de lui causer bien des tracas.

Et puis un nouvel anarchisme se répand dans tout le pays, composé principalement de collectifs de jeunes impliqués dans la solidarité avec les zapatistes, les mouvements étudiants, les activités contre-culturelles et la défense de l'environnement. Mais ceci est une autre histoire et nous la raconterons un autre jour.

Avril-juin 2021

An II de la dictature sanitaire

Claudio Albertani et Fabiana Medina

(traduction de l'espagnol par Vanina)

Lève au lycée Voltaire, Marc Tomsin fut à la création des comités d'action lycéen (CAL) en 1967. Il était une des figures de la tendance libertaire, qui «bataillait» avec l'autre tendance, celle des trotskistes de Michel Recanati (celui du film *Mourir à trente ans*). Membre de la jeunesse anarchiste communiste (JAC) qui participe au Comité de liaison des jeunes anarchistes (CLJA) il circule ainsi dans cette mouvance libertaire, numériquement peu importante mais particulièrement active. Passée la période barricadière de mai 68, deux orientations se font jour : celle qui s'attelle à refonder une chapelle d'avant-garde qui considère que 68 n'était qu'une répétition générale (titre d'un livre d'Henri Weber) ; une autre qui considère qu'il s'agissait du début d'une lutte prolongée qui s'incarnait par une floraison de comités d'actions en tous genres représentant la vivacité d'un mouvement révolutionnaire partant de la base. Marc se retrouva évidemment dans cette dernière sensibilité qui s'incarna pour lui dans le comité d'action d'une place des fêtes d'avant la rénovation et pas encore bobo. Il participe au groupe/revue *Information correspondance ouvrière* animé depuis plusieurs années par Henri Simon et Pierre Blachier et où se retrouvent des camarades du groupe noir et rouge comme Christian Lagant, du mouvement du 22 mars de Nanterre et de bien d'autres. ICO disparaît victime de son succès et Marc participe dès sa création en 1973 à la revue *La lanterne noire* où il écrit sous le nom de Béliat. Il quitte la revue en désaccord avec la tendance plus organisationnelle de la revue (dont je faisais partie). On lira son texte de rupture, qui est une contribution importante à ce genre de débat sur <https://www.la-presse-anarchiste.net/spip.php?rubrique39>. Opposé à l'organisation spécifique, Marc n'en était pas pour autant un individualiste ! Tout au contraire, tout le reste de sa vie militante fut consacrée à mettre en rapports des gens souvent différents, des luttes qui

Marc Tomsin (1950-2021)



Livres en marge - Saint-Étienne 2016

s'ignoraient, des cultures et des expériences différentes, et, chose remarquable, sans jamais se mettre en avant.

Inscrit ensuite à la faculté de Poitiers, il en est viré suite au grand mouvement de boycott des examens de 1976. A la fin de cette décennie il devient correcteur et entre à la CGT. Contrairement à son camarade Christian Lagant, lui aussi correcteur, qui refusait le contrôle de l'embauche que le syndicat assumait, Marc considère qu'il y a des choses à

faire : il s'occupe de la meilleure part, la solidarité internationale qui lui correspond et qui va nourrir tous ses engagements futurs, de Barcelone au Chiapas et... à sa chère Grèce qui le vit mourir accidentellement suite aux agapes fêtant la reprise par les anarchistes du squatt *Rosa Nera*, à Xania en Crète. La lutte et la fête une dernière fois pour lui !

De nombreux éléments concernant cette période internationale (que je connais moins bien) et éditoriale - les éditions Rue des Cascades, entre autres -, de «l'anarchiste aux semelles de vent» comme le nomme Freddy Gomez, vous les trouverez dans dans l'excellent dossier réalisé par le CRAS toulousain...

Dernier souvenir, notre virée en Grèce pour le 50^e anniversaire de mai 69, de réunion en réunion avec Tomas et Claire dans laquelle Marc joua à merveille son rôle de «passeur» et qui se termina déjà, mais pas tragiquement, par une fête grandiose à ... Rosa Nera avec tous les camarades grecs dont nos amis Babis, Lu et Orestis.

jpd

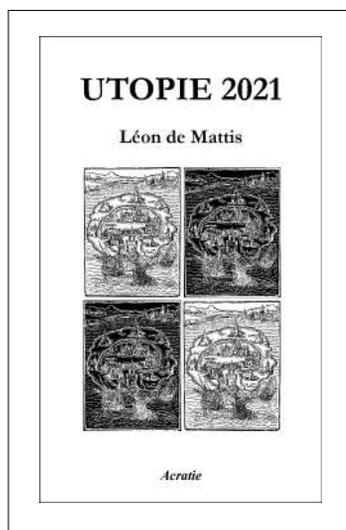


Marc (occupation du siège du CNPF, janvier 1970)

LIVRES

Utopies 2021 invite les lecteurs au débat

Utopies 2021 est un livre qui porte bien son titre. Cet objet d'une centaine de pages, très détaillées, réactualise un genre qui s'était fait discret ces derniers temps, celui de l'essai d'anticipation sur le contenu du communisme.



L'auteur définit dès le début l'utopie comme une «pratique sociale généralisée...» à contrario des projections mentales ou imaginaires extérieures au champ de l'histoire que Marx et Engels taxaient à leur époque de *robinsonnade*. Si Léon de Mattis se réfère explicitement aux deux penseurs allemands, il s'en démarque en refusant de considérer la réalisation du communisme comme l'aboutissement du développement des forces productives.

Il l'entend plutôt comme une dynamique collective qui abolit immédiatement, c'est à dire sans période de transition, l'ordre social en place. En cela, le texte reflète à sa façon les débats qui agitent toujours certains courants critiques à la marge de notre époque, comme celui de la *communisation*, par exemple (1) ... Et s'il pointe avec pertinence les limites de l'idéologie alternative, il reconnaît volontiers que l'engouement qu'elle rencontre depuis une trentaine d'années contient en creux une critique du monde capitaliste.

En insistant sur l'importance d'une description de la vie quotidienne, l'auteur s'inscrit dans le fil d'une certaine *tradition*. Mais en dehors d'une allusion désormais *obligatoire* à «l'abolition du genre», on notera l'absence de référence explicite à la question de la sexualité, thème pourtant obligé de l'exercice, ici relativement absent (2). Evidemment la famille n'existe plus mais étrangement, la question de l'enfance n'est pas envisagée sous l'angle de son dépassement, au contraire l'auteur aspire à «abolir l'adulte». Etonnante proposition quand l'infantilisation agit au sein de la société marchande comme un des ressorts puissants du contrôle des masses.

Nous sommes au XXI^e siècle et l'auteur s'inscrit de plein pied dans son époque. C'est donc naturellement «Le Collectif» qui s'invite comme la cellule de base de l'organisation de la future société communiste. Ici, aucune référence aux soviets ni aux conseils ouvriers encore moins aux fédérations de communes ou d'industries sur un mode syndicaliste puisque la mission historique du prolétariat est de s'abolir en même temps que le capitalisme. Les «Collectifs» apparaissent et disparaissent au grès des besoins, tout est fluide, mobile et en quelque sorte, éphémère ...

On valorise la simplicité des techniques et les relations sociales s'érigent désormais comme la richesse cardinale produite par la société nouvelle. Classiquement, la séparation entre villes et campagnes s'efface au profit d'une organisation territoriale originale à forte tonalité rurale et agricole. Les usines disparaissent sous leur forme initiale ou du moins, on les utilise comme telles lorsque les besoins l'exigent et le nomadisme assure la «fluidité des membres d'un collectif attaché à une terre».

On touche sans doute ici à l'une des limites de la démonstration, quand l'auteur semble prendre le contre-pied de son postulat de départ. Car à moins d'être convaincu du bien fondé des théories de «l'effondrement» et s'imaginer que c'est sur une terre vierge que s'érigera le nouveau paradis, s'affranchir du cadre ne *abolit* pas pour autant. Le communisme d'*Utopie 2021*, malgré le rôle qu'assigne l'auteur à la lutte de classe en général et au prolétariat en particulier, apparaît plus inspiré de l'esprit du temps, celui d'un *après la catastrophe*, que de celui d'une hypothétique révolution prolétarienne ... C'est là, peut-être, la distance qui sépare la volonté de «l'abolition» de la nécessité de l'émancipation. En abolissant les rapports sociaux, on peut certes considérer qu'une usine n'en est plus une ; pour autant, le monde que l'on arrachera à une civilisation capitaliste pluri-séculaire nous placera face à des enjeux vitaux dont on héritera malgré nous et pour des siècles encore. Dans ce cas, il est fortement improbable qu'on lance ou l'on arrête les machines au grès des seuls besoins ou désirs définis collectivement.

À sa mesure, la parution d'*Utopies 2021* vient combler une partie du gouffre qui s'est ouvert sous nos pieds depuis que le projet de révolution sociale a disparu des écrans radars de la contestation et ce n'est pas là sa moindre qualité. Depuis quelques temps, d'autres textes réinterrogent à leur manière la perspective communiste, on pense entre autres à *Economie des processus révolutionnaires* (3) de João Bernardo ou à certains écrits de B. Astarian (4). Faire dialoguer entre eux le contenu de ces textes pourrait être l'amorce d'une proposition politique qui renoue avec l'exigence de l'émancipation prolétarienne et l'espoir d'une humanité réconciliée avec elle-même.

Xavier, Boulogne-sur-mer, le 17/06/21

(1) Sur ce point précis, dès 1872 le congrès international de Saint Imier déclarait dans sa troisième résolution que «toute organisation d'un pouvoir politique soit disant transitoire et révolu-

tionnaire (...) ne serait qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui». In La Fédération Jurassienne, Marianne Enckell.

(2) On pense aux entre autres, aux textes de Kollontaï ou à ceux d'Amparo Poch y Gascón rédigés en Russie et en Espagne en pleine ébullition révolutionnaire.

(3) *Economie des processus révolutionnaires*. João Bernardo. Edition limitée à commander sur le site :

(4) Pour ne citer que ceux-là ; il en existe sans doute d'autres dont nous ignorons l'existence.

Dissidences algériennes Une anthologie, de l'indépendance au hirak

Textes réunis
et présentés par
Nedjib Sidi Moussa

14 x 21 352 pages SORTIE : 16/07/2021



Le surgissement populaire de 2019 en Algérie a braqué les projecteurs, du moins pour un temps, sur une société en pleine effervescence, avide de justice et de liberté. Pourtant, le hirak ne constitue qu'une séquence, certes inédite à plus d'un titre, de l'histoire des luttes sociales et politiques qui ont jalonné la trajectoire de ce pays depuis sa sortie de la nuit coloniale. En effet, cette anthologie de textes souvent méconnus se propose de mettre en lumière grèves, émeutes, révoltes et débats tels qu'ils furent rapportés et animés par des individus ou groupes se réclamant du socialisme et opposés au régime militaro-policier. Qu'il s'agisse de l'autonomie de la classe ouvrière, de la reconnaissance de la culture berbère, de la séparation de l'Etat de la religion, de l'égalité entre les hommes et les femmes ou du bilan du combat anticolonialiste, les analyses et prises de position émanant de ces dissidences algériennes conservent une audace rarement égale à ce jour.



Et les Shadoks pompaient, pompaient...

Dans CA 310, nous avons vu comment le stockage artificiel de l'eau artificialisaient et perturbaient le cycle naturel de l'eau.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, États, planificateurs, banquiers émus par la misère du Tiers-Monde, idéologues du Progrès, multinationales des travaux publics, agriculteurs, industriels et leurs lobbies se sont tellement activés que «*Le monde compterait plus de 16 millions de barrages, totalisant une capacité de stockage estimée entre 7 000 et 10 000 km³. Soit 2 à 3 fois les volumes d'eau contenus dans les rivières du globe*»(1).

Malgré cette débauche de capacités de stockage, de moyens techniques, de financements, d'expulsions plus ou moins brutales de populations rurales (France, Chine, Géorgie, Brésil...), depuis une vingtaine d'années, partout sur la planète les sécheresses pètent le feu : 15 années de sécheresse en Australie (1996-2010), 5 années en Californie, mais aussi en Thaïlande, Chine, Inde, Syrie (ce qui aurait joué un rôle dans les déclenchements de l'insurrection de 2011), Égypte, Soudan, Angola, Espagne, Portugal, France (Doubs et lac des Brenets asséchés en septembre/octobre 2018).

Dans les temps anciens on distinguait trois grands types de sécheresses : météorologiques (précipitations insuffisantes), agronomiques (sécheresse du sol) ou hydrologiques (peu ou pas de débit des cours d'eau) qui se combinent souvent. Leurs effets sont maintenant amplifiés par le dérèglement climatique imputable au capitalisme.

Un quatrième larron vient de s'ajouter à ces cavaliers de l'enfer : la «*sécheresse anthropique*» qui «*implique uniquement les épisodes secs dus aux prélèvements et à la gestion par des réservoirs, indépendamment des conditions climatiques.*» car «*... la création de grands volumes de stockage d'eau pour l'irrigation ne permet pas d'assurer une alimentation en eau lors des longues sécheresses, du fait à la fois de la difficulté à remplir les barrages et d'un usage de l'eau supérieur à la ressource.*»

Un «*cerceau vicieux*» se met alors en place : un usage d'eau supérieur à la ressource conduit à des dégâts socio-économiques que l'on va essayer de compenser en créant toujours plus de réservoirs de stockage. Ces nouveaux stocks d'eau disponibles vont être rapidement utilisés pour de nouveaux besoins : agriculture, industrie, boisson... d'où apparition de nouveaux déficits et de nouveaux dégâts, d'où création de nouvelles retenues, etc.

C'est pourquoi, les zones où il y a le plus de retenues d'eau sont celles qui connaissent le plus d'épisodes de sécheresse : «*En Espagne, l'analyse des sécheresses (depuis 1945)... a mis en évidence que les épisodes secs les plus sévères et les plus longs avaient lieu sur les bassins les plus régulés par la présence de barrages.*»

Surtout ne rien changer

C'est le leitmotiv de l'agriculture industrielle et de ses suppôts. Pour ces drogués du tuyau

d'arrosage, face aux sécheresses, il faut toujours plus de pompes et de retenues. Heureusement, l'État-dealer est là avec ses décrets autorisant toujours plus prélèvements en pleine sécheresse (décrets de 2019), de retenues collinaires, de bassines, de bassins, de barrages (60 de plus depuis 2019)... avec toujours plus de pesticides, d'engrais chimiques, de semences hybrides (en attendant les nouveaux OGM) pour plus de rendements afin d'être plus compétitifs sur les marchés mondiaux.

L'agriculture est le premier secteur **consommateur net** (il s'agit de l'eau stockée dans les plantes et celle d'évaporation qui ne retourne pas alimenter nappes et cours d'eau) d'eau en France avec environ 70 % du total et, «*80 % des prélèvements en eau par l'agriculture sont destinés à l'irrigation, même si celle-ci n'est pratiquée que sur 5 % de la surface agricole utilisée nationale.*»

Dans le bon vieux temps on disait pour parler de l'enrichissement des paysans qu'«*il pleut toujours où c'est mouillé*». C'est toujours valable pour le petit nombre de gros agriculteurs irrigants qui accaparent et confisquent cette manne et en demandent toujours plus.

Ces pratiques créent, d'une part des conflits d'usage (l'eau dont ont besoin les agriculteurs n'est pas celle des touristes, des écologistes, des poissons, des pêcheurs...), et d'autre part, les retenues modifient l'usage des sols, détruisent les milieux et habitats naturels existants et favorisent l'extension des zones irriguées (et donc préparent de futures sécheresses).

Pour finir, elles détruisent aussi toute forme de coordination et de solidarité entre usagers entre l'amont et l'aval, comme dans le temps.

Ainsi, le «*barrage de Caussade*» (cf CA précédents) profite toujours à une trentaine de fachos agricoles de la Coordination Rurale du Lot-et-Garonne.

Deux d'entre eux ont été condamnés en juillet 2020 à 8 et 9 mois de prison ferme pour cette construction illégale. Mais, comme ils tiennent la Chambre d'Agriculture, le syndicat d'irrigation et autres postes stratégiques, le barrage n'est toujours pas vidangé. En février 2021 les associations attendaient toujours le rapport sur la destruction du barrage (ou, pour faire «*woke*», sa déconstruction) et le retour à un juste partage des eaux, bien commun.

Qu'ils ne s'inquiètent pas car selon le *Carnard Enchaîné*, Geneviève Darrieussecq, (ministre militaire en charge du SNU) candidate LRM pour les régionales est venue le 27 mai, causer sécheresse et barrages avec les condamnés qui ont appelé du coup à voter pour elle !

Il existe bien de véritables sauvegeons dans la ruralité, ce sont ceux des gangs d'irrigants.

Profitons aussi de l'occasion pour saluer la décision exemplaire de la cour de cassation qui le 18 février 2021 a jugé qu'il était inutile qu'un procès aie lieu contre le gendarme responsable de la mort de Rémi Fraysse à Sivens le 26 octobre 2014. Mais que ses parents et les opposants se rassurent : on parle à nouveau d'un nouveau barrage, forcément vachement mieux et respectueux de la nature pour les soiffards d'agriculteurs et éleveurs conventionnels ou bio

pour qui les 180 retenues collinaires déjà en place ne suffisent plus (*Libération* du 17 mars 2021).

Si t'as besoin de rien, tu peux compter sur moi !

En 2020, en touristes avisés et conscients de notre impact carbone nous avons passé nos vacances dans le Jura. Une xième sécheresse historique y sévissait : conifères et feuillus roussis et morts, pelouses d'altitude et pâtures grillées, fontaines et rivières à sec... Et, ambiance d'enfer dans un village où des habitants, nuitamment et régulièrement débranchaient les pompes à eau des maraîchers locaux pour continuer à avoir de l'eau avec ce que cela entraînait de conflits larvés ouverts au sein de ces petites communes rurales dont on vante régulièrement la solidarité...

Fleuves et rivières sont des inconscients qui ne savent faire qu'une seule chose : couler du haut vers le bas, plus ou moins vite avec plus ou moins d'eau.

Heureusement qu'États, frontières, géopolitique, rapports de forces et autres grands projets sont là pour façonner, valoriser, politiser, ces écoulements sans valeur voire totalement anarchique.

Et c'est là qu'on commence à rigoler.

Prenons le Rhône. De son glacier suisse d'origine jusqu'à Lyon, son débit dépend pour l'essentiel de l'eau des Alpes suisses. Après Lyon, les nombreuses rivières qui l'alimentent en font l'un des fleuves ayant un des plus forts débits d'Europe occidentale.

De la Suisse à la Méditerranée le fleuve est coupé, régulé, retenu par des barrages hydro-électriques et ses eaux sont utilisées par l'industrie chimique, pour refroidir les centrales nucléaires (5 en activité soit 14 réacteurs), irriguer, fournir de l'eau potable, transporter des marchandises.

Pour la partie helvético-française du fleuve, une flopée d'accords internationaux encadrent la pêche, la navigation, la construction de barrages et de centrales (côté suisse), la gestion et la protection de la qualité des eaux (CIPEL et plan Rhône), et permettent de «*concerter*» tout ce petit monde car plus le fleuve est aménagé et exploité et plus le moindre incident sur son cours à des conséquences en aval.

Ainsi en 2011, durant l'été, les 4 réacteurs de la centrale nucléaire française du Bugey ont été contraints de diminuer leur production d'électricité car il n'y avait plus assez d'eau pour les refroidir. La raison ? «*Le canton de Genève*



VERTEMENT ÉCOLO



avait diminué le débit du Rhône au niveau du barrage du Seujet pour maintenir le niveau du lac Léman.»(3)

Rebelotte en 2012 : lors de la vidange du barrage suisse de Verbois, les «sédiments accumulés ont été relâchés dans le Rhône avec des effets sur les installations hydroélectriques et nucléaires, mais aussi sur l'environnement.»

Hurllements de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) compagnie semi-privée (Engie, Caisse

des Dépôts et collectivités locales) qui contrôle de nombreux barrages côté français et se rend compte qu' «il n'existe -en matière d'hydroélectricité, de protection environnementale ou de sécurité des riverains- que fort peu d'instruments juridiques permettant la gestion transfrontalière du Rhône... [et pour la plupart] sans vision commune et globale des enjeux.»(4)

Entre États démocratiques on parle poliment de «conflits transfrontaliers» et la directrice de «GouvRhône» une instance créée pour analyser la situation a été «surprise (?) par l'interdépendance très forte entre la Suisse et la France... notamment en période de déficit d'eau. Le rapport de force, selon elle, penche en faveur de la Confédération, parce que le pays est en amont sur le Rhône, mais aussi parce que la France a vraiment besoin de cette eau.»

Pour la Suisse qui tient le robinet «la situation actuelle est satisfaisante» et elle «reste ouverte à la discussion».

Comme la sécheresse s'annonce féroce dans le Rhône, verra-t-on cet été le Charles-de-Gaulle patrouiller sur le lac Léman, l'artillerie suisse de montagne positionnée sur le glacier du Rhône pendant que «nos» nageurs de combat saboteront le jet d'eau de Genève ?

Mort sur le Nil

Dans l'Orient compliqué et mystérieux c'est du pareil au même mais en plus viril.

L'Égypte «dépend totalement de l'étranger pour son approvisionnement en eau, assuré presque exclusivement par le Nil qui prend ses sources à plusieurs centaines de kilomètres des frontières sud du pays... : L'Éthiopie pour le Nil Bleu... avec environ 80% de la crue globale, et l'Ouganda pour le Nil Blanc qui apporte les 20% restants.»(5)

Ses berges (5 % du territoire) concentrent 95 % des habitants, la quasi-totalité de l'agriculture (grâce à l'irrigation et aux limons des crues), des industries et l'eau potable.

Le contrôle de l'eau est donc une question de sécurité nationale et le ministère qui en a la charge, l'un des plus importants du pays.

Des pans entiers de la politique extérieure égyptienne depuis le début du 19^{ème} siècle sont subordonnés à la maîtrise transfrontalière exclusive des sources et eaux du fleuve avec un «droit de veto sur tout projet hydraulique sur le Nil... droit de surveillance sur l'ensemble du Nil, de son embouchure à ses sources» (accords des années 20 et traité de 1929 sous contrôle colonial anglais), l'opposition de Nasser à l'indépendance du Soudan, la construction du barrage d'Assouan et les accords de 1959 avec le Soudan -très favorables à l'Égypte- de répartition des volumes annuels d'eau. Face à cette spoliation impérialiste interne au Tiers-Monde, les protestations de L'Éthiopie, totalement exclue de ces accords, ne pesaient pas lourd face au prestige international de l'Égypte, héraut du Tiers-Monde et surtout à l'aide massive soviétique.

Coup de tonnerre en mai 2010 quand sept pays (Éthiopie, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Rwanda, Burundi, Congo), signent un traité pour «pour revendiquer et imposer un nouveau partage des ressources hydrauliques.»

Dans la foulée, l'Éthiopie lançait en 2011, sans plus consulter ses voisins, sur fonds propres (taxe sur les salaires des fonctionnaires, appels à dons...) la construction du plus gros barrage d'Afrique, le Grand Barrage de la Renaissance Éthiopienne (GBRE) avec une capacité de 74 milliards de m³ et une production de 6500 MW d'électricité. Il sera construit par l'italien Salini Impreglio et Alstom.

Les discours justificatifs pour ces projets monstrueux sont toujours les mêmes : limiter les inondations, produire de l'énergie, augmenter les ressources agricoles, améliorer le niveau de vie...

Les dégâts eux sont tout aussi classiques : déplacements massifs de populations, disparition des productions locales au profit d'activités exportatrices plus «rentables», dégâts écologiques, envasement, baisse du débit et insécurité hydrique pour les populations en aval.

Mais bon pour le «tigre africain» meilleur ami de la Chine, puissance, prestige, enrichissement au profit de quelques-uns cela n'a pas de prix.

Car si l'État Éthiopien met en avant l'électrification des villes et villages, la réalité est tout autre. Addis-Abeba «construit ce barrage pour une unique raison : produire et exporter de

l'électricité, non seulement pour les pays voisins mais aussi pour l'ensemble du continent africain... le barrage permettra au Soudan de se procurer de l'électricité à bas prix»(6), sans oublier les nouvelles usines textiles et d'assemblage, les infrastructures (métro, voies ferrées, gares) financées par l'État et les banques chinoises au point qu'on parle de «sinisation» de la capitale, Addis-Abeba.

Et l'Égypte se retrouve à poil, malgré les multiples pressions américaines, Trump en tête, pour imposer une négociation aux Éthiopiens.

Le maréchal massacreur-tortionnaire Al-Sissi, déclare : «Personne ne doit s'imaginer qu'il est loin de la portée de l'Égypte... Une allusion claire aux avions Rafale achetés en 2015 à la France et qui pourraient servir à bombarder l'ouvrage.»(7)

Ces menaces font suite aux projets de l'ancien président l'islamiste Morsi qui «avait ouvertement fait étudier différentes options

rendant possible l'usage de la force ou de la déstabilisation envers l'«hydropuissance» qu'entend devenir l'Éthiopie.»(8)

Voici un bel exemple de continuité étatique dans le changement entre le national-islamisme affairé et le national-militarisme affairiste. Cependant, l'éventualité d'une vraie guerre de l'eau semble peu probable, aucun des protagonistes ni leurs parrains (américains comme chinois) n'y ayant intérêt en interne comme à l'international.

Le cercle vicieux et shadokien de la gestion de l'eau à tous les niveaux est un des révélateurs du règne mortifère sur l'ensemble de la planète de l'exploitation frénétique des ressources, de la domination de la nature et du solutionnisme technologique, de l'hubris des dirigeants et des capitalistes avec les risques de guerre sous-jacents. Ses justificatifs sont le «progrès», le «développement» et sans doute le plus criminel de tous, la «croissance démographique» question extrêmement importante qui n'est plus jamais critiquée dans nos milieux pas plus qu'ailleurs, d'ailleurs.

Un bon petit déluge de révolutions pour régler tout ça ?

Freux et Eugene the Jeep

1. Barrages et réservoirs : leurs effets pervers en cas de sécheresses longues. F. Habets. The Conversation, 20/02/2019
2. Les retenues d'eau comme solution d'adaptation au changement climatique ? Synthèse bibliographique et retours d'expériences. N. Valé. L. Renaud. SIGAL et ARRAA, décembre 2020
3. Les eaux du Rhône, source de rivalités entre la France et la Suisse. N. Coulon. Le Temps, 18/09/2015
4. Gouvernance du Rhône entre le Léman et Lyon : la balle est désormais dans le camp des politiques. aqueduc.info, octobre 2015
5. L'Égypte et le Nil ou l'échec d'une stratégie hydropolitique. H. Ayeb, 2013. Disponible sur <<https://habibayeb.wordpress.com>> (Une partie de l'article est basée sur ce travail)
6. Le grand barrage éthiopien sur le Nil Bleu suscite l'espoir des paysans soudanais. Le Monde avec AFP, 19/11/2019
7. Grand barrage éthiopien sur le Nil : une «instabilité inimaginable» si on touche à l'eau de l'Égypte, avertit le président al-Sissi. France TV Info, 31/03/2021
8. «Il faut réduire les tensions autour des eaux du Nil». F. Galland. Le Monde, 17/08/2018



Soulèvements de la terre : contre les sabliers et les maraîchers industriels

Du 19 au 21 juin dernier, l'acte 5 des soulèvements de la terre (cf CA n°310) s'est déroulé à Saint-Colomban, 20 km au sud de Nantes. Malgré une météo capricieuse, cette initiative a réuni avec succès dans la fête, les discussions et l'action, agriculteurs locaux, zadistes et activistes XR du climat (Extinction Rebellion). Cet acte 5 en appelle d'autres pour espérer l'emporter face à des géants du BTP et des maraîchers industriels.

Un filon de sable de 400 ha

Si un matériau semble bien anodin pour l'avenir de l'économie capitaliste, c'est le sable, base du béton dont se goinfre toute métropole digne de ce nom pour croître et grossir sans fin (comme Nantes). Or, le Capitalocène est tellement glouton qu'il a raréfié les stocks de sable disponibles. Comme les puits de pétrole, il faut toujours plus de carrières de sable, qui éventrent le paysage, stérilisent les sols, repoussent les terres agricoles cultivables. À St-Colomban, deux carrières de sable sont exploitées depuis dix ans par deux multinationales : Lafarge et GSM. Le SCOT (schéma de cohérence territoriale) prévoyait ces deux concessions d'exploitation jusqu'en 2032 - ce qui laissait du temps pour mobiliser - mais la ressource est déjà épuisée et ces sa-

bliers lorgnent les terres agricoles qui séparent leurs carrières (voir la carte), au sous-sol sablonneux jusqu'à 15 mètres, et dont l'exploitant agricole partant à la retraite s'est vu proposer plus du double du prix initial de ses bâtiments (1).

Dans la région nantaise au climat adapté pour les productions légumières et primeurs, le sable est également convoité par l'agro-industrie locale (1/3 du sable extrait à Saint-Colomban est acheté par les maraîchers locaux ; le sable n'est pas cher, mais lourd donc cher à transporter !) qui couvre progressivement le sud Loire d'une mer de bâches plastiques, digne des serres aux alentours d'Almería en Andalousie. L'implantation des maraîchers nantais coure de façon discontinue (vignobles du Muscadet) du sud du Pays de Retz près de l'océan (Machecoul) jusqu'aux bords de la Loire au sud-est de Nantes et à la «vallée maraîchère» (St-Julien de Concelles). Le sable ajouté à la terre d'origine crée un support léger, drainant et optimal aux plantes, facilitant une pousse régulière et standardisée. La carotte produite est droite et conforme au cahier des charges de la grande distribution, la croissance programmée et «propre» de la mâche facilitée, le muguet est en fleur pile au 1er mai, etc. Un petit problème à ce tableau idyllique : le sable est tellement drainant qu'il faut arroser beaucoup, donc apporter également à la plante les compléments de nutriments - de l'engrais - et autres produits phytosanitaires lessivés et emportés (!) du fait même de ce sol

sableux... D'où une surconsommation d'eau (et vue la raréfaction des ressources, il faut des pompages dans la nappe phréatique, nappe qui s'effondre également à proximité des carrières qui assèchent les puits alentours : le niveau d'eau moyen a baissé de 2,75 m) ; et une utilisation «généreuse» de produits phytosanitaires qu'on retrouve dans les ruisseaux et autres mares du coin, donc dans cette même nappe à terme, nécessitant alors un filtrage renforcé et coûteux pour le service public.

Ce modèle économique « sabliers-maraîchers-métropole » obéit aux lois féroces du marché mondial. En rivalité commerciale avec les producteurs du sud de l'Allemagne (moins favorisés climatiquement) sur les marchés européens, les maraîchers nantais doivent fournir les centrales d'achats de la distribution en quantité suffisante pour honorer les commandes, sous peine de perdre la compétition. Se pose donc la question de la taille des exploitations et coopératives, favorisant la concentration. Parmi les producteurs nantais, on trouve des acteurs de premier plan, comme par exemple le n°1 mondial du muguet et de la mâche, Vinet, récemment condamné en avril pour avoir détruit 500 mètres de haies sans autorisation (2) après d'autres procès passés ou à venir, et chez qui le ministre de l'agriculture de Normandie s'est rendu début juin. La main-d'œuvre de ce maraîcher, sous payée et exploitée, est fournie par des charters de saisonniers marocains négociés directement avec le pays. De tels prédateurs s'entendent même très bien entre eux pour se répartir les terres disponibles sans se concurrencer.

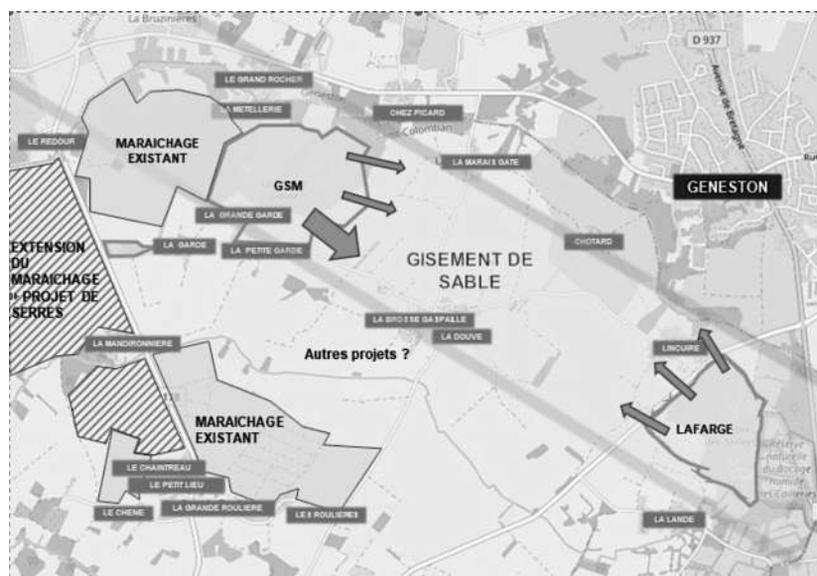
«La tête dans le sable»

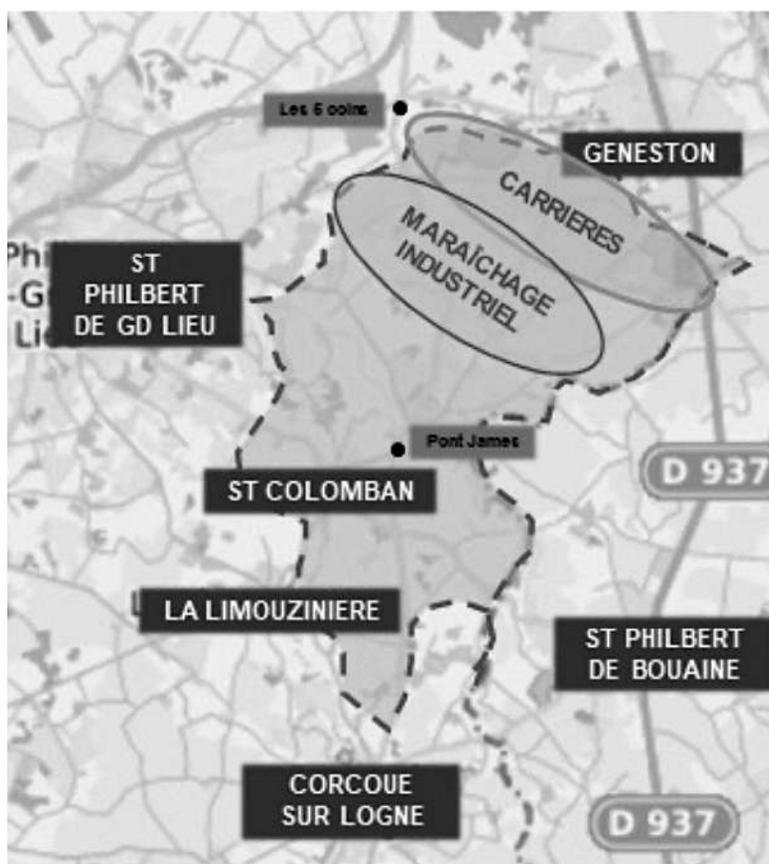
Créée depuis un an sur Saint-Colomban, l'association LTDLS (La Tête Dans Le Sable) des habitant-e-s regroupe notamment des agriculteurs dont certains se déplaçaient déjà depuis plusieurs années à Notre-Dames-Landes à l'appel du COPAIN 44 (3). Quand les carriers GSM et Lafarge essaient d'obtenir une dérogation pour remettre en cause la pérennisation de l'exploitation agricole des terres (cf cartes et site de l'association), normalement garantie jusqu'en 2032, la mobilisation se construit - il y eut une première manifestation de 200 personnes en 2020 - notamment à partir

1) Un hectare de terres agricoles coûte ici entre 1000 et 2000 euros. Les maraîchers en proposent en moyenne 5000 à 6000 euros. Quant aux sabliers, ça monte jusqu'à 50 à 60 000 euros l'hectare. Difficile pour un jeune agriculteur de s'aligner... Mais après le passage des sabliers, à part pour installer des zones de baignade dans les carrières pour le tourisme, il n'est plus question de revenir au bocage initial...

2) https://actu.fr/pays-de-la-loire/machecoul-saint-meme_44087/un-maraicher-condamne-pour-avoir-arrache-des-haies-a-machecoul-saint-meme-en-plein-confinement_42698099.html

3) COPAIN 44 : collectif d'organisations paysannes indignées par le projet d'aéroport. (Quand des paysans sont indignés par chez nous, ils passent à l'action...)





aménagement du territoire

Puis le lundi matin 21 juin, une centaine d'opposant-es au projet a tenté sans succès -même si les carrières avaient stoppé leur fonctionnement-, mais sans arrestation, de rentrer dans les carrières dès l'aurore malgré gendarmes mobiles, vigiles et drones mobilisés par Lafarge pour l'occasion. En même temps... une colonne de 40 tracteurs venus de tout le département - dont la ZAD - bloquait toutes entrées et sorties de la coopérative maraîchère Océane, pour marquer leur opposition au modèle intensif et destructeur du maraîchage industriel, décrit plus haut.

Ce week-end n'est qu'un premier pas dans la construction d'un rapport de forces face à des géants du BTP habitués à des résistances populaires, face à des «gros» producteurs qui vont bien au-delà de Saint-Colomban - toute la ceinture maraîchère du sud Loire -, et face à des lobbys professionnels - les transporteurs - qui ont tiré un bilan de la victoire de Notre Dame des Landes. Si l'on peut rêver d'un retour en force du COPAIN 44 qui serait inespéré, un vrai travail d'explication et d'implantation de la lutte, dans un milieu social à convaincre, sera nécessaire pour faire lâcher prise aux industriels.

Comme pour la lutte contre l'aéroport, l'opinion nantaise ne sera pas à négliger, d'autant que le vote nantais du 20 juin a donné pour la première fois un net avantage aux écologistes devant le Parti socialiste. L'époque «Jean-Marc Ayrault» semble avoir vécu, mais il n'est pas dit que le vote «bobo parisien» soit plus favorable aux résistances.

Nantes, le 25 juin.

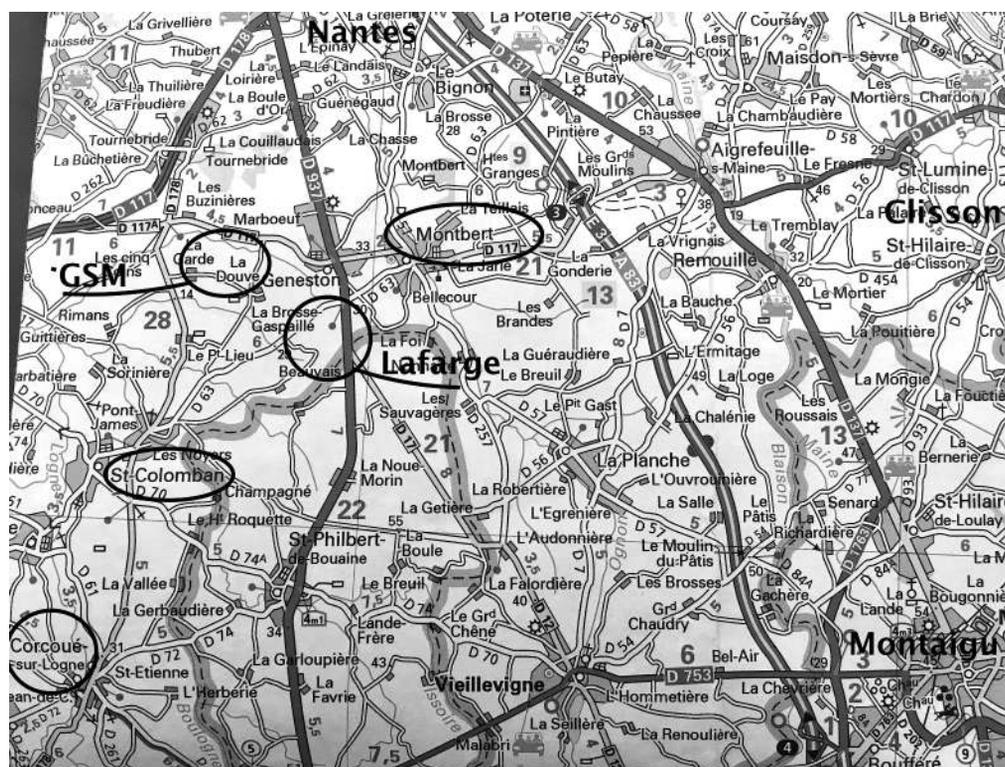
de janvier 21 avec les Soulèvements de la Terre. Il faut aussi souligner deux autres grands projets d'aménagement dans des communes limitrophes. Au nord-est de Saint-Colomban sur la commune de Montbert, Amazon veut construire un dépôt XXL (300x200x24m) pour distribuer ses produits sur tout l'ouest hexagonal. Au sud à Corcoué sur Logne, le plus grand méthaniseur de France est prévu par la coopérative agricole locale... Il y a donc un enjeu supplémentaire au succès de la lutte de Saint-Colomban : poser la question du modèle agricole pour une production à taille humaine, respectueuse des travailleurs et travailleuses, pour la défense des terres et des habitant-e-s et plus largement de la population, contre les profits de grands groupes apparemment inaccessibles aux résistances populaires et contre leurs actionnaires, indifférents aux conséquences de leurs projets.

Le maire de Saint-Colomban, d'accord avec l'extension des carrières au nom de l'économie et de l'emploi, a publiquement rompu tout dialogue avec l'asso LTDLS parce que des zadistes de Notre Dame des Landes auraient déclaré dans une curieuse lettre ouverte, leur arrivée prochaine sur la commune avec leurs chiens (La ZAD pire que le COVID-19 ?!). En fait il s'agissait juste de prêter main forte pour l'organisation du week-end des 19, 20 et 21 juin. Au-delà du maire, ce week-end d'élections régionales et départementales en rendait plus d'un nerveux. Notamment la Confédération Paysanne 44 - dont le secrétaire se présentait sur une liste PS - a envoyé un courrier à ses membres appelant à la manifestation du samedi, aux débats du dimanche, mais dénonçant à l'encre rouge toute participation aux actions du lundi (annonce du blocage des carrières notamment). Comme modèle de dissocia-

tion et d'encouragement au préfet à la répression, difficile de faire mieux.

Actions d'échauffement...

En fait d'actions la manifestation du samedi 19, commencée sous une pluie diluvienne, a néanmoins réuni près de 500 personnes pour un meeting finalement ensoleillé sur un carrefour à Geneston, dans un respect strict des consignes locales. Un bref exposé des prochaines actions des Soulèvements de la Terre prévoit fin juin une initiative importante en région parisienne en lien avec XR France, contre le Grand Paris Express, projet ferroviaire sarkozyste de plusieurs milliards entourant la capitale, avec à la clé une bétonisation accélérée de terres agricoles et leur urbanisation.



RENCONTRES LIBER

organisées par l'Organisation Communiste

Les rencontres libertaires que l'OCL propose chaque été sont prévues cette année encore – du samedi 10 au jeudi 15 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors, à une heure de Toulouse. Sauf mauvaise surprise de toute dernière minute émanant du gouvernement, nous allons pouvoir les tenir – contrairement à l'été dernier où les mesures liées à la pandémie avaient entraîné leur annulation. Voici donc quelques informations sur ces rencontres et le programme des débats que nous avons concocté.

Les rencontres libertaires du Quercy sont un espace d'échanges sur nos investissements militants, c'est pourquoi elles sont ouvertes à toutes les personnes que les débats prévus intéressent ; dans les espaces laissés libres par le programme, d'autres discussions pourront être proposées pour partager une expérience ou présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, La Maison carrée, situé à Lauzeral, sur la commune de Vazerac, et nous bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de presse, ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

En ce qui concerne la vie quotidienne et la gestion des rencontres, les repas et le ménage seront comme d'habitude assurés par des équipes qui changeront chaque jour. Les tarifs pour les repas et la participation aux frais de location des lieux seront établis en fonction des revenus (à partir d'un prix plancher quotidien de 7 euros par adulte), et 5 euros par jour seront demandés pour un-e enfant. Afin de faciliter la confection des repas et votre accueil, nous vous demanderons de nous prévenir de votre arrivée en téléphonant au 06-16-93-07-28 au moins vingt-quatre heures à l'avance. Si vous venez en train, nous irons vous chercher à la gare de Montauban.



SAMEDI 10

- Après-midi : Première partie de la commission journal de Courant alternatif

Il s'agira de critiquer le numéro de la revue paru en juin et de commencer à préparer celui de la rentrée.

- Soir : La situation en Palestine et en Israël – débat présenté par Pierre Stambul, auteur de plusieurs ouvrages sur la question, dont La Nakba ne sera jamais légitime (Acratie, 2018)

Toutes les composantes de la Palestine fragmentée se sont révoltées : Jérusalem contre les confiscations de maisons, les Palestiniens d'Israël contre l'apartheid quotidien et Gaza où, malgré un blocus meurtrier, la population refuse d'abdiquer.

La société israélienne se fascise. Les exactions des colons, les ratonnades sont assumées par le pouvoir. La « communauté internationale » a étalé une fois de plus sa complicité avec le suprématisme. L'instrumentalisation de l'antisémitisme a servi de prétexte pour interdire des manifestations.

Ce qui se joue en Palestine, c'est le monde dans lequel nous voulons vivre.

DIMANCHE 11

- Après-midi : La situation politique, économique et sociale dans le contexte de la pandémie (1re partie)

Les mobilisations en France ont porté depuis cinq ans sur des questions économiques et sociales (contre la loi travail, contre la réforme des retraites, gilets jaunes) ou ont plutôt été d'ordre idéologique voire moral (marches pour le climat, contre les violences policières, contre la loi sécurité globale). On a noté pas mal de têtes nouvelles dans les manif gilets jaunes et dans celles contre le changement

climatique, le racisme ou les attaques des libertés publiques.

Mais, depuis plus d'un an, la crainte du Covid-19, mêlée à celle de la répression, a établi une « paix sociale » qui sert les gouvernants : le ras-le-bol des confinements et autres couvre-feux a engendré de la déprime bien plus que de la révolte. A partir du premier confinement, les mobilisations sont restées de faible ampleur ou de courte durée. On a aussi vu apparaître des manifestations corporatistes de commerçants ou de professionnels de la culture défendant des intérêts particuliers sur des bases interclassistes (même si pas mal d'occupant-e-s de théâtres plaçaient le retrait de la réforme de l'assurance-chômage avant la réouverture des lieux culturels)...

Quel bilan tirer de cette période sur le plan économique (avec notamment l'essor du télétravail et du tout-numérique), social (avec un individualisme et un narcissisme galopants, le recentrage sur la famille, etc.), et quelles sont les perspectives de l'après-pandémie en matière de luttes sociales ?

- Soir : La situation politique, économique et sociale dans le contexte de la pandémie (2de partie).

LUNDI 12

- Après-midi : Où en est le féminisme aujourd'hui ?

On a vu apparaître ces dernières années sur les réseaux sociaux #MeToo, puis #Balance-TonPorc après l'affaire Weinstein, qui dénoncent les violences sexuelles et sexistes dans l'espace public ; d'autres hashtags ont ensuite pointé les violences dans l'espace privé, en particulier #MeTooInceste après l'affaire Duhamel-Kouchner. Se sont également développés, de par le monde, des mouvements de femmes (Argentine, Mexique, Pologne...) qui sont mobilisées pour le droit à l'avortement et contre les violences faites aux femmes (avec des collages de rue mettant l'accent sur les féminicides) ; et, en France, de nouvelles coordinations nationales féministes ont surgi, pointant les inégalités et les discriminations entre hommes et femmes.

Mais dans le même temps, la « théorie queer » a promu de nouvelles définitions d'une femme et du féminisme qui entraînent de violentes polémiques entre des transactivistes et des féministes (radicales ou autres). Avec l'écoféminisme, on assiste à une certaine essentialisation de la femme (associée entre autres à la nature) qui crée d'autres clivages dans le féminisme ou en font réapparaître d'anciens. Enfin, les questions de genre sont devenues, avec l'écologie, l'un des principaux sujets mis en avant par une large part de la classe politique et des médias, qui voient là

LIBERTAIRES DU QUERCY

Libertaire du 10 au 15 juillet 2021 inclus

un bon moyen d'évacuer les questions de classe...

- Soir : Le Covid à l'école – l'arbre qui cache la forêt

Lorsque les médias ont parlé de l'école cette année, c'était pour parler du Covid (de façon caricaturalement mensongère, d'ailleurs). En fait, l'école était sous le double signe du Covid et de réformes très importantes, accélérées de fait avec l'épidémie : numérisation et destruction de la relation pédagogique, individualisation des élèves, concentration sur les « fondamentaux » et les compétences (patronales), renforcement de la sélection de classe, privatisation rampante et réductions d'effectifs, précarisation des travailleurs et répression des fortes têtes, etc.

Face à cela, les mobilisations, syndicats en tête, sont restées principalement centrées sur la question du « protocole » sanitaire, soit pour anticiper la vague suivante de Covid, soit en réponse aux mesures ministérielles jugées insuffisantes, inadaptées et illogiques. Ce faisant, pris dans ce jeu du chat et de la souris, les travailleurs de l'éducation et les élèves n'ont pas réellement opposé de résistance aux attaques qui visent autant les exploités dans leur ensemble que le « cœur du métier » : la transmission de connaissances.

Dans ce contexte, le discours dominant de défense du service public et de l'école républicaine laisse peu d'écho à des idées et des pratiques de rupture. Comment alors les appuyer ? Sont-elles encore possibles ? Qu'en est-il des luttes des précaires ? Comment analyser les luttes des lycéens et étudiants (ou leur absence) alors que le lien social est de fait distendu ? Et celles des enseignants ?

MARDI 13

- Après-midi : La marche des sans-papiers et la politique migratoire

Nous évoquerons la politique migratoire (ou plutôt antimigrants) du pouvoir macronien, qui est dans la continuation de ses prédécesseurs. Mais surtout nous nous attacherons à faire un tour d'horizon et un bilan provisoire des différentes formes de résistance : marche des sans-papiers, comités contre telle ou telle expulsion, luttes contre (et dans) les centres de rétention administrative (CRA), aides aux campements et squats, soutiens aux frontières...

- Soir : Les études postcoloniales

Développées à la fin du XXe siècle, les études postcoloniales se proposent d'analyser les effets de la colonisation par le monde occidental à la fois sur les populations autochtones soit-disant décolonisées vers le milieu du siècle et sur les ex-colonisés et leur descendance dans les métropoles. Elles tentent de mettre en

cause les présupposés coloniaux dans tous les domaines de l'expression et de la connaissance, et en particulier dans les discours dominants liés aux superstructures étatiques. Elles étudient également les interactions entre colonisé et colonisateur. Jusque-là, tout va bien, c'est ensuite que ça se gâte...

MERCREDI 14

- Après-midi : Autoritarisme et macronie

Le pouvoir français actuel nous semble se caractériser par un autoritarisme, une surveillance et une répression accrues (notamment dans l'action policière et la répression antisyndicale), par un discours stigmatisant décomplexé à l'égard de l'immigration, par la tolérance voire la complaisance avec l'extrême droite et par le contournement du « cadre républicain ».

Si sa désignation comme étant « fasciste » nous paraît anachronique, exagérée et trompeuse, différents qualificatifs ou comparaisons nous viennent en tête pour interroger la nature du régime en place et son évolution possible : gouvernement de crise et d'exception (sanitaire, économique, antiterrorisme), tendances néoconservatrices (libéralisme économique + conservatisme et autorité), régime totalitaire (ou en passe de le devenir)... Comment caractériser les évolutions du pouvoir d'Etat ? Quelles leçons en tirer pour les luttes ? La surenchère xénophobe et sécuritaire politico-médiatique peut-elle s'appuyer sur une base populaire ?

- Soir : La situation en Algérie – débat présenté par Nedjib Sidi Moussa, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Algérie, dont Dissidences algériennes – Une anthologie, de l'indépendance au « hirak » (Les éditions de l'Asymétrie, à paraître fin juin)

Deux ans après le surgissement populaire de février 2019, où en est le hirak en Algérie ? La reprise des marches hebdomadaires, cette année, après une suspension causée par la pandémie de Covid-19, s'est accompagnée d'un retour de la contestation sur le terrain social et d'une intensification de la répression étatique en vue des élections législatives. Quel bilan peut-on tirer de cette séquence historique ? Quelles perspectives sont envisageables pour les révolutionnaires ?

JEUDI 15

- Après-midi : Seconde partie de la commission journal de Courant alternatif

On continuera de préparer ensemble le numéro de la revue à paraître en octobre.

- Soir : Crises climatiques, guerres et retour des militarismes : que faire ? – débat présenté par Tony Fortin, de l'Observatoire des Armements (ObsArm) de Lyon

Guerres, militarismes et armement pèsent lourdement sur l'environnement et le climat : écocides, pollutions atmosphériques (non comptabilisées dans le protocole de Kyoto), dont les dérèglements deviennent des questions de « sécurité nationale » ou de « menaces stratégiques » à court terme (Pentagone), voire un « danger sécuritaire » pour les armées de plusieurs pays européens. Rien ne nous rassure dans les techniques militaires « réparatives » de géo-ingénierie, qui sont également des armes potentielles. Plus globalement, quels sont les liens entre menaces climatiques, guerres et stratégies militaro-étatiques, multinationales et sécurisation des approvisionnements vitaux pour les Etats (énergie, matières premières) ?

L'arbre militaro-climatique ne doit cependant pas masquer la forêt militaro-industrielle : 2 000 milliards de dollars de dépenses mondiales en 2020. En France, elles dépassent les 2 % du PIB et le pays est toujours dans le peloton de tête des ventes à l'international. Le vocabulaire guerrier contamine de multiples domaines (climat, santé, économie...), les cérémonies d'hommage aux flics et militaires morts deviennent la norme, et la jeunesse se retrouve face à l'embrigadement du SNU. Il semble donc vital de relancer des luttes à la fois contre les marchands d'armes, les conflits, le retour du danger nucléaire, et les multiples formes de militarisation de la société et des esprits. Comment ? Une piste d'action, parmi d'autres, pourrait être la dénonciation des clusters régionaux de l'industrie de l'armement/sécurité/surveillance, sur lesquels il est possible d'agir localement.

A bientôt !

Organisation communiste libertaire



L'économie en brèves

LE COÛT ÉCONOMIQUE DE LA CRISE SANITAIRE

Entre 2019 et 2020, le revenu national a diminué de 6,3%, le PIB en volume, c'est-à-dire déduction faite de l'inflation, de 7,9%. Rapporté à la taille de la population, ceci correspond à un revenu monétaire amoindri de près de 2 300 euros par habitant. Mais en fait, la perte de revenu national entraînée par la pandémie a été supportée entre 70% et 80% par l'État et le reste par les entreprises. Le revenu disponible des ménages a été intégralement préservé et a même globalement un peu augmenté. Toutefois, le pouvoir d'achat «par unité de consommation» est resté stable.

Bien sûr, il s'agit d'une moyenne. En réalité, le revenu des plus précaires a baissé (plus de CDD ni d'interim), mais le revenu de ceux qui étaient en fixe a été protégé par les mesures de chômage partiel. 22% des ménages déclarent que leurs revenus ont diminué par rapport à l'avant crise. Au niveau des entreprises, les pertes de production dans les 20% de secteurs les plus affectés expliquent l'essentiel du recul du PIB, et au sein même de chaque secteur existent de fortes disparités entre entreprises.

Au niveau du pays dans son ensemble, le choc de revenu s'est traduit environ pour un peu moins de la moitié par une baisse de la consommation, et pour le restant par un recul de l'épargne. La baisse de l'épargne nationale recouvre des mouvements de sens contraire : d'une part, les ménages ont plus épargné en 2020 qu'en 2019 (pour plus de 95 milliards d'euros), compte tenu de ce que leur revenu a été préservé tandis qu'ils ont effectivement moins consommé. D'autre part, l'épargne dégagée par les entreprises, et surtout par les administrations publiques, s'est nettement repliée.

L'investissement national a lui aussi reculé en 2020. Certes, il s'est en réalité mieux maintenu que prévu : la baisse de l'investissement des entreprises a été proportionnelle à celle de l'activité et non comme d'habitude en amplifiant celle-ci, et le reflux de l'investissement public a été limité. Évidemment, même limitée, cette baisse traduit un affaiblissement des capacités de production, conduisant à reporter une

partie du coût de la crise vers le futur.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le solde des biens et services a diminué de plus de 20 milliards d'euros, malgré la diminution des importations de pétrole, sous l'effet notamment de pertes importantes dans l'aéronautique et le tourisme, dont le caractère durable est difficile à apprécier.

Source : *blog de l'INSEE, Comment s'est réparti le coût macro-économique de la crise sanitaire ?*, 28 mai 2021

tiel (50 groupes se partagent la moitié de ce crédit d'impôt). Il n'a pas non plus permis de freiner la détérioration de l'attractivité de la France. En 15 ans, le poids de la recherche et développement des groupes français a diminué d'un tiers dans la recherche et développement totale des 2000 principaux investisseurs mondiaux. Or ce crédit d'impôt représente les 3/5 des aides à l'innovation en France. Bien sûr, il n'est pas question pour le gouvernement de le remettre en cause.

Source : *L'efficacité du crédit d'impôt recherche très contestée*,

Mais 60% de l'argent est lié au poste «recherche et développement» et justement, pour ce poste, ça n'est pas nominatif ni répertorié dans le formulaire ! L'industrie se réfugie derrière la RGPD pour refuser de communiquer les données... Avec tous ces bémols, en Europe, ce sont les médecins espagnols et allemands qui touchent le plus.

Source : *Une base inédite sur les conflits d'intérêts*, Stéphane Horel, *Le Monde*, 2 juin 2021

47,9 MILLIONS D'ÉLECTEURS ET ÉLECTRICES INSCRIT·ES

En mai 2021, 47,9 millions de personnes sont inscrites sur les listes électorales françaises hors Nouvelle-Calédonie, dont 1,4 million résidant hors de France et inscrites sur une liste consulaire. Sur le territoire national, 94% des Français·es en âge de voter sont inscrit·es. Le nombre d'inscrit·es sur les listes progresse de 283 000 personnes entre février 2020 et mai 2021. Les inscriptions automatiques de jeunes ayant atteint l'âge de 18 ans ont notamment été plus nombreuses que les décès. Sur cette période, 1 million de Français·es ont fait une démarche volontaire d'inscription sur une liste électorale, le plus souvent à la suite d'un déménagement. Une fois sur trois, il·les se sont inscrit·es en ligne. Grâce à la procédure de l'inscription d'office, 99% des adultes de moins de 30 ans sont inscrit·es sur une liste électorale. Le taux d'inscription est plus faible pour les 30-44 ans (91%). En effet, tous les électeur·trices ne se réinscrivent pas sur la liste de leur nouvelle commune après un déménagement alors qu'il·les peuvent être radié·es de l'ancienne liste par la mairie. Depuis le 14 février 2020, fin de la période d'inscription avant les élections municipales, le nombre d'inscrit·es sur les listes électorales a augmenté de 283 000 personnes. Cette évolution est en partie due à la démographie : 1 million de jeunes, né·es en 2002 et début 2003, ont été inscrit·es d'office au cours de cette période sur les listes électorales. Les Portugais·es sont les étranger·es européens les plus nombreux·es sur les listes complémentaires des communes (les européen·es ont le droit de voter aux municipales et aux européennes).

Source : *I.N.S.E.E. Focus n°241*, 9 juin 2021



LE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE TOUJOURS AUSSI CONTESTÉ

Le CIR, c'est le crédit d'impôt pour la recherche (mis en place en 1983, pérennisé en 2004 et fortement renforcé depuis), censé booster l'innovation. Il coûte à l'état des milliards chaque année, 6,6 en 2020, pour une efficacité très faible. Déjà le PDG de Sanofi avait fait scandale il y a un an en indiquant que s'il trouvait un vaccin anti-covid, sa priorité serait pour les Etats-Unis, alors que Sanofi touche entre 110 et 130 millions par an de crédit impôt recherche. D'après l'Institut des Politiques Publiques, c'est en fait un substitut à la baisse de l'impôt sur les bénéfiques (une baisse de 5 à 15 points quand même). Il semblerait d'après ces mêmes chercheurs que les effets sont positifs pour les PME et les entreprises de taille intermédiaire (rappelons que l'effet recherché est l'innovation), mais qu'il n'y a pas d'effets significatifs sur l'innovation et les emplois de cadres scientifiques des grandes entreprises qui en captent pourtant l'essen-

Audrey Tonnelier, *Le Monde*, 2 juin 2021

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET CORRUPTION

Une base de données a été créée pour accéder aux informations de registres publics, ou issues d'initiatives de transparence, dans sept pays européens, Eurofordocs.eu. L'industrie pharmaceutique aurait versé plus de 7 milliards d'euros à des professionnels de la santé dans 11 pays européens en trois ans (2017 à 2019). Pour la France, Eurofordocs répertorie 7,5 milliards de 2012 à 2021, sachant que ces sommes sont forcément sous-estimées car difficiles à obtenir. Pour éviter une loi, l'EFPIA (Fédération Européenne des Industries et Associations Pharmaceutiques) a mis en place un «code de transparence» : les entreprises doivent déclarer les sommes versées, mais elles sont libres des modalités... Du coup elles le font n'importe comment, éventuellement sous forme de documents illisibles. Le formulaire distingue la présence à des événements et l'activité de conseil.

COVID-19 : DE L'ÉPIDÉMIE DE PNEUMONIE AU SPECTACLE ÉPIDÉMIQUE

Voilà plus d'un an et demi qu'une grande partie du monde est confrontée à une forte augmentation des problèmes respiratoires de type pneumonies. Et l'extension rapide de cette maladie à plusieurs continents en quelques mois a conduit les autorités sanitaires internationales à déclarer une situation «d'épidémie mondiale», causée par un virus spécifique : le fameux coronavirus-2019 (CV19). Les politiques ont géré la crise sanitaire qui s'en est suivie en s'appuyant essentiellement sur des experts médicaux et scientifiques, qui généralement avaient déjà des positions élevées dans les grandes institutions de santé publique ou de recherche médicale. Les compétences de ces «spécialistes» (réelles, ou présumées de par leur qualité d'experts ; mais jamais questionnées !), leur ont permis d'émettre régulièrement des recommandations valant autorité. Les gouvernants, «experts» eux-mêmes en gestion des populations, n'avaient qu'à mettre celles-ci en place, tout en tenant plus ou moins compte de la situation sociale.

Or il s'avère que l'arbitraire, l'incohérence, la dissimulation et le mensonge ont pris le dessus, dès le départ pourrait-on dire. C'est ce que nous allons essayer de montrer ici, en nous concen-

trant sur divers aspects de cette pandémie de pneumonies, mais aussi - et surtout ? - de mensonges et manipulations en tout genre, que ce soit de la part des experts, dirigeants, journalistes, etc.

Ce dossier (qui se poursuit jusqu'à la page 40) a été conçu et écrit par une seule personne. Il n'a donc pas été possible de tout traiter : il n'y sera pas question des vaccins et de la campagne menée tambour battant pour s'assurer que tout le monde reçoive sa piqûre. Pour les gens qui s'interrogent - et qui ont raison de le faire ! - on rappellera simplement ceci : peu avant la mise à disposition des vaccins, il a été reconnu par les autorités médicales des Etats-Unis que ceux-ci n'empêcheraient pas que la maladie se transmette et ne diminueraient pas la mortalité ni la gravité (contrairement à ce qui a été annoncé plus tard pour un vaccin en se basant sur des données tronquées). Au mieux, ils diminuent les symptômes. Mais, sans surprise au vu de ce qui s'est passé durant les essais préliminaires, le nombre d'effets négatifs des vaccins s'est révélé particulièrement élevé !

Un ARNM (*) parmi tant d'autres
(*) Anarchiste Révolutionnaire
Non Masqué

Les débuts de l'épidémie : un casse-tête chinois

Au départ, quelques pneumonies à Wuhan

Dans l'histoire consensuelle, c'est début décembre 2019 que quelques cas de pneumonie atypique d'origine inconnue ont fait leur apparition dans la ville chinoise de Wuhan, capitale de la province de Hubei, au centre-est de la Chine. Cette maladie rentre dans la catégorie plus générale des «SRAS» (syndrome respiratoire aigu sévère, «SARS» en anglais), qui n'est pas inconnue en Chine car celle-ci a déjà été touchée par plusieurs épidémies de ce type depuis le début du siècle. Dans le cas présent nous avons donc affaire à un SRAS-CoV-2, désignant un coronavirus deuxième du nom (afin de le différencier d'un autre «SARS-CoV», lié à une précédente épidémie).

Le nombre de malades, et donc de consultations, augmenta peu à peu ; puis le 26 décembre, quatre cas de pneumo-

nies furent admis à l'hôpital pour se faire soigner et trois autres quelques jours plus tard. Les choses commencèrent alors à bouger : l'analyse de prélèvements montra à ce moment qu'il s'agissait d'un coronavirus non encore répertorié - dans les institutions médicales - et les autorités de la ville se mirent à chercher activement les cas possibles de cette nouvelle maladie. Mais en interdisant en parallèle toute diffusion d'information à ce sujet.

On pourrait se dire à ce niveau qu'on s'inquiète pour peu de choses : il y a plus de dix millions d'habitants dans l'agglomération de Wuhan, donc sept cas de pneumonie en plus ne représentent presque rien à priori. Mais c'est la façon qu'ont les institutions médicales d'aborder ce genre de situation : une épidémie commence par quelques personnes (le ou les fameux «premier cas»), avant de se répandre dans tout les sens. Du coup, les autorités sanitaires pensent qu'il est important d'être en veille permanente, afin

de détecter le moindre signal inhabituel. Il en avait été ainsi pour le SIDA : une alerte avait été remontée au plus haut niveau alors qu'il y avait, dans un hôpital californien, cinq patients gravement immunodéprimés avec une sorte de cancer de la peau (au lieu de deux, qui était le nombre «habituel» dans cet hôpital).

Ce détail permet aussi de comprendre les divergences de vue qui peuvent apparaître entre diverses instances médicales ou leurs membres, ainsi que les «hésitations» des autorités avant de déclarer officiellement une pandémie : on ne sait pas à partir de combien on peut considérer que quelques malades sont les précurseurs potentiels d'une grande série. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'il y avait eu au cours de l'automne visiblement bien plus de cas de maladies respiratoires que les seuls cas confirmés de SRAS-CoV-2 du mois de décembre (comme on le verra plus bas).

En Chine : surtout, pas de vagues !

Puis le 1er janvier, le marché aux animaux vivants de Wuhan fut fermé. On peut voir à cela deux raisons complé-

dossier coronafolie

mentaires. Premièrement, la recherche de liens possible entre les malades a montré que deux tiers d'entre eux ont fréquenté le marché donc ont pu être en contact avec la «source» du virus (mais au passage, il y a donc un tiers des 40 premiers cas certifiés qui n'ont absolument aucun lien avec ledit marché...). La deuxième raison est que dans les épidémies précédentes ayant eu lieu en Chine au cours du XXI^{ème} siècle, il y a souvent eu l'hypothèse d'une transmission via un animal sauvage ou domestique. Ici, pas de ferme industrielle de cochons ou de volailles (à l'origine de certaines des épidémies précédentes de SRAS), donc la piste du marché aux animaux pouvait sembler pertinente.

Dans le même temps, alors que des médecins chinois commençaient à s'inquiéter plus ou moins ouvertement de la situation, et que l'OMS se mettait à demander des éclaircissements, la censure se renforça en Chine : toute diffusion d'information de la part des personnels médicaux fut interdite, et la police commença à s'intéresser à ceux qui diffusaient des «fausses rumeurs». Ce n'est qu'après la mi-janvier que les autorités chinoises firent état d'une situation alarmante (alors que les arrestations continuaient pour ceux qui parlaient un peu trop de la pandémie !) [réf. 1], et très vite mirent la ville de Wuhan en confinement total.

Parmi les nombreuses raisons qui expliquent cette volonté de dissimulation, il se trouve qu'à Wuhan se tenait à cette période l'assemblée régionale du Parti Communiste. Il était donc nécessaire que rien ne vienne troubler la quiétude des débats. Il est intéressant de noter qu'on avait déjà connu ce genre de situation avec la première épidémie de SRAS en 2003 : celle-ci avait démarré pendant la convention nationale du Parti, et il fallu attendre la fin de celle-ci pour que la crise sanitaire puisse exister «officiellement» !

Dans les dix derniers jours du mois de janvier, les autorités chinoises commencèrent à prendre des mesures strictes contre l'épidémie et une équipe de l'OMS se rendit à Wuhan pour évaluer la situation. Et, alors que Pékin mettait en confi-

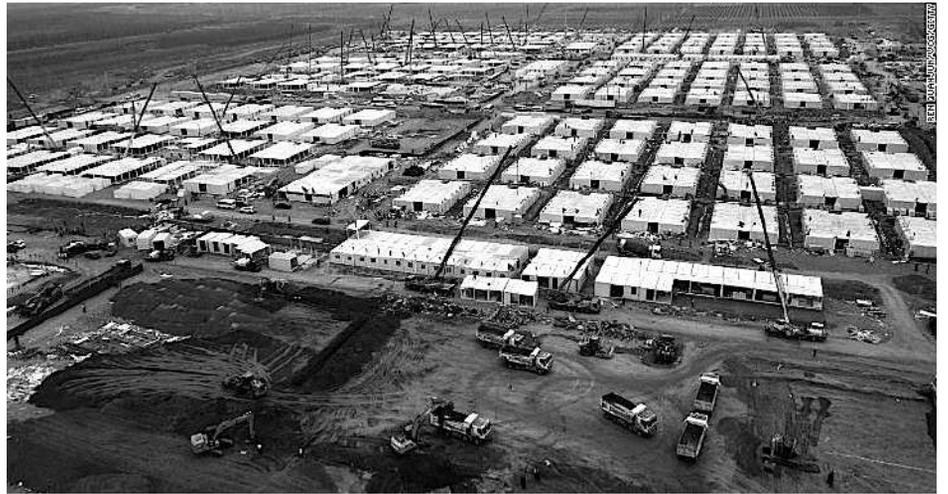
[1] Il y a plusieurs mois, on pouvait trouver une chronologie détaillée des premiers événements à Wuhan -en anglais- sur un site web tenu par une ONG sino-américaine basée aux USA. Mais le nom de domaine n'a pas été renouvelé depuis avril dernier, et l'auteur est désolé de n'offrir ici qu'un lien mort. Peut-être des lecteurs experts de l'internet sauront retrouver s'il existe des versions archivées ? (j'ai essayé sans succès)

Lien : https://wuhanmemo.com/?page_id=230929

(si on se contente de <https://wuhanmemo.com/>, on a alors on a la version chinoise -disparue également- et il faut trouver le moyen de rebasculer en langue anglaise !)



Hôpital militaire en construction à Wuhan, dont on a beaucoup parlé car il fut fini en 10 jours.



Camp de quarantaine en construction dans le Hebei, province limitrophe à la capitale Beijing, début 2021

nement de plus en plus de villes, la censure de l'information s'intensifiait de plus belle ; et il en fut de même pour les arrestations de gens parlant de l'épidémie sur internet. Il y a une anecdote à ce sujet : un média gouvernemental a encensé une femme de la cyber-police pour avoir effacé des messages sur les réseaux sociaux pendant 20 heures par jour (mieux que Stakhanov !). Puis l'article a vite été effacé quand on s'est rendu compte qu'il confirmait la forte censure d'internet existant en Chine...

Au passage, et contrairement à ce qui se passe avec la «vie privée» que des incriminés étalent au quotidien sur les réseaux informatiques, on notera le fait que les informations dignes d'intérêt sur internet ont souvent tendance à devenir difficiles à trouver, voire à disparaître rapidement. Et ce n'est pas vrai qu'en Chine, car dès lors qu'un Etat ou de grandes entreprises sont intéressés, la suppression ou la dissimulation d'informations peut arriver plus vite que ce à quoi on pourrait s'attendre.

Des signaux avant-coureurs, avant décembre ?

Mais l'épidémie a-t-elle vraiment commencé à Wuhan en ce début de décembre 2019 ? Il est clair que non, même si nous n'avons pas ici la prétention de donner une réponse définitive à cette question. On sait que, dès la deuxième quinzaine de novembre, des rapports du renseignement américain en Chine ont fait état d'une maladie en circulation. Cette information se basait sur les interceptions de communications informatiques (à priori entre personnels médicaux) et des observations satellites qui montraient une forte affluence à l'hôpital de Wuhan au cours de l'automne. Les personnels soignants de Wuhan étaient donc au courant que quelque chose n'allait pas, et en ont semblé-t-il beaucoup parlé entre eux avant que la censure ne les en empêche.

Ceci étant dit, on sait qu'une hausse des affections respiratoires peut être due à un pic de pollution, un épisode de sécheresse, etc... donc on est pas forcément dans un début d'épidémie lorsque les consultations à l'hôpital augmentent, même fortement ! A Wuhan, ville industrielle importante et carrefour de divers moyens de transports, la pollution atmosphérique très présente peut engendrer des problèmes respiratoires sans intervention d'un virus.

Au départ, la situation n'était donc pas nécessairement le signe d'une pandémie à venir, puisqu'il peut arriver jusqu'à deux ou trois fois par ans qu'une «mini-épidémie», de l'une ou l'autre maladie respiratoire, se déclare ici ou là. Par exemple, au cours de l'été 2019 aux USA, une vague de pneumonies graves, dénommée par la suite «pneumonie des vapeurs», a touché principalement des utilisateurs de cigarette électronique. Le bilan final officiel est de plus de 2800 malades et quelques dizaines de décès.

Mais en réalité, il y a eu durant cette période plus de 200 morts d'affections respiratoires de type pneumonie. Une grande partie de ceux-ci ont été déclarés décédés à cause de «fibrose pulmonaire». Et ce, alors même que la majorité des patients ne présentaient aucun symptôme de cette maladie. Simplement, comme les victimes ne fumaient pas de cigarette électronique ne pouvaient avoir la «pneumonie des vapeurs», on les a catalogués ailleurs...

Le CV-2019 était déjà présent plus tôt dans certains pays

En Italie, en Lombardie plus précisément, une alerte sanitaire avait été lancée au mois septembre 2019, pour plus d'une centaine de cas de pneumonie recensés aux urgences dans les semaines précédentes. La situation s'est ensuite calmée, mais plus tard, soit entre octobre et décembre 2019, des centaines de personnes -de plus que d'habitude- ont été hospitalisées dans cette même région pour des

pneumonie parfois très graves. A l'époque personne n'a lancé d'alerte épidémique, et pour cause : tout ces cas n'étaient pas liées entre eux donc on ne pouvait pas prétendre à un risque de contagion.

Bien sûr, lorsque ces éléments dignes d'intérêt ont refait surface au moment où la pandémie touchait toute la planète, les grands média français ont trouvé des experts (épidémiologistes, pontes de l'Inserm liés à l'industrie du vaccin, etc) pour les rejeter à coup d'arguments d'autorité sans fondements scientifiques, et stigmatisant le «complotisme». Mais les faits sont têtus, et des chercheurs italiens

ont analysé des prélèvements sanguins effectués sur des personnes venues à l'hôpital pour des diagnostics pulmonaires. Les résultats se sont avérés probants, avec la détection d'anticorps spécifiques au SRAS-CoV-2 dans différents échantillons datant de l'automne 2019, dont certains remontant au mois de septembre [réf. 2].

Cela montre au passage que le virus n'est pas arrivé en Italie à la date «officielle» du 30 janvier, au retour de Chine de deux touristes testés positifs. Il en est de même pour la France : les premiers cas détectés datent du 24 janvier, alors que la réanalyse de prélèvements hospi-

taliers effectués sur des malades de pneumonies indiquent que le virus était déjà présent fin décembre, et n'était originaire ni de Chine ni d'Italie (d'après la réanalyse de prélèvements effectués régulièrement dans les hôpitaux, voir [réf. 3]).

Enfin, en ce qui concerne les Etats-Unis (dont on a vu qu'ils avaient connu une petite épidémie de pneumonie l'été précédent !), on se demande si les instances sanitaires ont envie de savoir : lorsqu'il leur a été suggéré de tester si les malades antérieurs avaient pu contacter le CV19, la discussion a été close sur une réponse fortement négative. ●

[2] Publication en anglais dont le titre est «Unexpected detection of SARS-CoV-2 antibodies in the prepandemic period in Italy».

Lien : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/030891620974755>

[3] Publication en anglais dont le titre est : «Evidence of early circulation of SARS CoV 2 in France: findings from the population based "CONSTANCES" cohort».

Lien : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7864798/>

Les réponses initiales à la pandémie : entre modération et précipitation

Hésitations à l'OMS, certitudes au FEM

Dans le reste du monde, les choses commencèrent à bouger au début de l'année 2020. Tandis que quelques cas de SARS-CoV-2 étaient rapportés par l'Organisation Mondiale de la Santé dans des pays voisins (Corée du sud, Japon, etc), celle-ci a d'abord considéré que l'épidémie n'avait pas de portée internationale. Puis elle s'est ravisée quelques jours plus tard en décrétant le contraire le 30 janvier. Il n'est pas aisé de connaître les enjeux et influences politiques expliquant ces prises de décisions ; mais on peut noter que la Chine, à ce moment, ne souhaitait pas se retrouver isolée du monde, tandis que d'autres pays, tels les USA, avaient peut-être plutôt envie de pouvoir «couper les ponts» rapidement afin d'éviter des contaminations éventuelles. Ceci dit, en tout état de cause, il n'y avait à ce moment là que 150 cas confirmés en dehors de Chine (sur 6,4 milliards d'individus).

Ce qui est sûr en revanche, c'est que le Forum Economique Mondial de Davos (FEM, ou WEF en anglais), qui se réunissait du 21 au 24 janvier, considérait déjà que l'épidémie allait être mondiale. Et des rumeurs suggèrent fortement que la décision de l'OMS a pu être influencée, son directeur étant présent à Davos. Par ailleurs, le CEPI (sigle anglais pour «Coalition des Innovations de Préparation aux Epidémies»), qui est à l'origine un partenariat entre la fondation Gates, le Wellcome Trust [voir encadré], et différents Etats, était aussi fortement impliqué dans ce Forum Economique Mondial. Ce fameux CEPI annonça à cette occasion le lancement de plusieurs

programmes de développement de vaccins contre le nCoV-2019 (son nom officiel à l'époque, pour «nouveau CoronaVirus de 2019»). Dans la foulée, au début du mois de février, le virus -ou plutôt l'ensemble des maladies respiratoires qu'on lui attachera désormais- fut renommé «COVID-19», pour Maladie à CoronaVirus de 2019 (en anglais Maladie se dit Disease).

On notera avec intérêt que l'un des bénéficiaires était une entreprise américaine alors inconnue du grand public, Moderna, et ceci dans le but de développer un vaccin à ARNm (qui signifie «ARN messenger»). Concrètement cela veut dire que des modifications génétiques vont être effectuées sur le virus pour réaliser le vaccin. Il existait certes déjà des vaccins produits par génie génétique (celui contre l'hépatite B par exemple), mais il s'agissait de modifier génétiquement des bactéries pour qu'elles produisent des protéines virales ; le bidouillage de l'ARN du virus n'avait encore jamais été fait dans un vaccin.

En France, un démarrage en «catastrophe»

L'épidémie a commencé à apparaître dans l'espace public européen au début du mois de janvier ; mais à ce moment-là le problème semblait réservé aux chinois et il y avait peu de raisons de s'inquiéter. Puis dans le courant de février, les média, ainsi que certains réseaux d'information liés à l'ensemble «médico-scientifico-pharmaceutique», ont commencé à envoyer des signaux d'inquiétude. Pour donner un simple exemple, sur le mois de février les deux tiers des Unes du journal Le Monde parlaient du coronavirus. Rétrospectivement, il n'est pas interdit de se demander dans quelle mesure il s'agissait de visions prémonitoires, ou bien d'une préparation des esprits pour les contraintes à venir.

Car ce genre de prévisions alarmistes, faites par les mêmes personnes - en particulier certains épidémiologistes-, s'étaient avérées complètement fausses

LE WELLCOME TRUST est une fondation «philanthropique», créée dans les années 30 à partir de la fortune du grand patron britannique Henry Wellcome, lui-même fondateur de la multinationale pharmaceutique Wellcome-Burroughs (la particularité qui fit son succès consista à vendre des médicaments sous forme de tablettes au lieu de poudres ou sirop). Possédant plus de 30 milliards d'euros de fonds, elle dépense essentiellement son argent dans la recherche médicale.

Au début des années 2000, une enquête a montré que cette fondation finance -et donc contrôle en grande partie- environ les deux tiers de la recherche mondiale dans le secteur de la médecine. Ce qui a fait dire à des critiques anglais de l'industrie pharmaceutique que : même la recherche faite dans un esprit critique et honnête, qui donc peut aboutir à dénoncer les dangers des médicaments et autres produits de l'industrie pharmaceutique, est très souvent financée par celle-ci !

Au-delà des prétentions humanistes, ces grandes fondations, créées dans les pays anglo-saxons par les grandes fortunes, servent généralement à échapper aux droits de succession. Car même si l'argent ne tombe pas dans les poches des héritiers (quand il y en a), il reste dans une institution privée au lieu de financer d'éventuelles mesures sociales des Etats que ces très riches n'approuvent pas forcément. Il est n'est pas question ici de défendre l'impôt et les dépenses de l'Etat ; mais pour le dire de façon un peu caricaturale, les fondations sont un moyen pour la classe bourgeoise supérieure de garder le contrôle de son pognon !

dossier coronavirus



Dans de nombreux pays, des drones ont été utilisés par les flics pour contrôler les populations, et par exemple prendre leur température (ici en Italie). Mais sachez-le, la mesure n'est pas précise du tout !

lors du scandale de la grippe H1N1. Cette pandémie, qui était censée faire 65 millions de morts dans le monde (en réalité il y en eut quelques milliers, essentiellement en Chine), est aujourd'hui reconnu comme un énorme mensonge ; dont l'un des buts était visiblement de vacciner la

population (qui à l'époque ne s'y était pas laissée prendre). Mais la comparaison a aussi ses limites, car au-delà des prévisions délirantes, on a bien constaté une forte hausse des cas de maladies respiratoires graves.

Au départ, la prudence prédominait donc car le nombre de malades de pneumonies était vraiment faible ; ainsi lorsque début mars l'OMS confirme plus de 2000 cas en dehors de Chine, 80 % d'entre eux se situent dans trois pays seulement : l'Italie, l'Iran et la Corée du Sud. Durant le mois de mars, on peut dire que la situation s'est véritablement emballée. Le nombre d'hospitalisés pour des problèmes respiratoires -de type pneumonie en général- s'est mis à augmenter de plus en plus. Les gouvernements occidentaux ont alors abandonné leur positions optimistes pour s'orienter vers un délire sécuritaire (pardon, sanitaire).

Un tel choix s'explique notamment en France (et ailleurs) par le fait que le secteur hospitalier, saigné depuis 20 ans par

des restrictions budgétaires, n'était pas en état d'accueillir un afflux soudain de malades : le manque de lits risquait de devenir flagrant et ses conséquences dramatiques. Et en France, à partir du 6 mars, les plans blancs se succèdent dans les différentes régions, permettant aux hôpitaux de se concentrer sur l'accueil des malades du CV19 et de réquisitionner personnels et moyens pour ce faire. A partir de là, le matraquage sur la situation de «crise» ne se relâchera plus... On se rappellera par exemple la mise en scène des TGV transportant à l'autre bout du pays des malades dans un état grave ; alors qu'à l'issue du premier confinement il fut révélé que nombre d'hôpitaux en France étaient restés presque vides pendant deux mois, même dans des régions fortement touchées (et sans parler des établissements privés qui n'ont pas été mis à contribution malgré leur demandes en ce sens)

Ce coronavirus, d'où pourrait-il bien venir ?

Nous n'avons pas ici les connaissances en génétique et biologie moléculaire pour rentrer dans le détail des débats techniques qui ont pu être abordés ici ou là, donc nous resterons prudents sur ces questions. Ceci dit, ça ne nous empêche pas de considérer quelques données du problème, sans prétention à une expertise supérieure.

D'après les autorités chinoises, le nouveau coronavirus (2019-nCoV) a été identifié puis isolé formellement le 7 janvier 2020. Passons ici sur le fait que quelques biologistes contestent le fait que le virus ait été réellement purifié puis isolé, c'est un autre débat. Par la suite, des chercheurs de l'Institut de Virologie de Wuhan publièrent la séquence génétique d'un virus de chauve-souris, qui semblait être l'ancêtre du CV19. Mais comme ces chauves-souris se trouvent à environ 1500 kilomètres de Wuhan, il a fallu chercher l'intermédiaire. Et on annonça rapidement l'avoir trouvé : des pangolins de Malaisie, interceptés par les douanes chinoises dans une autre province, étaient apparemment porteurs d'un virus assez proche du nCoV-19.

Les médias et autres «réseaux sociaux» se sont alors mis à nous servir le pangolin à toutes les sauces, dès qu'il était question de pneumonie (sans doute pour égayer la monotonie du confinement, et dissuader de discuter de questions plus sérieuses). La communauté scientifique, un peu plus

prudente, a aussi bien mis en avant aussi ce coupable tout trouvé pour faire le lien entre les malades de Wuhan et de lointaines chauves-souris. Cela donnait quelque part une excuse bien commode pour ne pas trop chercher ailleurs ; et on pourrait même y voir le signe d'une certaine mauvaise conscience par rapport aux activités très répréhensibles d'une partie de la profession. Sinon, comment expliquer l'enchaînement de déclarations répétées pour «certifier» (sur l'honneur ? En fait plutôt à coup d'arguments d'autorité...) que le virus était bien d'origine naturelle, et qu'il n'y avait aucune trace d'intervention humaine ?

Les «gains de fonctions», une arme à double tranchant

La modification des espèces vivantes -pompeusement nommée «amélioration»- par le bipède humain ne se limite pas aux plantes et animaux domestiques. Il y a belle lurette que les agents pathogènes sont l'objet d'une grande attention, en particulier de la part des armées et autres forces étatiques. Toujours dans le prétexte d'étudier une maladie dont l'adversaire pourrait se servir, des biologistes cultivent et analysent une grande quantité de champignons, bactéries et autres virus susceptibles de causer un grand tort aux humains.

Parmi ces recherches, le «gain de fonction» part d'une idée simple : des virus

pourraient receler une certaine dangerosité, mais il leur manque des caractéristiques pour l'être effectivement. Par exemple, chez les animaux il y a des virus qui peuvent être très contagieux pour l'humain, mais peu ou pas dangereux (ou le contraire). Si on peut les rendre virulents, par un processus qui mimerait une évolution «naturelle», alors on peut les étudier et trouver une parade avant que cela n'arrive dans la nature. Admirez la logique : on fabrique artificiellement une situation problématique qui «pourrait» advenir naturellement... afin d'avoir la capacité de répondre au cas où cela arriverait ! Or depuis 2015, ceci n'est plus de la science-fiction.

Des chauves-souris et des chercheurs

Concrètement, une des façons de faire est de transférer le virus considéré d'animal en animal, afin de le forcer à «muter» en quelque sorte ; jusqu'à ce qu'un ou des animaux devienne particulièrement malade. Des modifications génétiques peuvent aussi intervenir dans le processus. Et l'objectif est atteint : on a un virus pathogène ! Le premier obtenu de la sorte fut un coronavirus de chauve-souris autour de l'année 2015 (mais qu'on se rassure, il n'a pas de liens à priori avec le n-Cov-2019). Cette «grande avancée» a poussé un certain nombre de chercheurs à demander l'arrêt définitif de ce genre de recherche particulièrement dangereuses, évidemment sans succès.

Et au fait, pourquoi se concentrer sur les chauves-souris ? Pour deux raisons : ce sont des mammifères, donc elles nous ressemblent, et leur température corpo-

relle entre 39°C et 40°C est plus élevée que la notre. Et là est l'astuce (si l'on peut dire) : comme le corps humain combat les virus par la fièvre, si ceux-ci sont déjà habitués à des températures supérieures, alors l'organisme aura d'autant plus de mal à en venir à bout.

Quand les USA délocalisent en Chine...

Retournons à Wuhan : dans cette ville se situe un laboratoire de recherche sur les virus, l'Institut de Virologie de Wuhan (WIV en anglais), devenu aujourd'hui célèbre. Il comprend des laboratoires de niveau P3 et P4, pour étudier les agents pathogènes les plus dangereux. On y pratique notamment le «gain de fonction» sur des coronavirus. Ce centre de recherche a été notamment construit avec l'aide de la France, qui possède elle-même un laboratoire P4 dans la ville de Lyon. Par ailleurs, le WIV a reçu des millions de dollars de l'Institut National de la Santé des USA (en anglais NIH) pour étudier principalement, oh surprise, les virus de chauve-souris !

L'une des raisons de cette générosité intéressée est la suivante : en 2012 les recherches sur les «gain de fonction» ont été interdites de financements publics aux USA, avant d'être à nouveau autorisées en 2017 dans un cadre très restreint. Les institutions publiques de recherche médicale US ont donc en quelque sorte cherché à «délocaliser» ces études afin de les poursuivre ailleurs. L'étude des animaux sauvages susceptibles d'héberger des virus «à risque» est par ailleurs la spécialité de certains organisations liées à la fois à ces instances et aux militaires américains, telle Ecohealth Alliance (dont bizarrement les médias parlent très peu, et toujours en bien). On ne sera donc pas étonné que cette ONG, intéressée par les chauves-souris chinoises notamment, se soit retrouvée mêlée à un nouveau financement du WIV par les américains sur les coronavirus ... de chauve-souris.

Or on l'a vu, l'article faisant état d'un gain de fonction sur un coronavirus (impliquant des chercheurs américains), date de 2015 [réf. 4]. On en déduit donc que des centres de recherches américains ont continué leur sale boulot dans d'autres pays, moyennant finances et partenariat. Et nous ne parlons ici que de la recherche publique, car il est très probable que les laboratoires militaires américains aient continué à faire ce qu'ils voulaient pendant tout ce temps...

Dans les labos, des fuites à gogo

Revenons à notre Covid. Dès février 2020, des chercheurs chinois ont émis

l'hypothèse d'une fuite d'un coronavirus (leur article en prépublication a aujourd'hui disparu, mais on peut le trouver ici [réf. 5]). Remarquant que les chauves-souris ne sont pas vendues au marché de Wuhan, que le virus du SRAS-CoV-2 en est visiblement originaire, et que le Centre de Contrôle et de Prévention des Maladies de Wuhan -en anglais WDCDC- est situé à environ 300 mètres à vol d'oiseau du même marché, ils en ont déduit qu'une fuite éventuelle aurait très bien pu se répandre via les étals d'animaux vivants par exemple. Mais notons qu'en réalité, les labos P3 et P4 du WIV sont assez éloignés du marché : plusieurs kilomètres en ligne droite. Le lien éventuel n'est donc pas aussi simple, car si il y a bien eu des chauves-souris dans un bâtiment à 300 mètres du marché, les études sur les virus ont à priori été faites ailleurs.

Cela n'exclut cependant pas la possibilité d'une fuite, d'autant que des chercheurs, indiens et américains essentiellement, ont par la suite découvert des éléments intéressants. En 2012, dans la province du Yunnan, des mineurs tombent gravement malades de pneumonies après avoir été en contact avec des chauves-souris dans une mine désaffectée. A l'époque, la responsabilité éventuelle d'un virus est écartée. Cependant, des chauves-souris du Yunnan furent par la suite capturées pour être étudiées au laboratoire de Wuhan, et ce sont ces mêmes bestioles dans lesquelles on a découvert le fameux virus «RaTG13», parent (ou grand-parent) du CV19. L'hypothèse d'un échappement accidentel du virus n'est donc pas à exclure ; d'autant qu'il est aujourd'hui admis que des virus du SRAS de 2003 sont déjà sortis de laboratoires «haute sécurité» situés pas loin de Benjing.

Cette hypothèse, qui n'a rien de scandaleux (même *Le Monde* a fini par en parler en décembre dernier), n'a évidemment pas la faveur des biologistes chinois et américains. Quand on se souvient que ces derniers sont impliqués dans la collecte et l'étude de ces fameuses chauve-souris, on comprend bien pourquoi. Mais d'un autre côté, cela n'a pas empêché un certain nombre d'américains de crier au «virus chinois» et d'accuser la Chine d'être responsable de la pandémie d'une façon ou d'une autre (en poussant parfois jusqu'à suggérer qu'il s'agissait d'un virus artificiel dirigé contre le reste du monde).

Il semblerait aujourd'hui que l'on s'intéresse de plus près, notamment du côté de l'OMS, à cette hypothèse sérieuse. Mais toujours en insistant sur le laboratoire chinois de Wuhan, sans mentionner (à ma connaissance) les liens forts avec des organismes américains impliqués dans la recherche sur les



Il serait temps de laisser tranquilles ces pauvres animaux !

virus. Ainsi la réticence de la Chine pour qu'une délégation visite Wuhan et ses labos a bien été notée. Par contre, le fait que dans le comité de l'OMS chargé des investigations figurait un certain Peter Daszak ne semble jamais mentionné. Cet homme est le président de l'ONG Ecohealth Alliance, dont nous avons déjà parlé, qui a aidé à financer les recherches sur les chauves-souris à Wuhan. Sur la dernière décennie, cette organisation américaine a reçu notamment 40 millions de dollars du Pentagone (Ministère de la Défense des USA). Dans le but d'étudier «défensivement» les virus d'animaux sauvages, entre autres.

L'hypothèse américaine

Une autre possibilité, mais qui n'a évidemment pas été évoquée dans les grands médias occidentaux, est de regarder du côté des USA. Au mois de février 2019, des chercheurs taiwanais présentèrent leurs conclusions après avoir étudié la répartition du virus sur la planète. A ce moment-là, il y avait dans le monde cinq familles génétiques (dénommées haplotypes) de CV19 en circulation, pour environ 2000 séquences répertoriées. Or il se trouve que ces variantes sont reliées les unes aux autres, et par étude de leur code génétique les chercheurs pensent déterminer laquelle est la descendante d'une autre, et ainsi de suite. Cela peut permettre aussi d'analyser plus en détail la dissémination du virus : par exemple, les deux familles de virus présentes à Taïwan était les mêmes qu'en Australie, mais différentes de celles qui circulent en Chine. Ou bien, les variantes anglaises et françaises ne sont pas de la même famille, etc.

Or il se trouve que les Etats-Unis étaient le seul pays à avoir les cinq haplotypes. Comme on imagine mal le virus partant de Chine pour aller aux Amériques, puis se mettant à muter progressivement en envoyant régulièrement chaque nouvelle variante dans un pays ou une région spécifique, ils en ont

[4] Publication en anglais dont le titre est «A SARS-like cluster of circulating bat coronaviruses shows potential for human emergence». Liens : <https://www.nature.com/articles/nm.3985> Et : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4797993/>

[5] Lien vers un site anglophone contenant la pré-publication «disparue» : <https://www.zerohedge.com/health/smoking-gun-chinese-scientist-finds-killer-coronavirus-probably-originated-laboratory-wuhan>

dossier coronamensonges



Ils ont oublié de refermer la porte du labo, et voilà :
des agents pathogènes gouvernementaux se sont échappés !
(On reconnaît au centre B. Cazeneuve, variant PS2014
du dangereux virus de l'Intérieur)

déduit que les USA étaient nécessairement le pays d'origine du virus. Les cinq familles y seraient apparues, et se seraient disséminées dans le monde progressivement. Cela expliquerait par exemple qu'en Chine il n'y ait qu'un seul haplotype, ce qui est très peu probable pour le pays supposément originaire du virus.

Ici une précision s'impose. La «science» génétique correspond à une représentation du monde vivant très réductrice et mécaniste, que nous considérons avec un grand recul. Ses conclusions sont donc à prendre avec des pincettes. Mais cette hypothèse n'était pas plus farfelue que toutes les affirmations péremptoires que l'on nous assénait à l'époque (pour prendre un exemple, c'est bien moins idiot que l'histoire du pangolin...).

Le nCov-2019, un virus militaire ?

Il y a en effet plusieurs éléments à considérer. Les Etats-Unis sont les champions de l'étude des armes biologiques, coronavirus inclus. Le plus grand laboratoire du monde de recherche militaire, Fort-Detrick, est réputé autant pour son «haut niveau» que pour ses fuites régulières. A tel point qu'à l'été 2019, les au-

[6] Lien :
<https://www.mon-dialisation.ca/le-pentagone-produirait-des-armes-biologiques-dans-la-foret-amazonienne/5644917>



Les 25 pays -hors Amériques- hébergeant des laboratoires biologiques du Pentagone (ministère de la défense des USA) dans le cadre du Programme de Coopération Biologique ;
il peut y en avoir plusieurs par pays...

Source : le DoD (Department of Defense = ministère de la défense)

torités du CDC (Centre de Contrôle des Maladies, qui co-dirige le laboratoire) ont décidé d'arrêter certaines recherches en cours dans des laboratoires de niveau P3 et P4, car des standards de sécurité n'étaient pas respectés. Dans le laboratoire de niveau 3 on y étudiait la tularémie (une maladie infectieuse), la peste et l'encéphalite équine ; et dans le laboratoire P4 le virus Ebola. Nous voilà rassurés...

Bien sûr ce ne sont là que les informations officielles, et il est possible que des coronavirus se soient fait la malle auparavant sans que cela ne soit mentionné... Car on se rappellera que peu après eurent lieu aux USA de nombreux cas de maladies pulmonaires, ce qui donna la «pneumonie des vapoteurs» (dont on a parlé plus haut). Et lorsqu'il fut demandé aux autorités de santé américaine d'effectuer des tests pour savoir si les victimes d'affections respiratoires de l'été et l'automne 2019 auraient pu être victimes du CV19, elles répondirent par un refus catégorique.

Mais comment ce virus serait-il arrivé dans le Hubei, avant de se répandre comme une traînée de poudre ? Eh bien, dans la deuxième quinzaine d'octobre 2019 eurent lieu les jeux mondiaux militaires, sorte de jeux olympiques pour les assassins en kaki du monde entier, dans la ville de Wuhan. Or, lors de ces jeux, l'équipe américaine a effectué une très mauvaise performance, un certain nombre de ses soldats (pardon, athlètes) étant tombés malades, développant des affections respiratoires parfois graves. On peut rajouter que des soldats américains ont été observés en train de faire du tourisme au lieu de s'entraîner, et notamment autour du fameux marché aux animaux de la ville... ce qui, quelques mois plus tard, a fait germer des hypothèses.

Même si cela semble peu probable, on mentionnera qu'aux Etats-Unis, il existe quand même un petit nombre de gens -ayant des connaissances variables en biologie- qui pensent sincèrement que les épidémies respiratoires en Chine pourraient avoir été provoquées intentionnellement par la CIA (ou d'autres services du même type). Leurs arguments se basent sur le fait que la recherche biologique «offensive» est très répandue et très avancée aux Etats-Unis, que la CIA y est tout autant impliquée que l'Armée, sinon plus, et que les épidémies servent les intérêts géopolitiques et économiques américains ; en particulier parce qu'à chaque épidémie des millions d'animaux d'élevages sont éliminés pour empêcher les contagions et que cela profite à l'agrobusiness américain (la Chine devant alors importer en masse cochons, poulets, bœufs, etc).

Notons enfin qu'une athlète française a également développé une grave

pneumonie à son retour de Chine. Mais faisant partie de la «Grande Muette», elle n'a pas eu le droit de s'exprimer sur le sujet, et l'armée a sans surprise refusé de donner le moindre éclaircissement.

Fermons les nécro-labos !

Pour conclure, si la dissémination délibérée du CV19 par les Etats-Unis en Chine semble extrêmement peu probable, une fuite de Fort Detrick, entraînant diverses mutations du virus, suivie d'une contamination de Wuhan par les jeux militaires d'octobre, est une hypothèse qui en vaut une autre. D'autre part, les chinois ne sont pas les seuls à avoir étudié la piste des laboratoires américains. Au début de la pandémie, lorsque celle-ci se répandait en Iran, des médecins de ce pays ont publié une lettre ouverte aux gouvernements des pays voisins abritant des laboratoires liés au Pentagone, pour en demander la fermeture immédiate. En effet l'armée américaine, et parfois aussi la CIA, dirigent ou cogèrent une centaine de centres de recherches biologiques situés dans 25 pays du monde. Par exemple en Afghanistan, Pakistan, Azerbaïdjan, Géorgie, etc (voir carte). Ces médecins ont exprimé qu'il était temps de fermer ces laboratoires qui font peser une menace énorme sur les populations du monde.

Même si on saisit l'aspect politique du geste, à un moment où les Etats-Unis font pression sur l'Iran par rapport à son programme nucléaire, cette critique est néanmoins légitime. Elle est aussi partagée par d'autres individus ou organisations. C'est par exemple l'avis de l'Observatoire pour la fermeture de l'École des Amériques [voir encadré], qui s'inquiète de la présence au Pérou d'un centre de recherche militaire américain, dont on suspecte qu'il ait développé des armes biologiques (on peut consulter à ce sujet l'article indiqué dans la référence [1]). Il est clair que la fermeture immédiate de ces laboratoires de mort, y compris d'ailleurs le P4 lyonnais, reste toujours une nécessité !

L'ÉCOLE DES AMÉRIQUES est un centre de formation militaire aux USA, surtout pour les officiers. Elle a été créée au début de la guerre froide, à destination essentiellement des militaires d'Amérique du Sud, pour enseigner la contre-insurrection «anti-communiste» (enlèvements, tortures et assassinats de masse, etc). Elle a notamment formé des officiers des dictatures militaires sud-américaines. Il y avait, parmi les «professeurs en torture», de célèbres galonnés français ayant commis d'innombrables horreurs pendant la guerre d'Algérie tels Aussaresses et Trinquier. Ils avaient effectivement beaucoup de choses à enseigner à leurs semblables !

Pas de traitement, vraiment ?

On a vu que les possibilités sur l'origine de la pandémie actuelle sont nombreuses, et quoi que puissent affirmer les instances officielles, ce ne sont essentiellement que des hypothèses plus ou moins pertinentes. Mais nos privations de liberté, elles ont été, voire sont encore, bien réelles ! Pourtant au départ, au début de mars 2020, les autorités ne semblaient pas inquiète, malgré les communications alarmistes d'une partie du corps médical. Puis le revirement a été brutal : en France, nous sommes même entrés «en guerre» (contre le virus ?) lorsque la décision fut prise de nous confiner. Pourtant les mouvements militaires constatés, dans l'hexagone mais aussi en Allemagne par exemple, donnaient plutôt l'impression que c'était la population qui était visée...

L'idée de départ, on s'en souvient, était de diminuer les contacts entre les gens afin de «ralentir» la propagation de la maladie. Il était admis à ce moment-là que tôt ou tard la grande majorité de la population serait en contact avec le virus, mais le but était que tout le monde ne vienne pas en même temps à l'hôpital. Et progressivement, presque tout les pays d'Europe ont enfermé leurs habitants chez eux, sauf la Suède par exemple. Or, parmi les raisons données figurait le fait qu'il n'existait pas de traitement efficace contre la maladie ; mais cette affirmation est-elle vraie ?

Le spectacle chloroquine contre Remdesivir

Le but n'est pas ici de relancer encore le débat sur l'hydroxychloroquine. Notons seulement que cette controverse aura permis de souligner la mauvaise foi et la corruption d'un grand nombre de chercheurs et médecins gravitant autour des milieux décisionnels : par exemple des essais cliniques, tels l'essai Discovery, ont volontairement testé l'hydroxychloroquine sur des patients dans un état grave, donc dans les cas où on savait qu'elle était inutile. Mais il ne fallait pas faire d'ombre au Remdavisir, le poison (pardon, médicament) de l'entreprise américaine Gilead Science ; entreprise avec laquelle de nombreux pontes de la sphère médicale ont des liens financiers...Notons simplement que des médecins, dans plusieurs pays du monde, l'on utilisé sur les patients dans un état peu grave afin d'empêcher l'aggravation de la maladie, et ont constaté que cela a été utile. Cela ne veut pas dire que ça a marché à chaque fois, mais en l'absence de meilleure solution, les médecins prennent des initiatives. Il se trouve que la chloroquine a fait partie des médicaments donnés aux malades lors des

précédentes épidémies de SRAS, et à l'époque cela n'a pas posé de souci aux autorités médicales. Pour cette raison, elle faisait donc partie de la pharmacopée classique recommandée par les instances sanitaires dans ces maladies là.

En outre, il y a quand même une rationalité sous-jacente : la chloroquine augmente la bio-disponibilité du zinc dans l'organisme, qui est utilisé par celui-ci pour combattre les maladies virales. Ce qui signifie aussi que l'utilisation de la chloroquine est plus pertinente lorsqu'elle est accompagnée d'une supplémentation en oligo-élément zinc, et que par contre elle sera probablement peu utile si le malade est déficient. Ceci peut expliquer les résultats mitigés, parfois négatifs, obtenus lors des études statistiques effectuées sur la chloroquine. Il ne faut pas non plus oublier que ce médicament est toxique, notamment pour l'appareil cardiovasculaire, donc doit être administré avec de grandes précautions.

Rappelons enfin que l'anti-viral Remdavisir a été mis au point dans le but de soigner Ebola. Il n'a jamais marché, et son caractère hautement toxique avait déjà pu être mis en évidence. Mais qu'à cela ne tienne, Gilead a trouvé un moyen pour continuer à en vendre, à coup d'études peu concluantes et de promotion par les instances officielles. Il est d'ailleurs intéressant de constater l'avalanche de publications à son sujet dans la presse dite scientifique, ayant prétendu mettre en évidence de légers avantages du Remdavisir, tout en minimisant les dangers de ce médicament. Parfois même on a pu se demander si la notice de «déclaration d'intérêts» avait été remplie avec honnêteté...

Les (pays) pauvres mieux traités que les (pays) riches

D'un autre côté, aux USA, des médecins spécialisés dans les soins intensifs ont développé un protocole assez complet



jouant sur plusieurs éléments thérapeutiques, dont les vitamines C et D, dénommé MATH+ (nom qui reprend les initiales des principaux constituants). Si les arguments avancés en faveur du protocole sont convaincants, la pertinence de chaque produit étant bien explicitée, l'absence de résultats publiés (en tout cas à ma connaissance) fait qu'il est difficile de se faire une opinion fondée.

Enfin, on ne peut pas ne pas mentionner l'Ivermectine, sur laquelle règne en France un silence assourdissant, de la part des média et experts autorisés. Ce médicament est un anti-parasitaire, qui a l'avantage d'être sans danger pour les mammifères -humains inclus- aux doses d'utilisation usuelles (il n'a donc pas le défaut éventuel de l'hydroxychloroquine). Utilisé principalement dans des pays pauvres, notamment l'Inde, en raison de son faible prix et de sa simplicité, son efficacité a été reconnue par nombre d'institutions de santé de ces pays. En général, les études comparatives ont montré de très nets avantages pour l'Ivermectine ; et ce en traitement précoce ou en usage prophylactique (mais dans les cas grave, elle perd progressivement son utilité). Pour les plus curieux, il existe un site internet en anglais référençant une centaine d'études sur le sujet [réf. 7]. Pour ma part je ne me suis pas plongé dedans, me contentant d'articles de synthèse sur le sujet (on peut en trouver en langue française, d'intérêt variable).

On pourrait objecter que certains des pays du sud qui ont utilisé l'Ivermectine, apparemment avec un certain succès, connaissent aujourd'hui une forte vague de nouveaux cas : en Inde, par exemple. Il y aurait effectivement quelque-chose à creuser plus en détail, mais il faut bien prendre en compte, dans le cas de l'Inde, que cette montée brutale des cas fait suite au démarrage en trombe de la campagne de vaccination. Or il est (ou plutôt était) connu dans la profession médicale qu'il ne faut pas faire de vaccination pendant une épidémie, au risque de l'aggraver et de créer de nouveaux variants (par la recombinaison entre les vaccins et les souches déjà présentes dans la population).

Encore une règle bien établie et de bon sens qui a disparu pendant le spectacle épidémique...

Les vitamines, des thérapies interdites

Entre la chloroquine à l'utilité questionnable, et le Remdavisir qui non seulement ne sert à rien mais est un néphrotoxique reconnu (toxique pour les reins), y'avait il moyen de se soigner ? Pour

[7] Site en anglais, qui recense des publications sur l'Ivermectine. Lien : <https://c19ivermectin.com/>

[8] Publication en anglais dont le titre est « Effect of calcifediol treatment and best available therapy versus best available therapy on intensive care unit admission and mortality among patients hospitalized for COVID-19: A pilot randomized clinical study ».

Lien : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7456194/>

[9] L'article original est en anglais, lien : <http://www.orthomolecular.org/resources/mns/v16n47.shtml>

mais il en existe une version en français (sans doute obtenue via un traducteur automatique), au lien suivant :

<http://www.orthomolecular.org/resources/mns/fra/v16n47-fra.pdf> (qui ouvre sur un fichier pdf)

[10] Publication en anglais dont le titre est « Pilot Trial of High-dose vitamin C in critically ill COVID-19 patients ». Trouvable sur les sites suivants : <https://www.researchsquare.com/article/rs-52778/v2> (version préliminaire) et <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7794643/> (version définitive)

[11] Publication en anglais dont le titre est « Thermal inactivation of SARS COVID-2 virus: Are steam inhalations a potential treatment ? ». Lien : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7680040/>

[12] Lien : <https://jd-michel.blog.tdg.ch/archive/2020/03/24/hydroxychloroquine-comment-la-mauvaise-science-est-devenue-u-305255.html>

[13] Lien : <https://www.aimsib.org/2020/03/01/comprendre-pourquoi-le-science-washing-est-criminel/>

commencer, remarquons que les malades du SRAS-CoV-2 qui évoluent vers des formes graves sont très souvent carencés, notamment en vitamines C et D. Là où une supplémentation a été donnée à des groupes de patients, il y eut moins d'aggravation de la maladie. La littérature scientifique en a d'ailleurs fait état [par exemple, réf. 8]. Mais ce n'est pas tout. Il est connu depuis les années 40 aux USA que la vitamine C, donnée à forte dose donc en intraveineuse, est très efficace pour soigner les cas graves de pneumonies. Bien sûr, déjà à l'époque des médecins, ainsi que des fabricants de médicaments, s'étaient élevés contre ce traitement non-orthodoxe qui risquait de compromettre leurs affaires.

En Chine, la vitamine C à forte dose a été essayée dans des hôpitaux de Wuhan et Shanghai. Les résultats ont été si intéressants que 50 tonnes de vitamine C ont été envoyées à Wuhan mi-février, pour le traitement des patients et aussi dans un but prophylactique : les personnels soignants notamment en prenaient tout les jours. A l'hôpital de Shanghai, il n'a pas eu de morts dans l'unité qui soignait les malades à la vitamine C, et des résultats très encourageants ont été obtenus par ailleurs. Par exemple, sur un patient en soins intensifs dont l'état se dégradait rapidement, l'équipe médicale a décidé l'administration de 50 grammes pendant quatre heures : l'évolution a été spectaculaire, le taux d'oxygénation du malade s'améliorant à vue d'œil ! [Pour d'autres exemples, on peut consulter la réf. 9] Début mars, le gouvernement de Shanghai a donc recommandé officiellement le traitement du CV19 par la vitamine C à fortes doses et en intraveineuse.

Dans le même temps, les grands média occidentaux ont fait des articles contre le risque de fortes doses de vitamines, et contre les « fausses nouvelles » concernant de possibles traitements efficaces et non toxiques (comprendre avec les vitamines). La plateforme de vidéos Youtube a même censuré une vidéo, destinée à des confrères, d'un médecin chinois explicitant son protocole et les résultats qu'il avait obtenus. Quand à la société Facebook, elle a carrément bloqué sans explications des pages démontrant l'intérêt des vitamines chez les malades ; par exemple, celles mentionnant les résultats d'une étude menée à l'Hôpital général de Singapour, qui montrait l'utilité des vitamines D et B12 chez les patients âgés.

Généralement, les études faites avec la vitamine C sur des cas sévères montrent une diminution de la mortalité et une réduction du nombre de jours tant en soins intensifs que sur le séjour à l'hôpital. Une étude en double aveugle

contre placebo, considérée comme le standard de l'évaluation d'un traitement, avait été mise en place en mars dans trois hôpitaux du Hubei. Elle était prévue pour 150 patients en soins intensifs, mais à cette époque le nombre de cas diminuait, donc seuls 56 malades ont participé. Les résultats ont été connus en avril 2020, mis en ligne en prépublication en août, et publiés en janvier 2021 [10]. On peut évidemment s'étonner d'une telle longueur, alors que le coronavirus était pendant tout ce temps au centre de l'actualité mondiale...

Il apparaît clairement dans cet article que les malades soignés à la vitamine C voient leur respiration et leur état de santé s'améliorer, et le nombre de morts est nettement plus faible dans leur groupe. Tout ceci n'a donc rien de « conspirationniste » ; et pourtant au moment où cela a été publié (fin janvier), le président du soi-disant « conseil scientifique » affirmait toujours qu'il n'y avait pas de traitement du covid-19.

Enfin, il serait dommage de ne pas mentionner une méthode mise au point par une équipe médicale en Italie pour guérir rapidement du covid-19 les asymptomatiques et les malades légers : respirer quotidiennement en 4 ou 5 fois pendant 20 minutes de la vapeur d'eau à 60°C environ. Cela a donné de très bon résultats pour les quelques membres du personnel hospitalier qui se sont prêtés à cette expérience. Sur 10 personnes, huit sont allées au bout de l'essai. et en quelques jours ont vu une réduction de leurs symptômes puis leurs tests sont devenus négatifs. (ce n'est pas une blague ! Pour les lecteurs qui veulent vérifier, voir réf. [11]).

Le pouvoir corrompt, et la corruption est au pouvoir

Mais pourquoi n'en parle-t-on pas, de tout ça ? On peut avancer plusieurs raisons. La première est que les vitamines ne rapportent rien à l'industrie

pharmaceutique, et se soigner avec est une hérésie pour la médecine classique. De la même façon, des médicaments simples et peu chers comme l'Ivermectine ne permettent pas d'engranger les marges bénéficiaires énormes auxquelles est habituée « Big Pharma » (et ce, même en prenant en compte les milliards d'amendes et de dommages et intérêts que ces firmes versent régulièrement à leurs victimes, par exemples à chaque fois que celles-ci arrivent à faire reconnaître les effets négatifs des traitements). Prenons un exemple : une journée de traitement à l'Ivermectine coûte environ un euro par jours ; la dose de Remdasivir pour la même journée, des centaines ! Donc même si le second est plus cher à fabriquer, le bénéfice est quand même nettement supérieur.

Il n'étonnera personne de (re)découvrir par là même que les classes sociales dépositaires de l'activité intellectuelle « hautement spécialisées » sont en fait inféodées aux entreprises et aux Etats ; et donc en dernière analyse au service de l'organisation actuelle du monde, autrement dit du capitalisme (même si des exceptions peuvent exister). Il est également évident que la corruption - par le pouvoir et plus encore l'argent - est bien répandue dans les catégories supérieures liées au Savoir, et simultanément leur « allégeance » leur permet de conserver des positions élevées dans la société bourgeoise moderne.

On ne va pas chercher ici à développer ce point plus avant. Pour nos lecteurs qui ont accès facilement à l'internet, on va proposer ici quelques analyses sur la « mauvaise science », sans prétention d'exhaustivité. Sur la faible valeur générale des études dites scientifiques en médecine, analysée « de l'intérieur », on trouvera un texte illustratif sur le sujet dans la référence [12]. Il a le mérite de rappeler que certains chercheurs et médecins sont conscients de l'énorme quantité de malversations et de conflits d'intérêts autour d'eux, mais sans à priori en tirer des conclusions radicales.

Pour un autre exemple de la corruption en sciences médicales, on trouvera une analyse sur le cas des sels d'aluminium dans les vaccins à la référence [13]. Il illustre une fois de plus les pratiques des multinationales et des instances officielles, ainsi que le dogmatisme de celles-ci (que nos lecteurs connaissent déjà concernant les polluants chimiques, les OGM, le nucléaire, etc).



Les mensonges officiels plus contagieux que le virus ?

Grâce à cette propagande sur l'absence de traitement, l'emprisonnement à domicile est devenu la méthode de gestion de l'épidémie un peu partout sur terre. Pourtant, chaque année la grippe fait des victimes en nombre plus ou moins comparable à cette pneumonie, et on ne recourt pas à des méthodes ancestrales pour essayer de «sauver» quelques malades potentiels... Il est intéressant à ce sujet de constater l'évolution des mentalités chez les pontes des instances sanitaires : en 2003 et 2009, lors des épidémies précédentes de SRAS, il n'était pas question de confiner qui que ce soit (alors que des millions de morts étaient déjà prédits par les épidémiologistes !).

En 2020 également, l'OMS n'a jamais recommandé de confiner les populations, juste de tester et d'isoler les malades. Certes les tests spécifiques à une maladie peuvent être long à développer et mettre en place, mais on peut déjà se baser sur les symptômes : fièvre, toux, etc. Rappelons qu'il s'agit d'une pneumonie, pas d'un banal rhume ! Les experts autorisés nous ont alors affirmé que les «asymptomatiques» (ceux qui sont malades sans que ça se voit) étaient contagieux. Pourtant, les études effectuées en Chine sur un grand nombre de cas semblaient montrer le contraire.

En outre, l'aspect contagieux de cette pneumonie n'a jamais été effectivement démontré. Il se base à l'origine sur des observations faites en Chine : le fait que certaines personnes sont tombées malades de façon rapprochée après avoir partagé un local fermé avec recirculation d'air (notamment dans un restaurant de Guangzhou [réf. 14] et lors de trajets en bus). Chacune de ces situations a été étudiée en détail et a donné lieu à une publication dans la presse scientifique. En ce qui concerne le restaurant, il y a un détail intéressant : sur trois tables alignées contre un mur [*], la moitié des gens sont tombés malades, ce qui est effectivement beaucoup. Mais tout ces gens étaient sous le flux direct d'une bouche de climatisation, dont on sait que mal réglée elle peut assécher l'air et agresser le système respiratoire (on en reparlera plus loin).

Par contre, de tout le personnel, ainsi que tous les autres clients du restaurant, et notamment des deux tables à côté [**] situées visiblement à moins d'un mètre des précédentes, personne n'est tombé malade ! Tous ont été testés négatifs, et des prélèvements dans l'appareil de circulation d'air n'ont également rien donné. En fait, cette étude démontre plutôt qu'il

n'y a pas de transmission par l'air ambiant ! Au passage, on peut noter avec ironie qu'il est dommage que les métiers victimes du confinement et leurs soutiens ne lisent pas la littérature spécialisée, ils auraient eu ici un excellent argument pour rouvrir tout de suite...

Un confinement pour quoi faire ?

Pour en finir avec le confinement, on peut commencer par faire le bilan de son utilité. Comme on peut le voir sur le graphique ci-contre (mortalité mensuelle de 2014 à 2020 d'après l'Insee), il y a bien eu un excès de mortalité en mars et avril en France. On notera que le «pic» hivernal de décès était plus faible que les années précédentes, peut-être parce que l'hiver 2020 avait été particulièrement doux. Un nombre plus élevé que d'habitude de personnes âgées et en mauvaise santé ont ainsi pu se trouver «agressées» par le coup de froid de mars, au moment de l'année où la pollution de l'air est maximale ; il se trouve justement que les régions les plus touchées ont été l'île de France, le Nord et l'Est (qui reçoit la pollution de la région parisienne). Et au lieu de développer une grippe tardive, elles auront eu une pneumonie. Ces deux maladies ne sont pas complètement étrangères l'une à l'autre car une grippe peut s'aggraver en pneumonie dans certains cas.

Le confinement a été mis en place brutalement le 16 mars. A partir de ce moment-là, les interactions entre les personnes ont été très fortement réduites : d'un facteur dix, cent, peut-être plus (que l'on songe au nombre de proches contacts dans un métro parisien bondé...). On devrait donc observer des effets en conséquence, sachant -d'après les données sur la maladie obtenues en Chine- que l'hos-

pitalisation éventuelle a lieu en moyenne une semaine après l'infection. Or le maximum d'admission à l'hôpital a été observé début avril, et n'a diminué que lentement par la suite. Cela indique donc qu'il y n'y a pas eu beaucoup moins de contaminations pendant le confinement qu'avant.

Il y existe un autre argument contre le confinement : la Suède. Le gouvernement social-démocrate suédois a décidé, sur avis de ses experts, de ne pas confiner le pays et de se contenter de quelques mesures de «distanciation sociale» moins contraignantes. Une Attitude qui a été fortement dénoncée par les médias et nombre de «spécialistes» comme criminelle. Au final, quel bilan peut-on en tirer ? La Suède est un pays comparable à de nombreux pays européens (France, Angleterre, Belgique, etc) en terme d'incidence des maladies épidémiques telle que la grippe saisonnière ; or elle a eu une mortalité semblable à ces pays-là pendant l'épidémie. Il n'y a donc pas eu de surplus de décès dû à l'absence de confinement. On se souviens que, d'après les prédictions des épidémiologistes qui ont guidé l'action publique dans les pays occidentaux, la Suède aurait dû avoir 30 000 morts avec ses mesures «partielles» ; au final à l'issue de la première vague le nombre de décès attribués au CV19 a été autour de 5 500.

C'est sans doute pour cette raison que la Suède a été longuement calomniée par la suite pour sa gestion «calamiteuse» de la pandémie... entre autre, par des journalistes et médias indépendants plutôt orientés à gauche. Ce qui pourrait nous interroger sur leur indépendance effective !

un ARNM (*) parmi tant d'autres
(*) Anarchiste Révolutionnaire
Non Masqué



[*] et [**] Pour les lecteurs qui ont accès à internet ou à une bibliothèque universitaire, on peut visualiser les choses en allant voir l'illustration présente dans l'article indiqué à la référence [14]. Les tables alignées dont il est question en (*) sont notées A, B et C, et en (**) on parle des tables D et E.

[14] Publication en anglais dont le titre est «COVID-19 Outbreak Associated with Air Conditioning in Restaurant, Guangzhou, China, 2020». Lien : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC732355/>



chroniques du contrôle et de la répression

Big

Le SNMO censuré par le Conseil d'Etat ?

Echec à la «Vidéo-verbalisation»

Des manifestations avaient été organisées les 12 et 22 mai 2020, à la sortie du premier confinement pour «dénoncer la gestion de la crise sanitaire». Les deux rassemblements avaient pu se tenir dans le calme et sans que les protagonistes ne soient inquiétés par les forces de l'ordre présentes. C'est seulement quelques semaines plus tard que 25 manifestants ont reçu à leurs domiciles des amendes. Des contraventions basées uniquement sur des photos et une identification par la vidéo-surveillance.

Le 4 mai 2021, ces 25 manifestants, qui ont refusé de payer les amendes, ont comparu devant le tribunal de Police de Rodez (12) pour «participation à des rassemblements interdits». La salle d'audience était pleine à craquer.

«On utilise les moyens d'investigation de la police judiciaire pour une forme de surveillance politique», a plaidé maître Delorge, l'un des avocats des prévenus. L'avocat n'aura finalement pas l'occasion ce mardi de développer l'argument devant le tribunal qui s'est déclaré «incompétent d'un point de vue territorial». L'affaire sera donc jugée plus tard au tribunal de Millau si le Ministère Public le juge nécessaire. Les 25 «amendés» sont ressortis de la salle le sourire aux lèvres. Près de 200 personnes les attendaient devant le tribunal.

Source : streetpress.com

Pass sanitaire : un bon moyen pour l'Etat de rendre obligatoire la carte d'identité

Le gouvernement vient de lancer son système de pass sanitaire. L'accès aux grands événements (lieux qui accueillent un nombre de visiteurs ou de spectateurs au moins égal à 1 000 personnes) sera limité aux personnes présentant certaines garanties contre la pandémie, telles que le fait d'être vaccinées, d'avoir réalisé un test PCR ou de s'être récemment rétablies de la maladie. Ce contrôle devrait avoir lieu jusqu'au 30 septembre ... au moins.

1er problème : Chaque personne devra fournir un pass sanitaire comportant son nom. Afin de prouver qu'elle en est bien la titulaire de ce pass, elle devra produire une carte d'identité ou un passeport. Ainsi, l'accès aux grands événements sera en pratique limité aux personnes disposant d'une carte d'identité ou d'un passeport. Rappelons ici que la carte d'identité française n'est pas obligatoire, une personne peut prouver son identité de diverses manières y compris par témoignage oral. Se battre contre cette obligation c'est aussi se battre contre le système de reconnaissance

faciale généralisé dont rêve le Pouvoir d'Etat. En effet depuis un décret de 2015, la photo de toute nouvelle carte d'identité est numérisée et centralisée dans le méga-fichier TES (titres électroniques sécurisés) qui devient ainsi la base idéale pour la reconnaissance faciale généralisée.

2ème problème : le pass sanitaire permet très facilement la constitution de fichiers illégitimes de données personnelles. La lecture du code en 2D permet à n'importe qui, toujours aussi facilement, d'accéder à des données de santé très sensibles mais parfaitement inutiles au fonctionnement du pass : date de prise du vaccin, nom du vaccin, contraction passée de la maladie...

La situation pourrait très vite s'aggraver s'agissant des futures cartes d'identité. On peut s'attendre à des contrôles d'identité de plus en plus numérisés et nombreux, de la part de la police (en entrée de manifestation ou en cités) comme des services de sécurité privée (discothèques, festivals, transports, hôtels...).

Source : laquadrature.net

Le ministère de l'intérieur a publié le 16 septembre 2020 le nouveau «schéma national du maintien de l'ordre» (SNMO) censé «adapter» la gestion des manifestations en France. Dans la foulée, plusieurs syndicats et associations, avaient saisi le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a annulé, jeudi 10 juin, quatre dispositions de ce SNMO. Parmi elles, la très sensible «technique des nasses», utilisées pour encercler des groupes de manifestants. «Si cette technique peut s'avérer nécessaire dans certaines circonstances précises, elle est susceptible d'affecter significativement la liberté de manifester et de porter atteinte à la liberté d'aller et venir», note le Conseil d'Etat dans son communiqué. «Le Conseil d'Etat annule ce point car rien ne garantit que son utilisation soit adaptée, nécessaire et proportionnée aux circonstances», est-il précisé dans le communiqué. OK ! Mais comme la si bien dit le ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Etat ne l'interdit pas fondamentalement mais demande «que les conditions d'emploi soient précisées». Ce que va s'empresse de faire le gouvernement !

Les 3 autres dispositions censurées concernent la presse. Le Conseil d'Etat considère que les journalistes «n'ont pas à quitter les lieux lorsqu'un attroupement est dispersé» et qu'ils n'ont pas «l'obligation d'obéir aux ordres de dispersion» des forces de l'ordre. «Ils ne peuvent donc être tenus de quitter les lieux, dès lors qu'ils se placent de telle sorte qu'ils ne puissent être confondus avec les manifestants ou faire obstacle à l'action des forces de l'ordre», ajoute le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat considère en outre que le «ministre de l'intérieur ne peut pas imposer des conditions au port de protections par les journalistes». Enfin, le Conseil d'Etat annule l'accréditation des journalistes, qu'ils possèdent ou non une carte de presse, pour avoir accès au canal

d'informations en temps réel mis en place lors des manifestations.

Le ministère de l'Intérieur a jugé que le Conseil d'Etat précisait que les journalistes «ne devaient pas faire obstacle aux forces de l'ordre» (?). Il a affirmé en outre que le canal d'information en temps réel opérationnel lors de manifestations était «bien ouvert à l'ensemble des journalistes». Il a jugé toutefois qu'un «travail devra être engagé avec la profession pour définir les critères permettant de réserver à la profession ce canal d'information». Pour le ministère, «l'hypothèse d'une organisation par la profession de l'identification des journalistes n'est pas remise en cause». Rappelons que l'exercice du journalisme en France est libre et non réservé aux journalistes détenteurs d'une carte de presse et ce document n'est en aucun cas obligatoire pour pratiquer le métier de journaliste, qui peut être exercé librement par n'importe quelle personne, sans que celle-ci ait besoin de diplôme spécifique. C'est cela qui gêne le Pouvoir, qui voudrait délimiter ce métier et éliminer les «indépendants», les «free-lance». Il est quasi-certain que l'Etat va revenir à la charge !

Le ministère de l'Intérieur a annoncé «que des modifications seront apportées pour permettre d'atteindre les objectifs voulus par le texte, tout en respectant les orientations de la décision du Conseil d'Etat», et ajoutant que, par ailleurs, «la très grande majorité du texte a été validée» par la juridiction. Effectivement cela concerne, entre autre, les nouveaux modèles de grenades, l'acquisition de matériels lourds (véhicules de commandement, engins lanceurs d'eau, véhicules blindés, matériel radio, drones, ...), l'utilisation des réseaux sociaux par la police pour communiquer avec les manifestants, etc. ! Nous n'avons donc pas de quoi sauter au plafond à la vue de ces «censures» du Conseil d'Etat.

Sources : l'emonde.fr et mediapart.fr

Big Brother

Brother

L'entreprise «doctolib»

Pour cause de pandémie on parle souvent des entreprises qui sont en difficulté, plus rarement de celles qui en profitent. Doctolib compte parmi ces entreprises qui ont prospéré avec l'arrivée du numérique dans la santé. Elle a été créée en 2013 par quatre jeunes ingénieurs et diplômés d'écoles de commerces à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). En 2017, elle obtient le marché public de la prise de rendez-vous pour les médecins de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), qui gère les 39 hôpitaux publics d'Île-de-France. Après plusieurs levées de fonds, Doctolib entre dans le cercle très fermé des «licornes» des nouvelles technologies, ces sociétés récentes du numérique valorisées à plus d'un milliard de dollars. La moitié des médecins généralistes — soit 25 000 selon le syndicat des médecins MG France — recourent également à Doctolib pour les rendez-vous de consultations avec leurs patients. Cet abonnement «est de l'ordre de 120 euros par mois par médecin», selon Jean-Christophe Nogrette, médecin généraliste et secrétaire général adjoint du MG France.

En janvier 2021 «Doctolib» a passé un accord avec l'État pour gérer l'accès aux rendez-vous de vaccination.

Aujourd'hui, Doctolib gère près de 90% des prises de rendez-vous dans les centres de vaccination. Près de 50 millions de personnes (principalement en France, et cinq millions en Allemagne) y sont désormais inscrites. En mars 2021, la société facturait en moyenne le service de la prise de rendez-vous 214 euros par mois pour chaque lieu de vaccination. Avec environ 2 600 lieux ouverts gérés par les agences régionales de santé, des hôpitaux ou des communes, dont une centaine de grands centres réalisant plus d'un million d'injections par jour, cela représente un marché potentiel d'un demi-million d'euros par mois.

Alors se pose le problème des données personnelles de santé que l'entreprise collecte. Comment elles sont gérées et comment ces données sont protégées ?

Pour s'inscrire sur Doctolib, il faut donner un numéro de téléphone et une adresse mail. Ensuite, votre profil patient doit renseigner votre genre, nom, prénom, date de naissance et adresse postale. La société conserve les informations pour l'ensemble des praticiens avec lesquels vous avez pris rendez-vous ainsi que leur spécialité, voire les motifs de consultation. Certains médecins critiquent des pratiques intrusives de cette entreprise.

Doctolib étant une entreprise française, les données qu'elle collecte sont censées être protégées par le règlement général de protection des données (RGPD) qui vaut pour toute l'Union européenne. Ce règlement encadre la collecte, le traitement et l'utilisation des données numériques personnelles en Europe. Problème : pour la gestion de ses données, Doctolib utilise les services d'Amazon Web Service et de Cloudflare, deux sociétés états-uniennes, non soumises au RGPD. Ces sociétés pourraient être obligées, si Washington le demande, de fournir les données qu'elles gèrent en vertu de deux textes de loi états-uniens qui permettent l'accès à ces données sans que l'autorisation d'un juge soit nécessaire.

Sur son site, Doctolib assure que les informations de santé recueillies ne sont lisibles que par le patient ou la patiente concernée et son médecin, jamais par un tiers. Or, il a été démontré par plusieurs associations et par des journalistes spécialisés de France-inter que le chiffrement des données personnelles des patients avait des failles. En effet, ces données sont accessibles en clair alors qu'elles sont stockées sur les serveurs d'Amazon ! Face à cette lacune, plusieurs organisations dont le syndicat de la médecine générale ont saisi le Conseil d'Etat qui a rejeté leur demande de rupture de contrat entre Doctolib et le ministère de la santé !

Source : *bastamaq.net*



Vidéosurveillance biométrique dans nos supermarchés

La Technopolice gagne nos supermarchés. Pour détecter des vols, Carrefour, Monoprix, Super U ou encore Franprix testent via leurs caméras de vidéosurveillance des logiciels d'analyses biométriques pour traquer nos moindres gestes.

La crise sanitaire avait déjà libéré les velléités de surveillance biométrique des entreprises privées : caméras thermiques à l'entrée des entreprises, détection de distances physiques dans les bureaux, suivi de mouvement des yeux pour les examens d'université à distance...

Plusieurs entreprises françaises proposent maintenant de détecter automatiquement les vols en magasin «en temps-réel» grâce à des logiciels d'analyse biométrique directement branchés sur les caméras déjà présentes dans les magasins. Il s'agit de :

«Anaveo», une entreprise de 320 personnes avec un chiffre d'affaires de 70 millions d'euros qui travaille dans la vidéosurveillance pour la grande distribution. Son logiciel «SuspectTeacker» promet de capter les flux d'images issus des caméras pour analyser les «comportements suspects», par exemple les «gestes vers poussette, sac à dos, poche de pantalon ou de veste». Leurs vidéos de présentation mentionnent en passant que la détection de vols vient alimenter une base de données permettant de continuer à améliorer l'algorithme.

«Oxania», une start-up fondée en 2019, a produit un logiciel «Retail Solutions» qui serait capable de «reconnaître les gestes associés au vol en temps réel, détecter les comportements, les situations dangereuses, le parcours client et bien plus encore». La vidéo de présentation assume calmement

faire une analyse biométrique des comportements des personnes présentes dans le magasin (chaleur corporelle, gestes, corps...).

Et enfin «Veesion», start-up parisienne qui vend un produit de «reconnaissance des gestes» avec «une brique qui repère l'humain, une autre qui localise les membres sur ce corps humain, une autre qui repère les objets d'intérêt [...]» pour ensuite envoyer une alerte sur le téléphone des équipes. En bref : un ensemble de dispositifs de surveillance et de suivi biométrique déployés en toute liberté et sans aucune information des personnes la subissant.

La grande distribution s'engouffre dans la surveillance biométrique. Par exemple, l'entreprise Veesion annonce équiper plus de 120 magasins en France.

Aucune gêne ni chez les concepteurs des logiciels ni dans la grande distribution. Au contraire, comme le dit clairement la société Anaveo, l'objectif du déploiement de cette surveillance biométrique est de lutter contre la «démarche invisible» (c'est-à-dire le vol à l'étalage), c'est d'«aider le secteur de la distribution à protéger son chiffre d'affaires».

Pire, pour le créateur de Veesion, la détresse sociale créée par la récente pandémie va provoquer des troubles sociaux, forçant les commerces «à investir davantage dans les solutions leur permettant de s'en prémunir». Son entreprise devra alors être, selon lui, «à la hauteur de ces nouvelles exigences», c'est-à-dire, développer les outils de la Technopolice pour protéger la grande distribution des populations pauvres poussées au vol par la crise sociale.

Source : *La quadrature du net*

Big Brother

Les chiffres, on leur fait dire ce qu'on veut !

Des morts surestimés...

Les nombres de décès attribués au Covid ont été rendus plus élevés par la façon de les compter. Les autorités ont comptabilisé tout les décès de personnes atteintes du CV19 comme causé par celui-ci, alors que la mort pouvait avoir une autre cause. Et de fait, dans les pays occidentaux, les décédés du Covid sont environ 95 % à avoir eu un ou plusieurs facteurs de comorbidité (en Italie, ce pourcentage est même monté à 99 %). Il n'y en a donc qu'un sur vingt environ pour lesquels on peut affirmer que la pneumonie atypique a été l'élément fatal. Pour les autres, il est difficile de se prononcer, mais il est très probable que l'immense majorité seraient décédés avec ou sans CV19. Tout au plus, il est possible que la pneumonie ait réduit leur espérance de vie de quelques semaines ou mois, ou les ait contraint à vivre leurs derniers jours avec de graves problèmes respiratoires en sus de leurs maladies.

Cette confusion n'est pas le fruit du hasard. Il est difficile en France de connaître les directives envoyées au personnel hospitalier, mais des témoignages divers indiquent que des décès ont été attribués au CV19 alors que les personnes sont visiblement mortes d'autres raisons (cancer, grippe, etc). Ce genre de situation a été plus flagrant, et mieux documenté, dans d'autres pays tels l'Angleterre ou les USA (alors qu'au début de l'année 2020, on avait observé le contraire : des décès de pneumonie attribués à la grippe par exemple !). Parfois, les directives des autorités de santé ont clairement poussé à faire passer un maximum de décès en coronavirus-2019. Ainsi, aux USA il était recommandé de noter le décès en Covid-19 dès qu'on pouvait suspecter un diagnostic positif (quand il n'avait pas été

fait). Et en Irlande du Nord, un individu était considéré mort du CV19 si, au cours des 28 derniers jours, il avait eu un test positif, peu importe la cause effective du décès. En prenant cette définition à la lettre, un accidenté de la route qui a reçu un test positif la veille sera compté mort du Covid !

D'une façon générale, de très nombreux cas de décès Covid recensés étaient des cas «suspectés», donc pas a priori évidents. C'est intéressant, car on se souvient qu'au départ il était question d'une pneumonie (avec des radios des poumons caractéristiques) ; alors pourquoi inclure dans les morts Covid des diabétiques présentant des symptômes grippaux, par exemple ? Certes, lorsqu'on a affaire à une grave insuffisance respiratoire, il est légitime en l'absence de tests fiables de présumer un décès dû au CV19. Mais pour gonfler les chiffres, on a comptabilisé n'importe quoi.

Prenons le cas des EHPAD en France, qui ont généré une bonne partie des décès Covid : sont considérés comme «cas confirmés» les morts -avec ou sans symptômes- dans une résidence comprenant un individu testé positif par prélèvement, mais sans qu'il ait eu besoin d'être en contact avec la personne décédée. Et sont considérés «cas possibles» les situations où une personne -résident ou personnel- présente des symptômes liés au CV19 tels fièvre, essoufflement, etc (voir réf. [15] page 8). Récapitulons : si quelqu'un tousse dans un EHPAD, tout les décès à venir seront attribués au coronavirus !

Le nombre de décès Covid est trop élevé ; est-ce vérifiable sur l'année écoulée ? Les experts, grand média, et tout un tas de naïfs, ont répété le nombre émis par les autorités médicales, à avoir qu'il y aurait eu autour de

65 000 morts du Covid durant l'année 2020. Est-ce possible ? D'après l'Insee, le nombre de décès supplémentaires en 2020 est de 53 900 ; soit environ 42 000 correction faite du vieillissement, si on veut comparer sur le long terme. On est donc en train de nous faire croire que sans Covid, il y aurait eu entre dix mille et vingt mille morts de moins dans l'Hexagone (si on soustrait les 65 000 décès officiels aux morts réels), sans aucune raison... On se fout vraiment de notre gueule ! Et dans les «en plus» il ne faut pas oublier les victimes des contraintes sanitaire : suicides, malades non soignés, etc.

Il y a donc eu une surestimation générale de la mortalité due au CV19, et cette manipulation semble bien volontaire. L'institution mondiale «phare» qui récupère et dissémine ces données, l'université privée américaine Johns Hopkins, reprend les chiffres des autorités sanitaires nationales. Cela permet aux média et instances décisionnelles de prétendre utiliser une source extérieure, donc a priori plus indépendante, alors qu'il n'en est rien. En outre, cette université avait «intérêt» à ce que l'épidémie soit importante, puisque cela était en accord avec ses anticipations.

Celle-ci a en effet abrité la simulation de pandémie organisée par la Fondation Gates et le Forum Economique Mondial en octobre 2019, dénommée «Event 201». Dans cet exercice fictif, un coronavirus dénommé nCoV-2019 s'échappait d'une ferme au Brésil et se répandait rapidement sur toute la planète, causant environ 65 millions de morts. L'absence de médicament met le monde à l'arrêt (confinements, etc), et la crise se termine «bien» lorsqu'un vaccin est disponible au bout de 18 mois. Evidemment, tout dans cette simulation n'est pas identique à ce qui est advenu par la suite, mais les similitudes ont fait couler beaucoup d'encre ! En revanche, on remarquera que le nom originel du coronavirus de 2019 est nCov-2019 (comme déjà été mentionné plus haut), et ce nom a été changé quand le public s'est rendu compte que c'était le même que celui de l'exercice ci-dessus mentionné...

Nous n'allons pas dans cet article étudier en détail toutes les ressemblances, et les différences, entre la simulation elle-même et ce qui s'est passé après. Pour des comparaisons détaillées, on peut consulter deux articles informatifs, le premier analysant cinq simulations de pandémie ayant eu lieu depuis 2010 [réf. 16] et le second se concentrant précisément sur l'évènement 201 donc on a parlé plus haut [réf. 17].

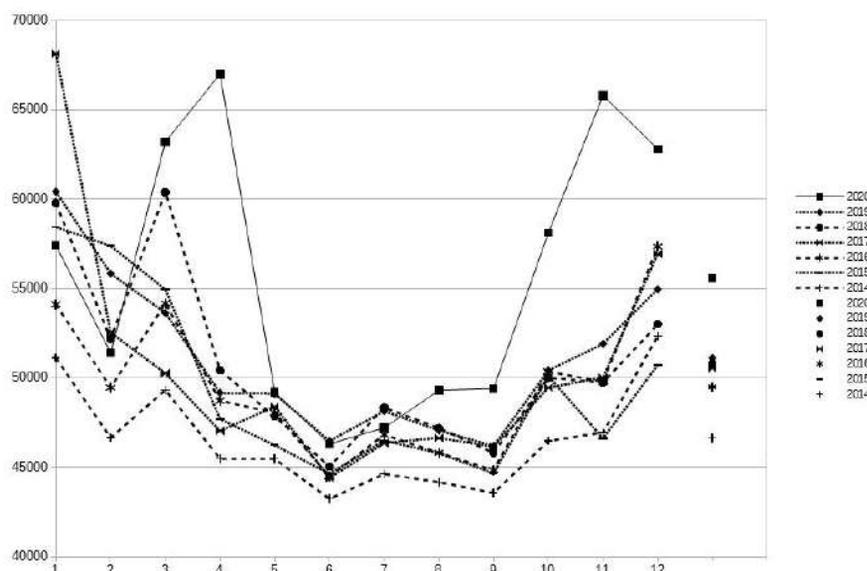
[15] « Covid-19 Point épidémiologique hebdomadaire du 23 avril 2020 »

(le plus simple est de chercher le titre et une fois sur la page de télécharger le fichier pdf) <https://www.santepubliquefrance.fr/maladies-et-traumatismes/maladies-et-infections-respiratoires/infection-a-coronavirus/documents/bulletin-national/Covid-19-point-epidemiologique-du-23-avril-2020>

[16] Article dont le titre est dans l'adresse.

Lien : <https://www.aimsib.org/2021/02/21/simulations-de-pandemies-depuis-2010-ce-que-elles-nous-apprennent-de-tres-deplaisant-sur-la-Covid-19/> Par simplicité, il vaut mieux se rendre sur le site www.aimsib.org et chercher le mois de février 2021 dans les archives

[17] Article du site canadien «mondialisation.ca». Lien : <https://www.mondialisation.ca/le-coronavirus-et-la-fondation-gates/5643088>





... et des tests PCR biaisés

Les tests d'analyse génétique du virus récupéré sur une prise de sang sont longs et complexes, et les tests antigéniques pas toujours fiables pour savoir qui est «contaminé» (ils peuvent indiquer une infection passée et non présente). Très vite, pour des raisons de simplicité et de rapidité, les institutions de santé se sont mises à utiliser en masse les tests dit PCR (Réaction en Chaîne par Polymérase, en anglais). Inventée à la fin des années 80, cette technique sert à multiplier fortement des brins spécifiques d'ADN à partir d'une petite quantité initiale, afin d'en obtenir un grand nombre plus facile à utiliser. Il faut pour cela disposer d'une amorce spécifique aux brins auxquels on s'intéresse.

Cette technique a été étendue ensuite aux virus, en «fabriquant» un brin d'ADN équivalent à une partie de l'ARN du virus. On effectue alors un certain nombre de cycles d'amplification, chacun d'eux doublant plus ou moins le nombre de brins d'ADN qu'on avait au départ. A l'aide par exemple d'un marqueur fluorescent, on visualise le moment où on a produit un suffisamment grand nombre de brins. On s'arrête alors à ce moment là, ou bien au bout d'un certain nombre de cycles fixé à l'avance. Enfin, si on a détecté quelque chose le test est positif, sinon il est négatif. Evidemment, chaque étape de cette technique complexe est source potentielle d'erreurs. Et par ailleurs, l'aspect assez aléatoire de l'amplification fait que ces tests sont à priori utiles pour détecter la présence éventuelle de brins d'ADN ou ARN spécifiques, mais inadaptés à une mesure quantitative. Ce n'est pas nous qui le disons, mais le concepteur de la PCR lui-même, Kary Mullis (prix Nobel pour cette invention).

A minima, il faudrait donc toujours associer un diagnostic clinique aux tests, mais dans ce cas on ne peut plus comptabiliser des «asymptomatiques»... Car rappelons qu'une grande partie des «contaminés» du Covid n'ont

jamais eu de symptôme lié à la pneumonie.

Nous n'aurons pas la prétention de rentrer ici dans les détails des critiques scientifiquement pointues qui ont été faites à ces tests par rapport à leur adéquation effective avec le coronavirus-2019 sur le plan génétique. On va juste indiquer quelques idées générales, en se basant sur l'étude d'un consortium de scientifiques essentiellement allemands (sachant qu'il y a eu d'autres critiques d'individus et groupes). Les tests utilisés dans les pays occidentaux sont généralement basés sur celui initialement conçu en janvier 2020 à l'Université de la Charité à Berlin. Alors que les chinois disposaient déjà d'échantillons du virus et de tests PCR, un nouveau test a été développé à partir du SRAS de 2003 et de l'ajout de nucléides de synthèse, en se basant sur le code génétique du CV19 publié par les chercheurs chinois (donc à partir d'un morceau de séquence sur ordinateur).

La spécificité de ce test est de ce fait sujette à forte caution ; c'est ce qui a fait dire à certains biologistes que les tests PCR détecteraient plusieurs types de coronavirus, et pas seulement le nCov-19. Par ailleurs, outre certaines imprécisions techniques dans la conception, on notera qu'il n'a pas été vérifié que les segments d'ARN produits par l'amplification sont effectivement des brins typiques du CV19. C'est un peu gênant...

Notre but n'est pas de nous plonger dans des considérations de spécialistes en biologie moléculaire, ce que nous ne sommes pas. Ici nous allons donc nous concentrer sur des faits simples à appréhender. Lors de l'utilisation de la PCR pour le diagnostic médical, le nombre de cycle maximal d'amplifications utilisées pour détecter un virus est généralement entre 25 et 30. Car si on continue à vouloir démultiplier les brins d'ADN, le risque d'erreur devient très élevé et on va se retrouver à fabriquer des brins qui ne seront pas ceux que l'on cherche, d'où des résultats erronés. Mais pour le CV19, le nombre de cycle à

faire a été remonté à 40, voire 45 ou plus, dans la majeure partie des pays occidentaux (aux USA ils sont même montés à 50 cycles). Notons qu'en France cette information est étrangement difficile à obtenir, c'était semble-t-il 40 au départ et 45 depuis l'automne dernier, mais ça aurait diminué depuis.

Quelle différence cela fait-il ? Pour y répondre, voyons comment on peut déterminer si un test positif indique la présence réelle du virus. Une méthode est de prendre un prélèvement ayant servi à faire la PCR, et de le cultiver dans un milieu spécifique à la reproduction de virus. Rappelons au passage que les virus ne sont pas des êtres vivants en tant que tels, simplement des brins d'ARN enfermés dans une poche de protéines ; différents types de composants cellulaires sont nécessaires pour les répliquer, c'est le «milieu de culture». Si on arrive à cultiver des virus, alors on peut penser que l'échantillon auquel on a appliqué la PCR en contenait bien au départ (mais une contamination extérieure ou du milieu de culture peut aussi donner de faux résultats). Par contre, si le milieu de culture reste «vide», alors il n'y avait rien dans l'échantillon (et c'est une certitude).

Dès le mois de mai 2020, une première étude a montré que si plus de 25 cycles ont été nécessaires pour obtenir un test «positif», il n'y a pas de virus dans le prélèvement originel. Puis une étude publiée en septembre dernier a permis d'y voir plus clair [réf. 19]. Elle indique qu'à partir de 27 cycles de PCR, il y a, dans les échantillons «positifs» plus de prélèvements sans virus que de prélèvements en comportant réellement. Et au-delà du 35ème cycle, on a 100 % de faux positifs, donc il n'y a plus du tout de «vrai» contaminé ! (*)

Mais alors, que se passe-t-il lorsque le nombre de cycle devient grand ? On peut avancer au moins deux possibilités. La première, mise en avant par nombre de critiques, est qu'on détecte dans ces cas des quantités très infimes de particules virales, et donc il est normal que les échantillons en question ne donnent pas lieu à une présence effective de virus en culture.

La seconde est mise en évidence par une étude italienne [réf. 20], qui montre à notre avis qu'au delà d'un certain nombre de cycles la PCR se met à faire

[18] Article en anglais dont le titre est « Review report Corman-Drosten et al. Eurosurveillance 2020 ». Lien : <https://cormandrostenreview.com/report/>

[19] Publication en anglais dont le titre est « Correlation Between 3790 Quantitative Polymerase Chain Reaction-Positive Samples and Positive Cell Cultures [...] ». Lien : <https://academic.oup.com/cid/advance-article/doi/10.1093/cid/ciaa1491/5912603>

[clicquer sur le bouton « Open in new tab » pour voir le graphique en grand]

[20] Publication en anglais dont le titre est « SARS-CoV-2 RNA found on particulate matter of Bergamo in Northern Italy: First evidence ». Lien : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7260575/> (l'article n'est plus en accès libre sur son site de publication originale)

(*) Sur la référence [19] donnée ci-dessous, on peut afficher le graphique en grand et visualiser ce qu'on vient d'expliquer. On voit en indication horizontale le nombre de cycles (de 11 à 37). En verticale, le nombre d'échantillons correspondants. Ce qui est intéressant à regarder, c'est la barre en gris clair qui est la plus à droite pour chaque nombre de cycles : elle indique le nombre de cultures négatives (c'est à dire les «faux positifs» du test PCR). En la comparant aux autres barres colorées, on peut savoir si on a surtout des vrais ou des faux positifs. Et la courbe en trait plein reprend le pourcentage de vrais positifs (obtenus par culture de virus).

dossier coronamensonges

[21] « AVIS DE L'OMS À L'ATTENTION DES UTILISATEURS DE TESTS DE DIAGNOSTIC IN VITRO 2020/05 ». Lien : <https://www.who.int/fr/news/item/20-01-2021-who-information-notice-for-ivd-users-2020-05>

n'importe quoi. Cette publication visait à chercher si le CV19 pourrait se trouver dans l'air sur les particules de pollution. Les tests PCR semblent avoir montré que des virus ont été trouvés dans une majeure partie des échantillons, ce qui est la conclusion avancée par l'étude. Or si on regarde les courbes de PCR qui expriment l'évolution de la fluorescence relative (information qui n'est généralement jamais donnée dans la littérature !), on constate qu'il faut attendre 35 cycles pour commencer à voir quelque chose – ce qui correspondrait à une amplification de plus de trente milliards de fois. Mais avant cela, rien ne varie dans l'échantillon, ce qui est un peu surprenant. Comme il est connu que lorsqu'on fait «tourner» trop longtemps un test PCR, on augmente le risque d'amplifi-

cations parasites, on peut penser que c'est cela qui a créé des résultats «positifs».

Les données présentées ci-dessus n'ont rien de nouveau pour les experts médicaux, car -comme déjà précisé- avant le Covid le nombre de cycles des tests PCR médicaux était généralement entre 25 et 30. Comme on ne connaît hélas pas les nombres de cycles obtenus pour les centaines de milliers de tests positifs comptabilisés en France, il est impossible d'estimer le nombre de personnes faussement considérées comme contaminées. Mais puisque les autorités ont poussé à faire 40 cycles pour détecter (on devrait plutôt dire «inventer») un maximum de cas, on peut raisonnablement affirmer que cette proportion est élevée (il est même possible que jus-

qu'à 80 % des «cas déclarés» de Covid-19 soient fictifs).

Et là on peut se demander sérieusement si la falsification est volontaire ! L'OMS a visiblement commencé à se rendre compte qu'il y avait un gros souci, puisqu'à la mi-janvier 2021 elle a émis un avis de prudence sur les résultats «faiblement positifs» [réf. 21]. Mais les esprits suspicieux pourraient aussi y voir une volonté de diminuer progressivement le nombre de cas déclarés, après l'avoir gonflé artificiellement ; ceci pour faire suite aux campagnes mondiales de vaccinations dont on sait -car les fabricants l'ont ouvertement reconnu- qu'elles ne vont pas faire baisser les contaminations. ●

Des masques, pour empêcher la diffusion ... de la contestation ?

Il est difficile de nier que, dans des situations particulières, les masques puissent être d'une certaine utilité. Par exemple, les masques FFP2 peuvent servir en cas d'émanation de fumées toxiques, à condition que les particules ne soient pas trop petites. En revanche, on a du mal à croire que des masques chirurgicaux, qui retiennent une grande partie des éléments de dimensions supérieures à 3 ou 5 microns, arrêtent des virus de taille dix fois inférieures, même cachés dans des micro-gouttelettes faisant environ un micromètre. Ceux qui ont regardé ce qui est marqué sur les emballages des masques auront lu des choses comme : «ne protège pas des virus / du coronavirus ; Si vous êtes malade, ce masque n'est pas adapté» ou d'autres du même genre. Récapitulons : le masque n'est utile que pour les gens non infectés, afin qu'ils ne contaminent pas les autres ; et par ailleurs sans que cela ne les protège eux-même des malades. Alors, à quoi sert-il ?

L'objectif ici n'est pas de se lancer dans une discussion scientifique interminable, mais d'établir quelques faits et pointer des contradictions. Avant le mois de mars, les masques étaient unanimement reconnus comme inutiles pour le grand public, et le personnel médical ne les portait que dans des cas particuliers (salles d'opérations, chambres de patients immunodéprimés par exemple). Les raisons en sont évidentes : les non-malades ne transmettent pas les maladies, et un masque

chirurgical ou FFP2 -avec un bon pouvoir filtrant- ne peut pas arrêter les particules de la taille d'un virus. Il est important de rappeler que les soignants portent des masques chirurgicaux dans les blocs opératoires avant tout pour stopper les projections (postillons, etc) qui pourraient atteindre le patient, tout autant pour se protéger eux-mêmes de contaminations éventuelles de type bactérien.

Par la suite, après une intense propagande médiatique sur le manque de masques pour le grand public (alors que les masques manquaient en fait pour le

personnel soignant !), ceux-ci ont fini par devenir obligatoires un peu partout. On notera que, lorsque l'OMS a intégré le port du masque systématique dans ses recommandations, ce n'était pas suite à de nouvelles études, mais à cause d'un fort lobbying effectué par certains Etats... Nous ne savons pas avec certitude lesquels, mais alors que le masque était déconseillé par les autorités sanitaires des USA au début de l'épidémie, on a pu voir que celui-ci est devenu une affaire politique à part entière dans ce pays ; il est même recommandé avec insistance dès l'âge de trois ans... [réf. 22] On peut même dire que le

Ecole à Taïwan, bisous interdits



[22] Voir les recommandations du CDC, par ex : <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/prevent-getting-sick/cloth-face-cover-guidance.html>

masque a été utilisé pour diviser la population à des fins électorales, vu la «politisation» qui en a été faite dans ce pays.

Commençons par le fait d'avoir rendu le masque obligatoire à l'extérieur : l'idée que le CV19 puisse se transmettre en plein air est basée originellement sur cinq cas dans le monde pour lesquels on n'a pas réussi à trouver une source de contamination autre. C'est tout simplement ridicule ! Par ailleurs, les modélisations de gouttelettes volant dans tout les sens à chaque expiration que l'on a pu voir dans les média font de jolies animations, mais leur lien avec la réalité est très contestable : dans l'air, une particule d'eau va avoir tendance à sécher ou à grossir en fonction de l'humidité ambiante, ou bien peut rencontrer des poussières qui vont l'alourdir, etc. La réalité est bien plus complexe que les simulations ! Cela n'a pas empêché les média de nous abreuver de comparaisons douteuses pour appuyer les affirmations autoritaires des médicocrates (cousins en blouse blanche des technocrates, qui prétendent décider de tout car ils savent tout sur tout).

Une étude qui ne montre pas exactement ce qu'on lui fait dire

Les «décodeurs» du journal *Le Monde* (qui a reçu plus de deux millions de dollars de la Fondation Gates en 2019), dans leur défense des masques obligatoires, ont cité une étude scientifique indiquant une diminution du nombre de virus exhalé lorsqu'on porte un masque [réf. 23]. Il est dommage qu'ils n'aient pas pris le temps de la lire. En effet, s'il y a une légère diminution du nombre de fois où on détecte des virus chez les porteurs de masque, les différences sont statistiquement faibles. Et elles ne permettent pas de tirer des conclusions définitives à partir des charges virales mesurées à l'expiration, qui varient dans de grandes proportions d'un individu à l'autre. Autrement dit, nombre de malades n'émettent pas de virus détectables lorsqu'ils toussent ou éternuent, et le fait de porter un masque ne semble pas diminuer significativement les quantités de virus lorsqu'il y en a. Pour les virus liés au rhume, le masque apparaît même totalement inutile.

Enfin, il y a un détail dans l'article précité que les journalistes n'ont pas pris en compte : les patients qui n'ont ni toussé ni éternué n'ont émis aucun virus détectable. Cela prouve donc que les «asymptomatiques» et les malades légers n'ont pas besoin de porter un masque. Les autres doivent faire attention lorsqu'ils toussent ou éternuent, voilà tout. Ce n'est pas du tout anodin,

si on se rappelle que le port obligatoire du masque est justifié par le fait que nous serions tous des «porteurs sains», risquant de contaminer soi-disant tout le monde autour.

Les expérimentations étudiant les effets des masques pour diminuer la transmission sont généralement faites avec de petites billes de paraffine ou de sel. C'est très différent d'une gouttelette liquide, comme on l'a déjà vu, ne serait-ce que parce que leurs propriétés physiques ne sont pas comparables. En réalité, nombre d'études ne montrent aucun effet positif des masques, mais elles ont été passées sous silence. De même, les pays où les masques ne sont pas obligatoires -tels le Danemark ou la Suède- n'ont pas connu de situation plus grave que les autres ; et le Danemark est même l'un des pays d'Europe avec le plus faible taux de malades. Pourtant cela ne l'empêche pas d'être régulièrement sous le feu de grands médias pour sa «mauvaise gestion» de la crise. Enfin, dans certains cas, le port du masque obligatoire s'est même accompagné d'une augmentation des contaminations ! (c'est ce qui est arrivé à la Californie par exemple).

Et de fait, aucune étude n'a à notre connaissance validé sérieusement la doxa officielle sur les masques. Que le lecteur se rassure, nous n'allons pas ici faire un inventaire complet sur la question. Pour des analyses plus détaillées sur les études scientifiques parues, et en particulier une critique de celles qui prétendent montrer l'utilité du port du masque, on peut consulter le site d'un groupe suisse qui en a fait une revue assez complète [réf. 24].

La mascarade sanitaire, jusqu'à quand ?

En conclusion, si on essaie de faire un bilan des mensonges et incohérences sur les masques, que voyons-nous ? Pour commencer, jamais le masque n'a été considéré utile pour le grand public, et ceci depuis un siècle, suite à l'expérience de la «grippe espagnole», confirmée par des observations et études régulières au cours des dernières décennies. Son utilisation généralisée était donc exclu par les responsables de santé publique (les masques achetés en 2009 et non renouvelés par la suite étaient pour le personnel soignant). Puis un matraquage médiatique et institutionnel a fait croire à une grande partie de la population que les masques allaient nous sauver, à grand coup d'études utilisant des particules solides de plusieurs micromètres ou de simulations par ordinateur de mécanique des fluides (plus précisément, de diffusion d'aérosols dans un modèle d'air ambiant). Notons que ces études furent en général été menées

La France met en circulation un billet spécial "amende forfaitaire".



après que la décision de masquer les populations ait été prise au niveau des instances sanitaires.

L'an dernier, lors de la mise en place de la contrainte, il a été affirmé que les masques en tissus iraient très bien. On peut penser qu'obliger la population à porter des masques chirurgicaux jetables pendant huit à dix heures par jour risquait de conduire à un rejet plutôt massif, donc cette largesse visait avant tout à s'assurer de l'obéissance du public. Mais les masques en tissus, à part quelques modèles homologués, sont déjà inutiles pour les travaux poussiéreux, les incendies, etc ; à ce sujet il est connu que contre les fumées, ou les lacrymos, il faut utiliser un tissu mouillé (sec il ne sert pas à grand-chose), et on ne peut pas porter ce genre de protection toute une journée. C'est donc sans surprise que l'hiver dernier une tentative a été faite pour arrêter l'utilisation des masques en tissus faits maison et les remplacer par du matériel contrôlé. Ainsi l'inénarrable Académie de Médecine, celle-là même qui a validé l'amiante, le nucléaire, les OGM, etc, qui vantait l'utilité certaine des masques en tissus en septembre 2020, a finalement reconnu début 2021 qu'ils ne servaient à rien...

À la même période, il avait aussi été suggéré de forcer la population à porter deux masques superposés (à la base, c'était aussi pour imposer d'avoir un masque chirurgical en plus du masque en tissu). En France, on est pas allé plus loin dans le délire ; mais aux USA des experts sont allés jusqu'à conseiller trois ou quatre masques empilés et le CDC a émis une directive pour imposer le double masque, qui est devenu obligatoire dans certains lieux. (Au moment où nous écrivons, le port du masque recule aux USA et les contraintes s'assouplissent tout comme chez nous).

Revenons sur les études sorties l'an dernier «montrant» le pouvoir filtrant de différents tissus, en utilisant des billes de paraffine de quelques micromètres. Quelle est la pertinence des résultats obtenus ? On va l'illustrer par une image. Quand quelqu'un pose

[23] Publication en anglais dont le titre est «Respiratory virus shedding in exhaled breath and efficacy of face masks». Lien : <https://www.nature.com/articles/s41591-020-0843-2>

[24] Lien (en anglais, traduction en français de qualité aléatoire) qui analyse de nombreuses études sur les masques : <https://swprs.org/face-masks-evidence/>

tillonne en parlant, mettez une passoire devant lui : vous recevrez effectivement moins de postillons, mais s'il fume vous recevrez toujours sa fumée...

Dans le fond, c'est assez simple à comprendre. Croit-on sincèrement que les experts les plus haut placés s'illusionnent sur des études faites à la va-vite, et qui viennent justifier des décisions déjà prises ? Il a été dit que journalistes et «médicocrates» enlèvent leurs masques dès que la caméra a le dos tourné ; et lorsque avec d'autres de leur rang ils se font des «restaurants clandestins», il n'y a ni masques ni distanciation sociale. Tout cela indique une chose sur laquelle on insiste pas assez : ceux qui sont en haut de la pyramide sociale savent que les masques sont in-

utiles (en terme de santé publique). Par contre, ils donnent l'impression de faire quelque chose pour lutter contre l'épidémie, et reportent sur la population la responsabilité de la propagation de la maladie : on trouvera toujours des gens qui n'ont pas bien mis leur masque, ou qui l'ont oublié au mauvais moment, etc.

Pour finir, les effets négatifs du port prolongé de masques respiratoires, déjà connus dans la profession médicale, peuvent être sérieux. Des risques d'auto-infection, car on respire ses propres miasmes, sont possibles. Mais surtout, le masque diminue la circulation de l'air, et donc la concentration en CO2 de l'air inspiré a tendance à aug-

menter. Or, si la proportion d'oxygène n'est pas sensiblement affectée, cette augmentation du dioxyde de carbone est néfaste pour le cerveau, et nos fonctions cognitives en sont diminuées. C'est une raison possible pour laquelle on observe chez les enfants et adolescents, forcés de porter un masque la journée entière, une augmentation des difficultés de concentration et de réflexion, voire des évanouissements pendant les cours. Il est donc urgent de leur permettre de respirer librement, d'autant que, comme on l'a vu plus haut, étant eux-même très peu malades ils ne risquent pas de contaminer les autres, même lorsqu'ils sont soit-disant «porteurs sains» (on a déjà vu ce qu'il fallait penser de ce concept). ●

Le virus, un coupable idéal

Une maladie bien étrange

Comme on l'a vu plus haut, il y a pas mal d'incohérences, voir de contradictions, dans le récit officiel : le SARS-CoV-2 est apparu en décembre à Wuahn mais on le trouvait dès septembre en Lombardie ; c'est un virus de pneumonie mais il donne les symptômes du rhume, de la grippe, et pourquoi pas bientôt des cors au pied !? En outre, des variétés de virus, il y en a plein : on comptait début 2021 dans les bases de données des généticiens neuf familles de virus, qui après se décom-

posent en 13 000 variantes pour un total de génomes enregistrés supérieur à 100 000 (dont un peu plus de 30 000 sont de «bonne qualité», c'est à dire que le code semble complet). Ça fait quand même beaucoup pour un petit coronavirus !

Il a été établi plus haut que l'étendue de la maladie avait été exagérée par les autorités sanitaires. Mais du côté des scientifiques, la position alarmiste pouvait se justifier parce que de nombreuses observations suggéraient, et indiquent encore, une épidémie plus étendue que ce qu'on pensait. Les observations faite sur les malades du Covid-19, qui souffrent donc des poumons, montrent des atteintes sur d'autres organes : foie, reins, pancréas, système nerveux, cœur, même les intestins sont parfois mentionnés. D'un certain point de vue, ce n'est pas surprenant : on sait que le CV19 se lie aux récepteurs dits ACE2, une enzyme que l'on peut retrouver notamment dans les poumons, le cœur, les artères, le rein et l'appareil digestif. Il paraît donc logique que si le virus se répand dans l'organisme, il va pouvoir atteindre les organes présentant pour lui une «porte d'entrée» (en quelque sorte).

On peut nuancer cette vision des choses. Souvent, les articles médicaux faisant état des pathologies des malades «oublient» de mentionner les traitements qui leur ont été administrés lors de leur hospitalisation, et notamment les antirétroviraux (qui sont très souvent donnés, même connaissant leur inutilité, afin de tenter quelque chose malgré tout). C'est important car ces produits, on l'a vu, sont toxiques pour le foie et les reins ; il n'est donc pas surprenant que les patients soignés avec ceux-ci développent des maladies spécifiques.

Au passage, il y a là un petit hic dans la vision actuelle de comment la maladie se transmet : les individus sains n'ont pas -ou très très peu- de récepteurs ACE2 (en particulier, ils n'en ont pas dans les poumons). C'est en partie ce qui explique le faible taux de létalité du Covid, et le fait qu'il ne soit réellement dangereux que pour les personnes très âgées ou présentant certaines maladies (par exemple, on trouve des récepteurs ACE2 chez un certain type de diabétiques). Du coup, on ne sait pas trop comment les gens non malades ont pu le devenir, si déjà le virus ne peut pas rentrer dans leurs cellules...

Certains médecins ont également émis l'hypothèse que l'absence apparente de grosse vague épidémique dans les pays du sud n'était qu'un trompe-l'œil, et que la hausse des attaques cardiaques constatée dans les régions chaudes durant l'été 2020 était liée à la pandémie. Difficile de trancher, d'autant que ces maladies peuvent aussi être le résultat des épisodes de températures élevées, devenues plus fréquentes avec le réchauffement climatique.

Microbes ou terrain, un débat ancien

Nous n'allons pas faire ici une critique générale du dogme microbien et des théories de la maladie en médecine. Rappelons juste quelques éléments. Au début du XIXème siècle, on considérait souvent que les maladies pouvaient être dues à un ensemble de facteurs, parmi lesquels l'environnement -froid, humidité, etc- et l'état de l'individu -alimentation, conditions de vie- étaient prépondérants. Pasteur, avec d'autres de son époque, a défendu l'idée que les maladies sont provoquées par l'intru-



Affiche que l'on trouvait avant dans les hôpitaux, qui semble avoir disparue depuis la fausse pandémie de 2009.

sion de microbes, dans un organisme supposé aseptique. Ceux-ci rentrent alors en compétition avec le fonctionnement cellulaire, et mettent la pagaille dans le corps humain. Le système immunitaire intervient alors pour neutraliser l'agresseur et se débarrasser de lui (un peu comme une force de police...).

Passons rapidement sur le fait que ce point de vue ressemble très fortement à l'idéologie nationale en plein développement à l'époque, qui voit le corps social comme une entité «pure», dans laquelle les éléments extérieurs sont source de problèmes en tout genre. Cette théorie a été combattue en son temps par d'autres médecins ou chercheurs, tels Béchamp et Bernard (considéré comme le fondateur de la médecine expérimentale), qui mettaient en avant l'importance du «terrain» ; c'est à dire l'état général de la personne, et le milieu dans lequel il se trouve.

Cette approche pasteurienne a eu du succès entre autres parce qu'elle favorisait la vente des médicaments -des produits nocifs mais tueurs de microbes- et qu'elle reléguait au second plan les conditions de vie de la population, au sens socio-économique du terme, dans le déclenchement des maladies. Mais par ailleurs, on sait aujourd'hui que «nos» cellules représentent environ 0,1 % du corps humain, et que nous avons en nous nombre de micro-organismes qui sont pathogènes dans certains cas et pas dans d'autres -tel le staphylocoque doré- et ceci en fonction de diverses raisons (que l'on peut relier avec le concept de terrain, même si cette notion paraît parfois un peu floue).

La pollution détruit nos poumons

Pourquoi ce rappel est-il utile ? Eh bien, il a été vite constaté dans le cas de l'épidémie de pneumonie une très forte corrélation entre les décès du Covid dans la population et la pollution atmosphérique dans laquelle baigne celle-ci. Dans plusieurs pays, des études ont été effectuées pour analyser la corrélation entre la mortalité et des polluants divers, connus pour aggraver l'appareil respiratoire. Certaines ont étudié les particules fines, d'autres se sont basées sur les oxydes d'azote (les fameux NOx, qui sont entre autres des marqueurs de la pollution automobile). Dans les deux cas, la corrélation est flagrante.

Pour se donner une idée, on peut consulter [réf. 25] une étude allemande portant sur plusieurs pays d'Europe. On y verra une carte de la pollution au NO2 qui explique, au moins en grande partie, pourquoi l'Italie du nord a été très rapidement et fortement touchée par une vague de maladies respiratoires

graves. En outre, une autre figure montre que dans le nord-est de ce pays, la pollution atmosphérique a tendance à rester sur place (à cause des courants aériens), ce qui la maintient à un niveau élevé.

Et en ce qui concerne la France en particulier, on se rappellera que les régions les plus touchées (Nord, Ile de France, Est) sont les plus polluées du pays.

Cela ne veut pas dire qu'il y a une causalité univoque, car les points de forte pollution correspondent aussi aux grands centres urbains, donc potentiellement avec une vie plus stressante, des inégalités plus marquées, etc. Il n'empêche que l'empoisonnement de l'atmosphère par l'activité humaine est connu pour avoir des conséquences en terme de santé très marquées et régulièrement dénoncées. Il est établi que la pollution est responsable d'un grand nombre de décès prématurés (dans tout les âges, des bébés aux plus anciens). On notera d'ailleurs avec intérêt que régulièrement les scientifiques réévaluent, à la hausse, ce nombre de morts : par exemple, en février de cette année les décès de 2018 dus aux combustibles fossiles ont été estimés autour de huit millions dans le monde, au lieu de quatre millions dans les études précédentes. Bien sûr, les modèles utilisés ont leurs limites, mais cette modification est basée entre autre sur des études en Asie montrant une sous-évaluation de la pollution de l'air extérieur.

Un air trop sec n'est pas bon non plus

Il est connu depuis longtemps que notre santé est sensible aux conditions atmosphériques. Si l'air est pur, on est généralement en meilleure forme ; et c'est pourquoi l'air des montagnes est préférable depuis bien longtemps à

celui des villes (qui était souvent trop humide, en plus d'être chargé de pollutions en tout genre). Et ces dernières années, les effets néfastes d'un air trop sec ont également été mis en évidence. On avait déjà constaté qu'un manque d'humidité dans l'air asséchait les voies respiratoires et entraînait un manque de mucus, gênant par ailleurs la filtration de l'air qu'on respire, et nous rendant ainsi plus susceptibles à certaines maladies. Il se trouve que cela perturbe aussi le système immunitaire au niveau des organes de la respiration, ce qui facilite les affections, des poumons notamment [pour un résumé on peut consulter la réf. 26].

Tout cela est pertinent au niveau individuel ; mais globalement, ces histoires d'air sec sont-elles importantes quand on regarde les épidémies à un niveau plus global ? Eh bien il apparaît que oui. Une étude effectuée aux USA il y a une dizaine d'années a cherché s'il y avait une relation forte entre les épidémies de grippe et certains paramètres tel l'ensoleillement, la température ou bien l'humidité ambiante [réf. 27]. Elle a clairement montré qu'une diminution de l'humidité absolue de l'air est toujours associée avec la survenue des épidémies de grippe, la précédant d'environ deux semaines. Cette corrélation est très marquée, ce qui indique fortement une relation de cause à effet.

La découverte est par ailleurs cohérente avec les études faites en laboratoire qui essaient de mettre en évidence l'influence de paramètres extérieurs sur la survenue ou la transmission de maladies. Que l'on pense ou non que les maladies respiratoires soient contagieuses, on peut en tirer des conclusions qui se rejoignent : les chercheurs vont généralement conclure que la faible humidité favorise la transmission des virus ; alors que d'un autre point de vue on en déduira qu'une humidité

[25] Publication en anglais dont le titre est « Assessing nitrogen dioxide (NO2) levels as a contributing factor to coronavirus (Covid-19) fatality ». Lien : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7151460/>

[26] Texte de synthèse paru sur le site d'un fabricant suisse d'appareils de climatisation. Il y a évidemment un intérêt dans la présentation de ces recherches qui leur sont « favorables » (l'entreprise a fourni du matériel) ; mais les choses sont exposées clairement, et rien ne laisse à penser que la recherche ait été biaisée pour leur faire plaisir.

<https://www.condair.ch/fr/sante/etude-scientifiques/nouvelle-etude-scientifique-de-l-universite-de-yale-dr-akiko-iwasaki-mai-2019>

[27] Publication en anglais dont le titre est « Absolute Humidity and the Seasonal Onset of Influenza in the Continental United States ». Lien : <https://journals.plos.org/plosbiology/article?id=10.1371/journal.pbio.1000316>



les îles du pacifique : pas de pollution, pas de covid.

dossier coronavirus



faible fragilise le système respiratoire et le prédispose aux maladies récurrentes.

Quelle importance ce fait peut-il avoir dans le fond ? D'abord, il est toujours utile de mieux connaître ce qui nous rend malade sans s'enfermer dans un paradigme médical particulier ; et l'industrie pharmaceutique n'a pas

envie qu'un savoir permettant d'être en meilleure santé -sans consommer toujours plus de médicaments- se répande dans la société !. Ensuite, on a constaté que l'air est de plus en plus sec depuis quelques années. Cela a été analysé plus précisément dans le cas de l'Europe, pour laquelle l'analyse de vieux chênes a montré que la sécheresse estivale n'avait jamais été aussi prononcée depuis au moins 2000 ans.

Or le réchauffement climatique ne peut en être la cause première : un air plus chaud aura à priori une humidité absolue plus élevée. Par contre, la pollution atmosphérique, constituée en grande partie de produits de combustion, est une source probable d'assèchement de l'air ambiant (par exemple, les cendres volatiles de charbon sont des dessiccants). Cela renforce encore le lien bien établi entre pollution et santé ... lien qui n'arrange pas le système capitaliste qui préfère que les chercheurs restent rivés sur leurs virus et ne trouvent pas ailleurs les causes des épidémies qui nous frappent.

C'est que réduire la pollution est souvent très coûteux, et la supprimer

reviendrait à remettre en question l'activité économique elle-même, sur laquelle la bourgeoisie base son pouvoir de classe. Les décideurs font donc sans surprise passer leurs intérêts avant la santé des populations, et l'industrie peut s'enrichir en nous vendant toujours plus de médicaments et vaccins à l'utilité douteuse.

En conclusion, il apparaît -mais est-ce une surprise- que les causes principales de l'épidémie de pneumonie, et des pathologies variées qui semblent lui être associées, sont essentiellement les conséquences délétères de la pollution, qui empoisonne les être vivants et l'environnement. Ce ne sont donc pas «Big Pharma» et les médicocrates qui vont prévenir et soigner les maladies présentes et à venir ; seule la destruction de la société capitaliste et de son appareil productif ravageur nous permettrons de retrouver la santé, en même temps que la liberté et l'égalité pleines et entières.

un ARNM (*) parmi tant d'autres
 (*) Anarchiste Révolutionnaire
 Non Masqué



Les pilotes se sont visiblement perdus...